

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE PRINCIPE DE L'ASSOCIATION

en Matière d'Élevage

(Syndicats, Associations, Sociétés d'Élevage)

~~~~~

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 4 Novembre 1907, à 2 heure 1/2*

PAR

**Roger BAILLIÈRE**

—

*Président : M. SOUCHON, professeur*

*Suffragants* { *MM. GIDE, professeur*  
*TRUCHY, professeur*

— ◆ —

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—

1907





THÈSE  
POUR  
**LE DOCTORAT**



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

---

# LE PRINCIPE DE L'ASSOCIATION

## en Matière d'Élevage

*(Syndicats, Associations, Sociétés d'Élevage)*



THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le Lundi 4 Novembre 1907, à 2 heure 1/2*

PAR

**Roger BAILLIÈRE**



*Président : M. SOUCHON, professeur*

*Suffragants* { MM. GIDE, professeur  
TRUCHY, professeur



PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

—  
1907

***La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.***



LE

# Principe de l'Association

en matière d'élevage

SYNDICATS, ASSOCIATIONS, SOCIÉTÉS D'ÉLEVAGE

---

Les idées d'association, de coopération, de mutualité, de solidarité, pénètrent chaque jour dans des milieux nouveaux et apportent un puissant remède aux maux dont souffraient les individus jadis isolés.

L'agriculture elle-même, qui jusqu'à nos jours, semblait inéluctablement soumise aux vieilles idées individualistes, participe aujourd'hui dans une certaine mesure à cette évolution : des institutions agricoles en effet, animées de cet esprit nouveau, se sont fondées et semblent dès maintenant assurées d'un développement et d'un succès certains.

Les faits expliquent aisément cette orientation nouvelle.

Les crises agricoles intenses de ces dernières années tout d'abord, ont montré aux agriculteurs les inconvénients de l'individualisme, et leur ont fait comprendre que l'union était pour eux le seul moyen de résister victorieusement.

Ensuite, l'exemple de l'industrie et du commerce, organisés dans le monde entier en syndicats et trusts gigantesques, les a convaincus que, sous peine de disparaître, ils ne pourraient rester isolés, et que pour leurs achats, leurs moyens de production, leur débouchés, leur crédit, ils devraient recourir à l'association.

Des réformes législatives récentes enfin, ont puissamment favorisé ce mouvement. Après la Révolution française, qui supprima le régime des corporations et interdit tout retour à un régime analogue, certaines lois avaient tenté d'organiser une certaine liberté d'association : la loi de 1864 qui accordait la faculté aux citoyens de se coaliser sans concert préalable, celle de 1881 qui leur accorda le droit de réunion sous la réserve de la déclaration. L'agriculture, à la différence du commerce et de l'industrie, n'avait guère profité du bénéfice de ces lois. Il fallut que la loi du 21 mars 1884, tout en supprimant les dernières entraves au droit de coalition, accordât le droit pour les employeurs et les employés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture de s'unir en vue des intérêts pro-

fessionnels, et que la loi de 1901 sanctionnât ce droit comme un principe de droit commun pour que l'agriculture se décidât à admettre définitivement l'idée de groupement.

Les premiers groupements se sont formés pour l'achat des engrais chimiques. Sous l'aiguillon des crises agricoles, les cultivateurs ont compris que, pour contre-balancer l'excès des frais et des charges et réaliser quelque bénéfice, il fallait tirer de chaque parcelle de terre son maximum de rendement. La nécessité de la culture intensive développa l'usage des engrais chimiques. Pour lutter contre les hauts prix qui leur étaient faits par les fabricants d'engrais et contre les fraudes que les mesures législatives ne parvenaient point à supprimer, et aussi pour se débarrasser des intermédiaires, beaucoup d'agriculteurs s'unirent en vue d'acheter directement les engrais en commun et d'obtenir, grâce à l'achat collectif, coopératif, des prix de gros.

D'autres groupements agricoles ont eu pour but de mettre à la disposition des agriculteurs groupés l'outillage agricole perfectionné dont l'usage, en général impossible dans un pays de petite propriété, n'est profitable que dans les pays de grande propriété. Les groupements ont dès lors acheté les machines coûteuses mues par la vapeur ou autrement, et les ont mises à la disposition de leurs adhérents.

Non seulement on s'est groupé pour acheter en



commun, mais on s'est encore groupé pour la vente en commun. Des coopératives agricoles de production et de consommation se sont formées et sont devenues prospères.

L'élevage à l'heure actuelle semble la branche de l'agriculture qui a le moins profité des bienfaits de l'association. Tandis que, grâce à la généralisation de l'instruction, à l'emploi des engrais chimiques et au perfectionnement des moyens de culture, l'amélioration du sol était l'objet des plus grands soins de la part des cultivateurs, l'amélioration des races d'animaux domestiques, au contraire, n'a guère été poursuivie que dans quelques régions de la France. L'idée d'association, à mesure qu'elle se développera dans le domaine de l'élevage, fera faire à cette branche intéressante de l'agriculture des progrès plus sérieux. L'amélioration des races se fera alors certainement et méthodiquement.

L'objet de notre étude sera précisément de rechercher la part que doit avoir l'idée d'association dans le domaine de l'élevage.

## CHAPITRE PREMIER

### **Organisation économique et fonctionnement technique des groupements d'élevage en France.**

---

Le développement tardif de l'élevage n'est certainement pas inexplicable. L'amélioration des races d'animaux domestiques est une science complexe, où l'anatomie, la physiologie, la zootechnie, la physique, la chimie, la mécanique entrent en jeu. L'application de toutes ces données scientifiques à l'élevage est toute récente. L'enseignement des méthodes rationnelles d'élevage n'est pas donné depuis bien longtemps dans les écoles d'agriculture. Depuis quelques années seulement, les professeurs départementaux d'agriculture et les inspecteurs généraux de l'agriculture en ont poursuivi la diffusion parmi les éleveurs.

L'élevage cependant, comme les autres branches de l'agriculture, se prête très facilement à l'associa-

tion. A raison de l'impossibilité évidente où se trouvent les propriétaires d'avoir tous, dans leurs écuries ou dans leurs étables, les animaux de choix nécessaires à la reproduction, il est inévitable que ces propriétaires soient obligés de s'entendre entre eux. Or l'association assurera tout naturellement, et mieux que tout autre moyen, cette entente nécessaire.

Les groupements d'élevage qui se sont formés en France sont encore en petit nombre, mais ils semblent appelés à un essor certain.

La statistique des groupements ainsi constitués pour l'élevage n'existe pas. Le ministère de l'Agriculture, auprès duquel on penserait pouvoir trouver une documentation précise, ne possède que des renseignements assez succincts. La loi de 1884 sur les syndicats et la loi de 1901 sur les associations dont se réclament ces groupements ne leur imposent, en effet, en aucune façon l'obligation de faire une déclaration au ministère de l'Agriculture. Seuls les syndicats et les associations d'élevage qui sollicitent une subvention de l'Etat doivent joindre à leur demande une copie de leurs statuts.

Nous avons essayé de remédier à ce défaut de documentation des services publics de l'agriculture par une enquête personnelle. Cette enquête nous a permis d'établir la monographie d'un certain nombre de groupements d'élevage. Nous n'avons pas tenté,



ce qui nous aurait été impossible, de relever la nomenclature de tous les groupements qui existent actuellement en France. Quant à ceux que nous avons étudiés, nous n'avons pas la prétention d'exposer dans tous les détails leur organisation et leur fonctionnement. Nous nous sommes attaché surtout à présenter les groupements dont l'examen critique permet de déduire les règles et les principes qui paraissent les plus propres au développement du principe de l'association en matière d'élevage.

### **Race bovine**

C'est pour l'élevage de la race bovine que les syndicats et les associations se sont surtout constitués en grand nombre. C'est du reste la race d'animaux qui, en France, a de beaucoup le plus grand nombre de représentants.

Le berceau de certaines races bovines s'étend à la circonscription de plusieurs départements. Peut-être, en bonne logique, eût-il fallu étudier les groupements d'élevage de chaque région de la France, mais, pour la commodité de l'exposition, il est plus simple de les suivre par départements. Pour les groupements d'élevage des autres races d'animaux, nous maintiendrons dans les chapitres suivants cette même nomenclature.

Le département de l'*Ain* (1) constitue un centre important pour l'élevage de la race bovine. Au 1<sup>er</sup> novembre 1905, la statistique des animaux de ferme donnait 10.272 taureaux, 30.348 bœufs, 130.059 vaches, 76.328 veaux.

Sur l'initiative de MM. Bizot et Chanal, députés de ce département, deux sociétés d'élevage viennent d'être créées.

La *Société d'Elevage du Pays de Gex* est actuellement dans la période de formation : elle n'a par suite donné encore aucun résultat. Le but poursuivi par cette société, ainsi que les moyens employés pour l'atteindre, sont cependant intéressants à connaître.

Cette société (2) est créée dans le but de produire et d'améliorer la race bovine. Sa durée est illimitée, son siège à Gex et son rayon d'action s'étend sur tout l'arrondissement de Gex. La Société s'occupera activement de perfectionner l'espèce bovine par tous les moyens, notamment par l'achat de reproducteurs types, l'allocation de subventions aux acheteurs et aux possesseurs d'animaux susceptibles d'améliorer la race, et tous

---

1. Enquête personnelle.

2. Extrait des statuts.

les procédés capables d'accroître la fortune publique à l'aide de la production et de l'exploitation du bétail.

Dans le but de rendre bien homogène la race bovine du Pays de Gex et lui donner une parfaite uniformité de pelage et de conformation indispensable pour une sélection intelligente et continue et pour en tirer, au point de vue commercial, tout le parti possible, la Société adopte un type bien défini d'animal dont la description est donnée dans le règlement du Herd-Book gessien.

La Société est formée : 1° de *Membres titulaires* qui ont un intérêt dans l'arrondissement et qui paient une cotisation annuelle dont le minimum est fixé à 1 franc.

2° De *Membres honoraires* qui ont rendu de réels services à la Société ou à l'Agriculture, ou qui paient une cotisation annuelle s'élevant au moins à 5 francs.

Les ressources de la Société proviennent : 1° des cotisations des membres honoraires et titulaires ; 2° des subventions de l'Etat, des communes et du département ; 3° des dons et autres recettes accidentelles.

Les dépenses consisteront :

1° En achat d'animaux dans le canton de Fribourg, munis du certificat d'origine délivré par le Secrétaire de la Fédération Suisse des races tachetées ;

2° En achat, dans l'arrondissement de Gex, d'animaux reproducteurs conformes au type adopté, dès que le Conseil d'administration le jugera à propos ;

3° En primes d'encouragement délivrées aux propriétaires de bons veaux conformes au type pour que ces animaux soient



conservés pour la reproduction et non vendus ou livrés à la boucherie ;

4° En frais nécessités par le fonctionnement du Herd-Book ;

5° En frais de bureau, de correspondance, d'impression de brochures, publications, etc., en général de tout ce qui concerne la bonne administration de la Société ;

Une Commission d'achat, formée de six membres dont deux par canton, sera désignée chaque année par le Conseil d'administration pour l'achat des reproducteurs dans le canton de Fribourg. Les frais de voyage seront supportés par la Société.

Les taureaux achetés seront aussi jeunes que possible et de race pure selon le type adopté. Ils devront être pourvus du certificat d'origine délivré par le Secrétaire de la Fédération Suisse des races tachetées.

L'argent destiné à ces achats sera d'abord réparti par le Conseil d'administration de la Société en trois parts proportionnelles au nombre d'adhérents de chaque canton et les deux experts du canton désignés pour faire partie de la Commission d'achat, feront directement avec cette somme l'achat des taureaux qui reviennent à leur canton.

Les taureaux achetés seront amenés respectivement à chaque chef-lieu de canton ou à un centre désigné. Les communes du canton seront réparties en autant de groupes qu'il y aura de taureaux achetés. Chaque animal sera ensuite vendu aux enchères aux adhérents à la Société. Toutefois la Société ne pourra vendre qu'un seul taureau aux sociétaires d'un même groupe de communes.

Ces animaux se vendent au comptant et deviennent la pro-

priété des acheteurs. Néanmoins, ceux-ci sont tenus de garder ces taureaux pour les livrer à la reproduction pendant deux ans au moins. Dans le cas où pour une cause quelconque le propriétaire désirerait vendre ce taureau, il ne pourra le faire qu'avec l'autorisation du Conseil d'administration. Tout propriétaire qui n'observerait pas cette clause serait exclu de la Société.

A partir de la deuxième ou troisième année de sa fondation, lorsque le Conseil d'administration le jugera à propos, un certain nombre de taureaux de l'arrondissement de Gex, dont les parents seront inscrits au Livre généalogique, pourront être achetés par la Commission d'achat, et vendus dans les mêmes conditions que ceux achetés à Fribourg.

La Société donnera à ses membres qui achèteront des taureaux directement dans le canton de Fribourg conformes aux caractères du Herd-Book gessien, ou les y feront acheter par la Commission spéciale d'achat, une prime de 30 à 60 francs suivant l'âge du reproducteur. La Société prend de plus à sa charge les frais de voyage de ces taureaux. Toutefois pour obtenir cette faveur, le sociétaire doit avertir le Conseil d'administration quinze jours avant le départ de la Commission, et verser, s'il désire que cette Commission lui fasse ses achats, une somme fixée à l'avance par le Conseil. Aucune réclamation ne sera admise ensuite.

Lorsque ses ressources le permettront, la Société donnera les mêmes faveurs, prime et frais de route pour les génisses achetées dans les mêmes conditions.

Les détenteurs de taureaux et de génisses achetés directement

et ayant bénéficié de primes à l'achat devront être conservés pendant deux ans au moins, sauf exception pour cas de force majeure, dont sera le juge le Conseil d'administration, faute de quoi ils s'exposent à avoir à rembourser la prime reçue.

Les vaches appartenant aux membres de la Société seront saillies, à raison de 1 franc par bête et par saillie, par les taureaux achetés aux enchères ou inscrits au Herd-Book. Si la vache est également inscrite, son propriétaire recevra gratuitement un certificat de saillie du propriétaire du taureau.

Les vaches qui appartiennent aux cultivateurs ne faisant pas partie de la Société ne pourront, en aucun cas, être saillies par les taureaux vendus aux enchères par la Société. Une amende de 10 francs sera infligée au propriétaire du taureau qui aurait enfreint cette disposition.

Pour éviter que les génisses ou les vaches mises en montagne pendant l'été ne soient saillies par des taureaux de conformation défectueuse et de pelage quelconque, la Société d'Elevage, dès que ses ressources le lui permettront, pourra prendre en location une montagne pour y envoyer les animaux des sociétaires.

Les sociétaires qui auront à vendre des veaux mâles ou femelles de race pure, munis d'un certificat d'inscription au Herd-Book gessien, devront les mettre de préférence à la disposition des membres de la Société. Pour faciliter la propagation de ces animaux, la Société prendra à sa charge une fraction du prix de vente, sans que l'indemnité puisse dépasser 20 francs et le sociétaire acheteur aura à payer le surplus. Les veaux

mâles à vendre seront annoncés sur *Le Petit Gessien* et *L'Avenir Régional*.

Les intéressés devront prévenir le secrétaire de la Société de leur intention de vendre dès sa naissance des veaux ou à volonté s'ils désirent acheter.

Les veaux mâles devront être conservés pour la reproduction jusqu'à l'âge de trois ans au moins.

La Société d'Elevage du pays de Gex a aussi par ses statuts prévu la tenue d'un livre généalogique de ses produits. Le règlement adopté pour ce livre généalogique ou Herd-Book est celui de la race bovine normande dont nous aurons plus loin l'occasion de donner le texte. La seule différence est que le préfet du département de l'Ain ne joue aucun rôle dans l'établissement du livre généalogique de la Société d'Elevage du pays de Gex qui est une institution d'initiative absolument privée.

La Société d'Elevage de l'arrondissement de Nantua se trouve dans le même cas que la Société d'Elevage du pays de Gex. Elle n'a pour ainsi dire pas encore fonctionné.

Ses statuts sont ainsi conçus :

Article premier. — Conformément aux dispositions de la loi du 21 mars 1884, il est constitué, entre les éleveurs de l'arrondissement de Nantua, une Société ayant pour but l'introduction de taureaux de choix et l'amélioration du bétail bovin.



Art. 2. — Elle prend le nom de : *Société d'Elevage de l'arrondissement de Nantua* ; son siège est à Nantua avec six subdivisions cantonales ayant leur siège au chef-lieu de chaque canton.

Son fonctionnement commencera dès l'approbation des présents statuts ; sa durée est illimitée.

Art. 3. — Peuvent faire partie de la Société tous les agriculteurs de l'arrondissement.

Art. 4. — La Société comprend :

1° Des membres donateurs ayant versé à la Société une somme minima, une fois donnée, de 100 francs ;

2° Des membres bienfaiteurs s'engageant à verser chaque année une somme de 20 francs ;

3° Des membres ordinaires payant chaque année une cotisation sociale de 2 francs.

Art. 5. — L'admission des membres est prononcée par l'assemblée générale cantonale.

Art. 6. — L'Assemblée cantonale des membres de la Société d'Elevage de l'arrondissement nomme une Commission de membres élus, renouvelables par tiers chaque année et rééligibles. Elle se composera d'au moins un membre par commune adhérente et de un membre par fraction de 25 adhérents.

Ladite Commission élit elle-même son Bureau formé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire et d'un trésorier. Le Bureau pourra s'adjoindre en outre un ou deux experts pris dans la Commission pour l'appréciation des vaches et pour le choix des taureaux.

Ces fonctions sont gratuites ; toutefois des indemnités pour-

ront être accordées à titre de remboursement de frais de déplacements faits dans un intérêt commun.

Art. 7. — Les Bureaux des Comités cantonaux éliront le Comité central d'arrondissement qui sera chargé de l'administration générale de la Société et de sa représentation auprès des tiers.

Art. 8. — Les Comités cantonaux conserveront leur autonomie et décideront de l'emploi des subventions qui leur seront accordées au prorata des membres participants.

Ils organiseront les groupements communaux dans leur canton.

Ces groupements communaux devront assurer l'observation du règlement de la Société, la tenue du livre de saillies, la surveillance du taureau et du livre des vaches laitières. Le délégué communal est particulièrement chargé de la tenue du registre des troupeaux dans chaque groupement communal.

Art. 9. — La Commission sera réunie au moins tous les trois mois par les soins du Président et chaque fois que cela sera jugé nécessaire.

Elle a pour mission : 1<sup>o</sup> de déterminer d'une façon précise le but que la Société se propose dans l'amélioration du bétail et d'arrêter le programme le plus propre à l'atteindre ;

2<sup>o</sup> De gérer les intérêts financiers de la Société ;

3<sup>o</sup> D'adopter le mode le plus avantageux d'entretien et de surveillance des taureaux ;

4<sup>o</sup> De contrôler la remise des cartes de saillies, les déclarations des membres et les inscriptions au registre ;

5° De maintenir l'observation des statuts et des règlements pratiques de la Société.

Art. 10. — Il y aura, chaque année, une Assemblée générale cantonale qui précédera de quinze jours l'Assemblée générale d'arrondissement qui aura lieu le 29 août de chaque année. Tous les membres présents auront voix délibérative : 1° sur les crédits à affecter à l'achat des taureaux ; 2° sur le mode d'entretien des taureaux ; 3° sur la cotisation à prélever sur les vaches inscrites et sur le tarif des saillies.

Art. 11. — Les mentions auxquelles les vaches donneront lieu sur le registre de la Société sont gratuites. Toutefois, les extraits qui pourraient en être demandés pour favoriser la vente des vaches donneront lieu à la perception d'un léger droit dont l'Assemblée générale fixera le montant.

Art 12. — Toute modification au but de l'association devra être ratifiée par l'Assemblée générale.

Art. 13. — Pour réaliser son programme, la Société d'Élevage aura recours aux voies et moyens suivants et à tous ceux qui pourront être reconnus utiles par la suite.

Elle achètera ou subventionnera dans la mesure de ses ressources les meilleurs taureaux ou génisses qu'elle pourra se procurer de la race choisie par chaque canton et autant que possible inscrits au Herd-Book de ladite race.

Elle assurera l'entretien du ou des taureaux sur un point central, le plus accessible aux vaches des sociétaires.

La saillie sera gratuite pour les vaches inscrites au registre de la Société et se paiera 1 franc pour les sociétaires et 2 francs pour les cultivateurs étrangers à la Société.

Elle délivrera des cartes de saillies.

Elle opérera de suite une sélection parmi les meilleures vaches qui lui seront présentées et celles qui seront admises comme vaches dites de la Société seront inscrites sur un livre-registre qui constituera la première base d'amélioration.

Art. 14. — Si le nombre des vaches présentées le permet, le taureau de la Société sera réservé exclusivement aux vaches dites de la Société.

Art. 15. — Les génisses issues de ces vaches seront à leur tour soumises à un examen d'acceptation avant d'être admises à l'inscription sur les registres de la Société, qui se propose de constituer ainsi progressivement un troupeau composé de vaches d'un véritable mérite, à l'exclusion de toutes autres.

Art. 16. — La Société mettra enfin au service de ses membres tous les renseignements propres à faciliter la tâche de chacun pour la pratique d'un élevage rationnel et fructueux.

Art. 17. — Les ressources de la Société d'Élevage comprennent :

1<sup>o</sup> Les cotisations volontaires des membres donateurs et bien-faiteurs et celles des membres ordinaires ; 2<sup>o</sup> les droits de saillie fixés comme il a été dit précédemment ; 3<sup>o</sup> toutes les subventions ou donations qui pourraient lui être attribuées par l'État, le département, les communes ou de simples particuliers.

Art. 18. — Tout adhérent reste membre de droit tant qu'il n'a pas envoyé par écrit sa démission au président et demeure débiteur, vis-à-vis de la Société, de toutes ses obligations antérieures.

Art. 19. — L'exclusion pourra être prononcée par l'assem-



blée générale contre tout membre qui aura refusé d'acquitter ses charges dans les délais prescrits ; contre celui qui aurait subi une condamnation entachant son honorabilité ou même contre celui dont la mauvaise volonté porterait un préjudice moral à la prospérité de la Société.

L'exclusion sera de droit contre tout adhérent qui aurait fait des déclarations mensongères ; elle sera prononcée alors par la commission administrative.

A partir du jour de la démission ou de l'exclusion, le membre sortant perd tout droit à l'avoir et aux avantages communs ; il ne peut réclamer sa quote-part.

Art. 20. — Toute décision de l'assemblée générale devra être prise à la majorité des membres présents ou représentés.

Art. 21. — La dissolution de la Société ne pourra être prononcée qu'en assemblée générale, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés formant au moins la moitié plus un des membres de la Société.

Dans ce département, on trouve encore une société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail, la Société des communes de Divonne et de Vesenex. Cette société a été fondée le 8 mars 1906. Le Ministre de l'Agriculture lui a accordé une subvention de 800 francs. Elle comprend 95 membres jusqu'ici. Elle a assuré 423 têtes de bétail. Ces assurances représentent un capital de 125.250 francs. Les primes, subventions et produits des débits des animaux morts se sont élevés à la somme de 3.536 fr. 85. Les

dépenses occasionnées par les pertes du bétail et les frais divers ont été de 2.129 fr. 65.

Ses statuts sont les suivants :

Article 1. — Il est formé entre les possesseurs de bétail des communes de Divonne et Vesenex, qui adhéreront aux présents statuts, une société d'assurance mutuelle contre la mortalité des animaux de l'espèce bovine.

Cette association, qui a son siège à la Mairie, est constituée pour une durée illimitée et prend le nom de *Société d'assurance mutuelle de Divonne-Vesenex contre la mortalité du bétail*.

Art. 2. — La Société n'assure contre la mort causée par maladie ou accident que les animaux âgés de trois mois au moins et jusqu'à l'âge de douze ans.

Art. 3. — Afin que les assurés apportent le plus de soin possible à l'entretien et à la conservation du bétail, il est entendu que la société remboursera seulement 80 o/o des pertes subies.

L'indemnité sera payée dans les quinze jours qui suivront le sinistre.

Art. 4. — La viande des animaux morts sera partagée entre les sociétaires comme il sera dit plus loin, lorsqu'elle aura été déclarée utilisable par le vétérinaire ; la société s'engage à ne jamais la livrer à la consommation sans l'avis de cet expert diplômé.

Art. 4. — Les visites du vétérinaire faites sur l'avis des administrateurs ou de leurs délégués seront payées par la société.

Les médicaments, prescrits par le vétérinaire, sont également à la charge de la société.

Art. 6. — La société sera administrée par un Comité composé de : un président ; un vice-président ; un secrétaire, un trésorier et douze experts, dont dix à Divonne répartis dans chaque hameau et deux à Vesenex.

Les membres du Comité seront élus par l'Assemblée générale et choisis dans son sein.

Art. 7. — Ils sont nommés pour un an et sont indéfiniment rééligibles. Toutes les fonctions sont gratuites, excepté celles de Secrétaire. L'indemnité à lui accorder sera fixée en Assemblée générale.

Art. 8. — Le Président a la direction générale de la société ; il la représente en justice, provoque des réunions générales ou de bureau quand cela lui paraît nécessaire, il se rend sur le lieu du sinistre et prend part aux expertises, s'il y a lieu, avec voix prépondérante ; il vérifie et approuve en fin d'année les comptes du trésorier.

Le vice-président assiste le président s'il y a lieu et le remplace en cas d'empêchement ou d'absence.

Art. 9. — Le secrétaire tient les registres de délibérations et d'inscription du bétail ; il rédige les procès-verbaux des séances, inscrit les demandes d'admission, de démission, les radiations, les déclarations de pertes qui lui sont transmises par le président ou les experts. Il fait, à chaque sinistre, la répartition des indemnités à payer par les sociétaires.

Le trésorier tient les registres de comptabilité, il reçoit toutes les sommes dues ou acquises à la société ; il solde les

dépenses sur le visa du président ; en fin d'année il établit la situation de la société et la présente à l'Assemblée générale.

Art. 10. — Les experts sont chargés de visiter les étables ; ils doivent se rendre immédiatement chez tout sociétaire qui les demande pour constater l'état de maladie ou la mort d'un animal et prendre telle décision que comporte la situation ; ils ont en outre pour devoir de se renseigner de temps en temps sur la manière dont les assurés soignent et traitent leur bétail.

Art. 11. — Les membres du Conseil d'administration ne contractent en raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ou solidaire relativement aux engagements de la société ; ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. — Le Comité examine les demandes d'admission adressées au président et sur le rapport des experts, se prononce pour ou contre sans appel, dans la quinzaine. Il décide dans les mêmes conditions les radiations des assurés qui entretiennent mal leur étable ou ne s'acquittent pas de leurs obligations envers la société.

Le sociétaire exclu aura cependant le droit d'en appeler à l'Assemblée générale.

Art. 13. — Les sociétaires s'engagent à présenter à l'assurance tous les animaux se trouvant dans les conditions requises d'âge et de santé et à acquitter le jour de l'inscription :

Un droit annuel de 2 francs par tête de bétail. Cette cotisation sera réduite de moitié si l'inscription a lieu dans le second semestre.

Art. 14. — Après la date du 18 mars inclus, les propriétaires qui voudront faire partie de la société devront payer, en



plus de leurs cotisations, un droit d'entrée de 5 francs. Exception sera faite pour les propriétaires ou fermiers qui arriveront dans la commune à charge pour eux de demander leur inscription dans le délai d'un mois après leur arrivée.

Art. 15. — Tout sociétaire est obligé de prendre livraison du lot de viande qui lui revient, au jour et à l'heure fixés par le secrétaire, et de le payer comptant. Il est tenu également de payer sa quote-part, proportionnelle au nombre des têtes de bétail qu'il possède, dans le cas où l'argent en caisse de la société ne peut suffire pour payer au propriétaire les 80 o/o de la valeur de l'animal perdu.

Art. 16. — L'assuré est engagé pour toute l'année courante ; il ne peut démissionner qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier suivant et avant l'Assemblée générale. Il est tenu de s'acquitter d'abord de toutes ses dettes envers la société. Les démissions seront envoyées au président par lettre recommandée ou lui seront remises directement par l'intéressé ; elles peuvent être aussi données verbalement en Assemblée générale.

Art. 17. — Celui qui vend ou perd tous ses animaux peut cependant démissionner immédiatement. Faute de remplir cette formalité il reste sociétaire jusqu'en fin d'année et participe au règlement des sinistres proportionnellement au nombre d'animaux qu'il avait fait inscrire. En cas de mort d'un sociétaire, l'assurance cesse de plein droit si ses héritiers ne font pas une demande d'adhésion à la société dans le délai d'un mois.

Art. 18. — Les sociétaires exclus ainsi que ceux dont l'assurance cesse pour une des causes prévues ci-dessus, n'ont aucun droit à l'avoir social. S'ils désirent plus tard redevenir sociétaires,

ils auront à faire une demande comme la première fois et à payer de nouveau la cotisation et le droit d'entrée, indiqués aux articles 13 et 14, sauf pour les héritiers d'un sociétaire décédé qui auront fait adhésion dans le délai d'un mois.

Art. 19. — Les sociétaires s'interdisent tout recours devant la Justice de Paix. Les différends seront soumis à un Jury, composé du Président et de quatre autres sociétaires nommés, deux par le Comité d'administration et deux par l'assuré intéressé, pris dans le sein de la société.

Art. 20. — La société assure contre la mort causée par accident ou maladie pourvu que dans l'un ou l'autre cas, il n'y ait pas de la faute du propriétaire ou de ses gens. Les animaux victimes de la foudre sont garantis, ainsi que ceux qui sont conduits en foire, à un concours, ou en dehors de la commune, pour une cause quelconque, si l'absence est inférieure à huit jours. Si un animal venait à périr par suite de mauvais traitements ou d'une nourriture défectueuse, la société n'aurait pas à en rembourser la valeur ; elle ne garantit pas non plus contre les risques d'incendie, d'inondation, le vol, les maladies épidémiques ou contagieuses prenant un grand développement.

Dans ce dernier cas, la société peut suspendre le paiement des pertes jusqu'à la disparition du fléau et décider ensuite dans quelles proportions elles seront remboursées.

Les sociétaires voulant prévoir ce cas déclarent que l'Assemblée générale jugera de la quote-part à payer par chaque associé.

Art. 21. — La reconnaissance et l'acceptation des animaux seront faites par les experts de chaque hameau ; ces experts se

rendront dans les étables à visiter et s'assureront de l'âge et de l'état de santé de chaque animal proposé à l'assurance.

Si certains animaux étaient soupçonnés de maladie, la Commission pourrait en appeler au vétérinaire aux frais du propriétaire.

Art. 22. — Le bétail conduit au pâturage à la montagne devra être estimé avant le départ de l'étable. Cette estimation sera faite d'après la valeur de chaque animal. En cas d'accident ou de mort, il aura droit à une indemnité de 80 o/o, en tenant compte que chaque animal assuré allant à la montagne paiera une surtaxe de 2 francs par tête pour la durée de la saison entière et acquittée le jour de l'expertise du bétail.

Les frais du vétérinaire appelé en montagne seront à la charge du sociétaire, ainsi que les frais de transport en cas d'accident. Il sera obligatoire à tout sociétaire de faire vacciner toutes les jeunes têtes de bétail assurées et aux frais de la société.

23. — Tout animal acheté autre que ceux qui figurent sur les registres de la société, devra être déclaré aux experts du hameau à son arrivée, qui statueront s'il est admis à l'assurance. Les mutations d'animaux entre les membres de la société seront faites sans modifier les cotisations, ces animaux restant assurés chez le nouveau propriétaire.

Art. 24. — Les experts inscriront les animaux reçus à l'assurance sur un carnet en indiquant l'âge, et le numéro du bouton ; pour les têtes n'ayant pas le bouton, ils en prendront le signalement. Les indications de ces carnets seront reportées par le secrétaire sur les registres de la société.

Art. 25. — Tout sociétaire qui aura un animal assuré malade devra, s'il veut bénéficier de l'assurance, en aviser de suite l'expert le plus rapproché qui désignera deux autres sociétaires pour se rendre immédiatement avec lui sur les lieux. Cette commission examinera s'il faut faire venir le vétérinaire ou abattre de suite l'animal, pourvu qu'il prévienne en même temps le président et le vice-président.

Tout expert appelé qui ne se rendra pas à l'invitation qui lui est faite, sauf le cas de force majeure, sera passible d'une amende de cinq francs.

Art. 26. — Aussitôt l'animal malade, les experts mandés de suite, s'ils n'étaient déjà sur les lieux, devront estimer sa valeur au cours du jour ; en cas de contestation avec le propriétaire, le plus grand nombre possible des administrateurs et au besoin le Vice-président ou le Président seraient appelés afin de décider en dernier ressort.

Art. 27. — La viande des animaux propre à l'alimentation humaine sera débitée par une personne habile à ce travail, en présence de deux sociétaires, en lots de poids proportionnel à la cotisation payée par chaque assuré. Les lots devront être, autant que possible, égalisés sous le rapport de la qualité de la viande. Le prix de la viande sera fixé chaque fois par le Comité. La viande pourra être vendue en bloc à un boucher, ou par quartier à un propriétaire quelconque et le reste réparti entre les sociétaires. L'abatage se fera aux frais de la société qui gardera pour elle la dépouille.

Art. 27. — L'assurance ne devant pas être une source de bénéfice, les secours ou dommages-intérêts que pourrait rece-



voir le sociétaire sinistré, de la part de l'Etat, du département, de la commune ou des particuliers, viendront en déduction de l'indemnité à payer par la société ou rentreront dans la caisse sociale. L'assuré est obligé de faire valoir ses droits à ces secours ou dommages-intérêts.

Art. 29. — La caisse servira à payer : 1° les dépenses d'administration et frais de bureau ; 2° les indemnités aux propriétaires victimes d'un accident ; 3° l'indemnité du secrétaire ; 4° les visites du vétérinaire et les médicaments ordonnés par lui ; 5° à former un fonds de réserve qui sera placé à la Caisse d'épargne postale, lorsqu'elle excédera 100 francs, pour être retiré, quand besoin sera, sur mandat du président.

La caisse reçoit : 1° le produit des cotisations ; 2° les droits d'entrée ; 3° le produit des amendes ; 4° les subventions accordées par l'Etat, le département ou la commune.

Art. 30. — Chaque année, dans le courant de décembre, le Président convoque l'Assemblée générale.

Le Trésorier rend compte des opérations du dernier exercice.

L'Assemblée procède au renouvellement du Comité d'administration. Cette décision sera prise à la majorité des voix, quel que soit le nombre des sociétaires présents.

Pour modifier ou compléter les statuts, il faut que la moitié au moins des membres soient présents.

Tout sociétaire qui, sauf le cas d'empêchement majeur, n'assistera pas à l'Assemblée générale, sera passible d'une amende de 0 fr. 25 par tête de bétail inscrite.

Art. 31. — La dissolution de la société ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des sociétaires inscrits.

Art. 32. — En cas de dissolution de la société les fonds en caisse seront, après toute dette payée, affectés à une œuvre agricole désignée en Assemblée générale.

Art. 33. — Afin que les sociétaires ne puissent ignorer les clauses et conditions du règlement constitutif, chacun recevra, à ses frais, un exemplaire des présents statuts.

La race normande tient l'un des premiers rangs dans l'élevage bovin français. Au dernier relevé du Ministère de l'Agriculture, elle figure avec plus de 1.600.000 animaux, sans compter les veaux au-dessous de six mois (1).

L'amélioration de la race bovine de Normandie doit certainement beaucoup aux concours départementaux, régionaux et généraux qui sont très prospères et très suivis dans cette région de la France, mais elle doit plus encore au Herd-Book de la race normande fondé en 1884 et dont voici les statuts (2) :

Article premier. — Sur l'initiative de M. Monod, préfet du

---

1. Voir à ce sujet l'enquête de M. de Lapparent, Inspecteur général de l'agriculture, *Archives du ministère de l'Agriculture*. Direction de l'agriculture, juin 1902.

2. Le règlement du Herd-Book de la race bovine normande semble avoir servi de modèle-type à tous les règlements du Herd-Book des autres races bovines. C'est pourquoi nous avons tenu à le donner *in-extenso*.

*Calvados* (1), sous les auspices et avec le concours financier des conseils généraux des départements du Calvados, de la Manche, de l'Eure, de la Seine-Inférieure et de l'Orne, M. de Lapparent étant Inspecteur général de l'agriculture pour la région, est fondé un livre généalogique ou Herd-Book de la race bovine flamande.

Art. 2. — Ce livre a pour but d'assurer le maintien de la pureté de cette précieuse race laitière et de contribuer par une sélection intelligente et continue à son amélioration.

Art. 3. — L'administration du Herd-Book appartient à une Commission composée :

- 1<sup>o</sup> Du Préfet du Calvados, président ;
- 2<sup>o</sup> D'un vice-président pouvant être pris en dehors des membres indiqués ci-dessous et nommé par eux ;
- 3<sup>o</sup> De quinze agriculteurs, à raison de trois par chacun des cinq départements intéressés.

Art. 4. — Le Préfet de chacun de ces départements désigne les membres qui doivent les représenter dès le début.

Art. 5. — Lorsqu'il y a lieu de pourvoir, par suite de démission ou autre cause, au remplacement de l'un des membres, celui qui lui succède est également désigné par le Préfet du département qu'il représente, sur une liste de trois noms établie par la Commission.

Art. 6. — La Commission centralise l'organisation, l'administration et la surveillance du Herd-Book ; elle ordonne l'impression des bulletins et décide en dernier ressort sur toutes les

---

1. Enquête personnelle.

difficultés et différends qui pourraient s'élever. Elle désigne parmi ses membres un secrétaire-rapporteur chargé de la rédaction des procès-verbaux.

Art. 7. — La tenue du Herd-Book est confiée à un secrétaire-archiviste qui relève de la Commission, assiste à ses séances, mais n'a pas de voix délibérative.

Art. 8. — Le siège de la Commission du Herd-Book est fixé à Caen.

Art. 9. — Sont portés au Herd-Book :

1° Les animaux reproducteurs de race pure et qualifiés au point de vue des formes et des aptitudes laitières. Ils ne sont admis qu'avec une très grande sévérité ;

2° Les animaux issus des pères et mères déjà inscrits.

Art. 10. — Pour être admis, à l'origine, les reproducteurs mâles doivent avoir au moins douze mois et les génisses deux ans. Encore cette admission n'est-elle faite pour ces dernières qu'à titre provisoire et ne devient-elle définitive qu'à la suite d'un nouvel examen fait après le premier vêlage.

Art. 11. — Le registre des inscriptions dites d'*origine* reste ouvert pendant deux années à partir du 15 septembre 1883.

Art. 12. — Les inscriptions dites d'origine sont faites gratuitement.

Art. 13. — Les animaux présentés par les éleveurs sont examinés par la Commission dans l'exploitation même. Toutefois, la Commission se réserve la possibilité de réunir les animaux d'un même centre d'élevage sur tel point choisi comme étant à la portée des éleveurs demandant l'inscription.

Art. 14. — Au cas où un des membres de la Commission

présente des animaux pour l'inscription, il ne prend part ni à la délibération ni au vote.

Art. 15. — Les opérations de la Commission ont lieu deux fois par an, vers la fin d'octobre et vers la fin d'avril.

Art. 16. — Pendant la durée des sessions, le nombre minimum des membres présents doit être de sept, représentant au moins trois des départements intéressés.

Art. 17. — L'examen des animaux est fait par séries. Une publicité suffisante est faite pour porter à la connaissance des agriculteurs les dates de demandes d'inscription.

Art. 18. — Un livre de saillies à souche est remis à chaque propriétaire de taureaux inscrits.

Art. 19. — Le propriétaire d'une vache inscrite au Herd-Book, qui la fait saillir par un taureau également inscrit, doit se faire donner, le jour même, par le propriétaire du taureau, un certificat de saillie tiré dudit livre à souche, à la date exacte.

Art. 20. — Le propriétaire d'un taureau inscrit qui fait saillir une vache également inscrite lui appartenant se délivre à lui-même un certificat de saillie dans les mêmes conditions.

Art. 21. — Dans l'un et l'autre cas, l'avis de saillie destiné au secrétaire-archiviste est détaché du livre à souche pour être adressé à celui-ci par le propriétaire du taureau dans la huitaine.

Art. 22. — Le produit de ces accouplements a droit à l'inscription au Herd-Book moyennant le versement d'une somme de 5 francs, qui doit être envoyée au secrétaire-archiviste en même temps que la demande d'inscription.

Art. 13. — Cette demande (formulaire imprimé), signée de



l'éleveur, doit contenir le nom donné par lui à l'animal et son signalement exact.

Art. 24. — Elle doit être adressée au secrétaire-archiviste dans la huitaine qui suit la naissance. En retour, l'éleveur reçoit un certificat constatant que l'animal est inscrit au Herd-Book avec un numéro d'ordre.

Art. 25. — Les inscriptions sont publiées par les soins de la Commission, dans un *Bulletin* annuel.

Art. 26. — Le *Bulletin* comprend, en outre, la liste des animaux *confirmés* par la Commission.

Art 27. — Cette confirmation ne porte que sur la pureté de sa race.

Art. 28. — Elle est donnée par une délégation de la Commission aux animaux issus de reproducteurs admis à l'origine ou de leurs descendants eux-mêmes confirmés. Elle se fait aux époques ordinaires de session, mais l'animal doit avoir atteint l'âge de huit mois.

Art. 29. — Les animaux issus de reproducteurs confirmés dont les ancêtres l'étaient également jusqu'à la cinquième génération (comprise) n'ont plus besoin de confirmation, non plus que leurs descendants.

Art. 30. — Les animaux inscrits à l'origine et les animaux confirmés sont marqués les uns et les autres, mais la marque est différente.

Art. 31. — Toute fausse déclaration ou tentative de tromper est punie de l'exclusion du Herd-Book de tous les animaux de l'éleveur qui s'en est rendu coupable. Cette exclusion motivée sera insérée au *Bulletin*.

Art. 32. — Une fois par an, avant le 1<sup>er</sup> juillet, les propriétaires d'animaux inscrits au Herd-Book sont tenus d'informer le secrétaire-archiviste des ventes et des morts survenues dans le courant de l'année pour que la mutation ou la radiation puisse être faite au *Bulletin*. En cas de vente pour l'élevage, le nom de l'acheteur et son domicile doivent être indiqués.

Art. 33. — Le droit d'inscription au Herd-Book appartient à tout éleveur du territoire français devenu propriétaire de reproducteurs dits d'origine ou confirmés, aux mêmes conditions que pour les éleveurs des cinq départements, mais les animaux de ces derniers seulement peuvent être admis au titre d'origine.

Art. 34. — Les membres de la Commission remplissent leurs fonctions gratuitement, mais sont défrayés de leurs dépenses de voyage.

Le secrétaire-archiviste reçoit une indemnité.

Art. 35. — Les ressources du Herd-Book normand se composent :

- 1° Des allocations votées par les Conseils généraux ;
- 2° Des versements faits par les éleveurs pour l'inscription des veaux nés de parents inscrits ;
- 3° Des subventions que l'Etat pourrait accorder.

Art. 36. — Un trésorier, nommé par M. le Préfet du Calvados et résidant à Caen, encaisse les fonds, tient la comptabilité, et fournit les justifications à qui de droit. Ces justifications sont signées du président ou du vice-président de la Commission.

Malgré la difficulté de faire accepter des idées

nouvelles, dès la fin de la deuxième année les inscriptions au titre d'origine s'élevaient à 114 pour les mâles et 832 pour les femelles. Sur la réclamation des éleveurs des différentes parties de la Normandie, on dut renoncer à la limitation indiquée pour la période de ces inscriptions et successivement elle fut prolongée d'année en année. Actuellement le dernier taureau et la dernière femelle inscrits au titre d'origine portent les numéros 295 et 1481 ; le nombre d'animaux inscrits comme issus de parents inscrits s'élève à 7.340. Les produits du Herd-Book normand sont en faveur dans les grandes étables normandes. Ils sont l'objet d'une majoration de prix d'environ 200 francs sur les autres produits de la région. Depuis la fondation, une centaine d'animaux reproducteurs ont été expédiés en Amérique.

Le département de la *Charente* (1) fournit un essai curieux d'une Caisse mutuelle pour l'élevage du bétail adjointe au Syndicat professionnel agricole du canton de Saint-Amant-de-Boixe.

Ce syndicat agricole, fondé le 17 janvier 1885, assure à ses membres des fournitures d'engrais à bon marché et contrôlés soigneusement par des analyses fréquentes, l'achat d'instruments agricoles per-

---

1. Enquête personnelle.

fectionnés et de semences de choix, d'objets de quincailleries et de denrées agricoles, etc. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1886, le syndicat a créé entre ses membres l'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail : la caisse instituée à cet effet rembourse la valeur intégrale des animaux disparus ainsi que les honoraires du vétérinaire et elle garantit en outre les suites des opérations.

L'examen des statuts fait aisément comprendre le fonctionnement ingénieux de cette caisse.

Article premier. — Une Société mutuelle d'assurances contre la mortalité des animaux est établie par le Syndicat agricole de Saint-Amant-de-Boixe pour ses membres soussignés et les autres membres de ce Syndicat qui adhéreront aux présents statuts. Sa durée est illimitée.

Art. 2. — Sont susceptibles d'être assurés, les animaux de l'espèce chevaline, y compris les mules, mulets et ânes, et ceux de l'espèce bovine.

Ces animaux sont divisés en deux catégories :

- 1<sup>o</sup> Les animaux de l'espèce chevaline ;
- 2<sup>o</sup> Les bœufs et les veaux.

Aucun animal de l'espèce chevaline ne pourra être assuré à moins que le propriétaire ne présente à l'administrateur chargé de ce soin un certificat provenant d'un vétérinaire diplômé, constatant que l'animal n'est pas atteint de maladie et peut être assuré sans inconvénient.

Ce certificat de visite doit être payé par l'assuré.

Art. 3. — Chaque catégorie est à part, et la caisse de chacune d'elles supporte seule les pertes qui lui sont propres.

Art. 4. — La Société a pour but d'assurer mutuellement ses membres contre la perte de leurs animaux, soit qu'ils meurent par maladie ou par accident.

A cet effet, elle rembourse à l'assuré les quatre cinquièmes de la valeur des animaux de la première et de la deuxième catégorie. Elle garantit, en outre, les suites des opérations, pourvu qu'elles aient été pratiquées par un vétérinaire diplômé. Toutefois, les suites de la castration ne seront garanties qu'à la condition que le propriétaire du cheval assuré fera pratiquer par le vétérinaire opérateur l'injection Pasteur anti-tétanique.

Art. 5. — La Société n'assure pas les animaux au-dessous de six mois et au-dessus de dix ans, mais ceux déjà assurés qui auront atteint cet âge continueront leur assurance jusqu'à l'âge de dix-huit ans.

La Société n'assure pas les animaux dont la valeur est moindre de cinquante francs, ni ceux dont la valeur dépasse huit cents francs pour le bœuf, douze cents francs pour le cheval, l'âne et le mulet. Les animaux supérieurs à ce maximum paieront et seront payés d'après ces sommes seulement. Le surplus de la perte sera supporté par le propriétaire.

Art. 6. — Le Directeur peut refuser toute assurance qui lui semblerait présenter des risques plus grands que la moyenne.

Il est dispensé de faire connaître le motif de son refus.

Art. 7. — En cas d'épizootie, les sommes allouées par l'Etat viennent en déduction de celles à verser par la Société.

Art. 8. — Tout membre du Syndicat, qui voudra faire par-



tie de l'assurance, doit en faire la déclaration écrite au Directeur ou à l'agent de sa localité. Il est alors procédé contradictoirement entre eux, autant que possible en présence d'un ou deux assurés, à l'estimation des animaux, en prenant pour base de cette estimation leur prix d'achat.

Art. 9. — Les augmentations ou diminutions survenues, soit dans le nombre, soit dans la valeur des animaux assurés, doivent être déclarées par le sociétaire dans le délai de trois jours.

Toutefois, l'augmentation sur un animal assuré ne pourra être faite qu'après six mois de possession et de six mois en six mois.

Art. 10. — A défaut de cette déclaration, les diminutions ne donneront droit à aucune réduction des parts contributives dans les charges de l'assurance, et les augmentations, en cas de sinistre, ne donneront droit à aucune indemnité, que la bête soit ajoutée à celles assurées ou en remplacement.

Art. 11. — Les assurés pourront, s'ils le jugent convenable, faire estimer tous les ans leurs animaux assurés pour en augmenter la valeur dans la période comprise entre six mois et six ans. De six ans à dix, les dits animaux ne pourront augmenter de valeur ; mais de dix ans à dix-huit ans, ils diminueront chaque année d'un huitième.

Art. 12. — L'assurance produit ses effets le lendemain, à midi, du jour de la signature et de l'acceptation de la police par le Directeur.

La police ne sera, en tous cas, acceptée par le Directeur qu'après le versement de la cotisation dont il est parlé dans l'article 27 ci-après.

Art. 13. — L'engagement du sociétaire se contracte pour la période allant jusqu'au 1<sup>er</sup> avril suivant. A partir de cette date, il se poursuit pour des périodes d'une année, tant que l'assuré ou le Syndicat, réciproquement, n'a pas averti la Direction de son intention de cesser son assurance, au moins trois semaines avant l'expiration de l'année courante.

Le sociétaire n'a, en se retirant, aucun droit au fonds social.

Art. 14. — Tout contrat d'assurance pourra être annulé par le Conseil d'administration :

1<sup>o</sup> Pour fait de contravention par un assuré aux présents Statuts ;

2<sup>o</sup> Lorsqu'il aura été constaté par le Directeur que les animaux, objets du contrat, ne sont pas convenablement logés et nourris ou sont maltraités.

La notification à l'assuré de la décision prise à son égard, dans l'un ou l'autre cas, aura lieu par lettre recommandée à la poste.

Art. 15. — L'assurance cesse à la fin de chaque trimestre, fixé aux 1<sup>er</sup> janvier, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> octobre de chaque année, dans les cas suivants :

1<sup>o</sup> Par la mort du sociétaire ;

2<sup>o</sup> Par l'exclusion du sociétaire ;

Art. 16. — Aussitôt qu'un animal tombera malade, le propriétaire sera tenu de lui faire donner les soins nécessaires.

Art 17. — Si la maladie dure plus de quarante-huit heures, l'assuré devra en avertir immédiatement l'administrateur local.

Art 18. — A défaut de cet avertissement et en cas de négli-

gence dans les soins prescrits, l'indemnité pourra être réduite par le Conseil d'administration.

Art 19. — Le Conseil d'administration pourra toujours organiser le service médical de la façon la plus conforme aux intérêts de la Société.

Art. 20. — Si, malgré les soins convenables, la maladie ou l'accident survenu à l'animal en occasionne la mort ou le rend impropre à tout service et en nécessite l'abatage, il est considéré comme sinistré.

Art. 21. — L'assuré doit immédiatement en avvertir le Directeur et l'administrateur de sa commune.

A défaut de cet avertissement et dans les vingt-quatre heures de la mort de l'animal assuré, le sociétaire n'aura droit qu'à la moitié de l'indemnité qui lui sera due. Il ne pourra faire enlever le corps de l'animal avant la visite dont il va être parlé à l'article ci-après, sous peine de perdre droit à toute indemnité.

Art. 22. — Aussitôt averti du sinistre, le Directeur ou son délégué se rendra chez l'assuré. Là, en présence de témoins, assurés autant que possible, il constatera par un procès-verbal, l'identité de l'animal, son numéro d'ordre sur la police, toutes les circonstances relatives à la maladie ou à l'accident, les soins donnés à l'animal, sa valeur et le nom de celui qui l'a traité. Ce procès-verbal, signé de l'agent de la Société, du sinistré et des témoins, sera, pour les signatures y apposées, légalisé par le maire ou le juge de paix et transmis franc de port, à la Direction, dans les vingt-quatre heures de sa date.

Art. 33. — L'assuré ne pourra jamais refuser de laisser visi-

ter ses animaux par le Directeur, les membres du Conseil d'administration et tous les autres agents dûment commissionnés par le Directeur.

Art. 24. — Le Directeur ordonnera seul l'abatage de tout animal atteint de maladie incurable, et l'assuré ne pourra s'opposer à cet abatage, sous peine de perdre droit à l'indemnité.

Art. 25. — La vente de la viande, s'il y a lieu, et de la peau de l'animal abattu ou sinistré, sera faite par l'assuré avec l'assistance et l'agrément de deux autres assurés désignés par le Directeur. L'assuré touchera le prix de cette vente, et la Société n'aura à lui verser que la différence entre ce qu'il aura reçu et la valeur assurée.

Art. 26. — Dans le cas de l'abatage, l'assuré n'a aucun frais à payer, mais doit subir tous les embarras de cette opération.

Art. 27. — L'année de l'assurance commence le 1<sup>er</sup> avril.

Toutefois, les assurances qui seront contractées pour la première fois pourront commencer à une époque quelconque de l'année ; et, pour cette première année, les assurances faites du 1<sup>er</sup> avril inclus au 30 juin inclus, paieront la prime entière ;

Celles faites du 1<sup>er</sup> juillet inclus au 30 septembre inclus, paieront les trois quarts de la prime ;

Celles faites du 1<sup>er</sup> octobre inclus au 31 décembre inclus, paieront la moitié de la prime ;

Celles faites du 1<sup>er</sup> janvier inclus au 31 mars inclus, paieront le quart de la prime.

Tous les renouvellements d'assurances se feront donc le

1<sup>er</sup> avril ; ils comporteront, pour les sociétaires, un engagement d'une année, du 1<sup>er</sup> avril au 1<sup>er</sup> avril.

Chaque année, dans le courant du mois de mars, le sociétaire qui voudra continuer son assurance devra effectuer le versement de la prime annuelle d'assurance dont le montant est indiqué ci-dessous.

Toute assurance dont la prime n'aura pas été payée avant le 1<sup>er</sup> avril, sera rayée à cette date par le directeur.

Le montant de la prime d'assurance annuelle a été fixé à :

1 fr. 50 pour 100 francs sur le prix de chaque cheval ou jument non saillie ;

2 francs pour 100 francs, sur le prix des juments saillies ;

1 fr. pour 100 francs, sur le prix des bœufs ou des veaux.

Chaque sociétaire devra faire un nouveau versement si, dans le courant de l'année, il augmente son assurance.

Mais ce versement ne portera que sur la différence qui existera entre la première estimation et la seconde, et sera proportionnelle à l'époque (trimestre par trimestre).

Tout versement fait appartiendra à la Société, et l'assuré qui diminuera son assurance n'aura aucune restitution à réclamer pour l'année courante.

Art. 28. — Si l'avoir en caisse était insuffisant pour payer les sinistrés, la somme nécessaire pour parfaire la différence serait supportée par chaque associé, au prorata des valeurs par lui assurées. Le paiement des parts contributives devra être fait dans les huit jours du sinistre, et celui de l'indemnité dans la quinzaine.

Art. 29. — Lorsqu'il y aura à la fin de l'année, un excé-



dent, cet excédent sera placé suivant la décision prise par le Conseil d'administration.

Art. 30. — L'assemblée générale déterminera chaque année quel sera le chiffre des cotisations.

Art. 31. — Sont à la charge de la Société : les sinistres, les non-valeurs, les frais de timbre et imprimés, les frais d'acte de constitution de la Société, de modification aux présents Statuts et ceux de première installation.

Art. 32. — La Société est gérée par un Directeur, sous le contrôle d'un Conseil d'administration.

Le Directeur sera nommé par les sociétaires. Sa mission est de tenir la comptabilité, de recevoir toutes les déclarations de la part des sociétaires, d'accepter toutes les adhésions, d'encaisser et de payer toutes les sommes concernant la Société, de représenter la Société devant les tribunaux, soit en demandant, soit en défendant, pour l'exécution des présents statuts, le tout aux frais de la Société. Il tiendra, en outre, un registre sur lequel seront inscrits le nom des sociétaires, le nombre de têtes d'animaux leur appartenant et la valeur des animaux d'après l'estimation faite.

Art. 33. — Le Directeur est nommé par les assurés pour un an. Ses fonctions sont gratuites ; il ne contracte aucune obligation personnelle. Il est rééligible.

Cependant, et dans le cas seul où l'on ne trouverait pas parmi les co-sociétaires un membre qui voulût accepter de remplir gratuitement cette mission, une indemnité pourra être allouée au Directeur pour ses déplacements et son travail.

Art. 34. — Les membres du Conseil d'administration, nom-

més parmi les assurés et par eux à raison de un par commune, sont élus pour un an. Ils sont rééligibles. Ils ne contractent aucune obligation personnelle et ne sont responsables que de leur mandat.

Art. 35. — Le Conseil statue définitivement sur les affaires concernant la gestion de la Société et juge en premier ressort toutes les questions susceptibles d'être portées devant les tribunaux, sans appel ni recours en cassation. Toutefois, il décide sans appel toutes celles ayant trait à l'interprétation de clauses de l'acte social.

Art. 36. — Le Conseil d'administration se réunit au moins une fois l'an pour la vérification et l'approbation des comptes du Directeur, en outre toutes les fois que cela est nécessaire. Il nomme dans son sein un Président et un Vice-Président.

Ses membres, ensemble ou séparément, peuvent toujours, sans déplacement du registre de la Direction, en demander communication.

Art. 37. — Les réunions où il ne s'agira que de vérification des comptes de gestion du Directeur, exigent, pour être valables, la présence de la moitié plus un des membres du Conseil d'administration.

Art. 38. — Le Conseil d'administration et le Directeur pourront, quand les circonstances leur paraîtront l'exiger, réunir les sociétaires en Assemblée générale pour statuer sur les questions portées à l'ordre du jour.

Art. 39. — Pour que la délibération soit valable, il faudra que l'Assemblée générale représente la moitié plus un des membres inscrits lors d'une première convocation. Si ce nom-

bre n'est pas atteint, la séance est remise à huitaine, et les résolutions arrêtées dans cette seconde réunion sont valables, quel que soit le nombre des membres présents. Cependant, si, lors d'une première réunion, l'Assemblée ne représentait pas la moitié plus un des membres inscrits, elle pourrait valablement délibérer sur les questions portées à l'ordre du jour et qui auraient été indiquées sur les lettres de convocation.

Les décisions prises soit par le Conseil d'administration, soit par l'Assemblée générale, sont exécutoires pour tous les assurés.

Art. 40. — La Société n'existera qu'autant que le nombre des assurés s'élèvera à cinquante.

Si, après s'être développée, la Société descendait au-dessous de ce chiffre, la dissolution pourra être prononcée par l'Assemblée générale, à la majorité des trois quarts des membres présents, réunis en nombre suffisant pour délibérer selon les règles tracées à l'article 39.

Le fonds social, s'il en existait un, serait versé dans la caisse du Syndicat.

Art. 41. — Les membres du bureau du Syndicat pourront assister aux diverses réunions de la Société d'assurances mutuelles contre la mortalité des bestiaux, mais ceux de ces membres qui ne seraient pas au nombre des assurés n'auraient que voix consultative.

Art. 42. — Toutes les difficultés qui pourraient s'élever entre le Directeur et les assurés, et qui seraient de la compétence du juge de paix, seront soumises à la juridiction du juge de paix de Saint-Amant-de-Boixe, lors même que les assurés seraient domiciliés en dehors du canton.

Comme il est facile de s'en rendre compte, le fonctionnement de cette caisse est réglé dans ses plus petits détails. Les animaux assurés sont divisés en quatre catégories : 1° les animaux de l'espèce chevaline ; chevaux, ânes, mulets ; 2° les bœufs et les veaux ; 3° les vaches et les génisses ; 4° les moutons et les brebis. Chaque catégorie est à part, et la caisse de chacune d'elle supporte seule les pertes qui lui sont propres. Chaque animal est estimé avant son entrée dans la société, le prix d'achat servant de base pour cette estimation. En cas de mort, l'animal est payé le prix de cette estimation. Cette caisse a rendu des grands services d'autant plus grands que la région dans laquelle elle se trouve avait été complètement ruinée par la crise phylloxérique et que l'élevage du bétail fut longtemps sa seule ressource.

Le syndicat de Saint-Amant-de-Boixe ayant réussi, grâce à l'application du principe de mutualité, à assurer la conservation du bétail on ne tarda pas à penser que ce même principe pouvait encore permettre de créer une autre institution qui contribuerait puissamment à augmenter le nombre des animaux existant déjà. L'argent étant rare, les conditions imposées aux emprunteurs étant très onéreuses, le syndicat a fondé une Société de crédit agricole dont le fonctionnement a commencé le 25 mai 1891.

Cette société a pour but de constituer, entre ses adhérents, une caisse commune, administrée par

eux et ayant pour but de leur fournir des ressources pour acheter du bétail destiné à être revendu après élevage ou engraissement, avec abandonnement à la caisse du tiers des bénéfices de la revente. Formée au sein du Syndicat agricole du canton de Saint-Amant-de-Boixe, elle est néanmoins par elle-même une institution indépendante, autonome, distincte. Régulièrement la loi du 24 juillet 1867 aurait peut-être dû lui servir de base, mais les organisateurs, craignant que la complication des formalités et l'élévation des frais de constitution produisent une impression fâcheuse sur les futurs bénéficiaires, s'en tinrent à la loi du 22 mars 1884.

Les principales dispositions des statuts de cette caisse sont les suivantes :

Il est formé entre les soussignés et tous ceux qui adhéreront aux présents statuts un Syndicat professionnel en vue de l'intérêt agricole qui en fait spécialement l'objet et qui est ci-après indiqué ; cette association est établie sur les bases de la loi du 21 mars 1884, et elle sera régie par cette loi et par les dispositions ci-après.

Elle est formée dans le sein du Syndicat agricole du canton de Saint-Amant-de-Boixe, mais elle formera néanmoins par elle-même un syndicat autonome et distinct.

Ce syndicat prendra la dénomination de : *Caisse mutuelle du Syndicat de Saint-Amant-de-Boixe pour l'élevage du bétail.*

Son siège est établi à Saint-Amant-de-Boixe ; sa durée est



illimitée, et l'association syndicale présentement créée commencera son existence légale du jour du dépôt des présents statuts à la mairie de Saint-Amant-de-Boixe.

Le présent Syndicat a pour objet de constituer entre les *seuls adhérents* une caisse commune, administrée par eux, et destinée à leur fournir des ressources pour acheter certain bétail, destiné à être revendu après élevage, en abandonnant à la Caisse une quote-part des bénéfices de la revente.

Nul ne peut faire partie du présent Syndicat s'il n'est déjà membre du Syndicat agricole du canton de Saint-Amant-de-Boixe.

Les membres dudit Syndicat cantonal qui voudront faire partie du présent en feront la demande au Directeur lequel en saisira le Conseil des Directeurs, qui statuera au scrutin secret, après enquête.

Tout adhérent est admis à verser à la *Caisse mutuelle* dès le jour de son admission. Ces versements ne peuvent être inférieurs à 10 francs.

Les versements opérés dans le mois qui précède la clôture d'un exercice ne portera aucun intérêt.

Le Syndicat et la Caisse sont administrés par un Conseil de Direction pris au nombre des adhérents et composé de *cinq* membres au moins et de *quinze* membres au plus.

La fonction de Directeur est gratuite. Toutefois, ceux qui seraient délégués à des services spéciaux pourraient recevoir des allocations.

Les syndiqués qui veulent bénéficier des avantages de la Caisse s'adressent au Directeur principal ou à l'un des Direc-

teurs, en indiquant le chiffre des capitaux qu'ils désirent obtenir et l'opération qu'ils ont en vue. Il est tenu état de ces demandes par ordre de date, et le Conseil décide comment et dans quelle limite il peut leur être donné satisfaction.

Au fur et à mesure que les demandes sont admises par le Conseil, il est délivré au postulant un mandat sur la Caisse pour le montant de la somme allouée, et cette somme ne peut jamais dépasser *dix fois* le montant du versement effectué à la Caisse par le postulant.

Le Syndicat n'est point dessaisi de la propriété des sommes qu'il remet ainsi au postulant. Il ne fait que lui confier, pour les faire valoir suivant l'objet du Syndicat et suivant les conventions particulières faites avec le postulant au moment de la remise des fonds.

Les règles qui doivent régir l'opération seront alors celles du mandat combinées avec celles du bail à colonat partiaire.

Il en résulte que le Syndicat devient le propriétaire des animaux à l'achat desquels ont été employés les fonds confiés au postulant, et que ce dernier opère alors pour le compte du Syndicat, dont il est à la fois le mandataire et le colon pour tout ce qui concerne l'objet spécial de l'opération. L'emploi des sommes ainsi confiées par la Caisse ne peut être affecté qu'à l'achat de veaux ou de bœufs, de moutons ou de brebis.

Toutefois, les éleveurs auxquels on confiera des veaux ou des bœufs, des moutons ou des brebis ne pourront avoir en leur possession des veaux ou des bœufs, des moutons ou des brebis n'appartenant pas à la Caisse.

Les achats sont faits directement par le postulant, qui en débat

les conditions librement. Ils sont constatés ensuite par une déclaration signée du vendeur, de l'acheteur, et visée par un délégué du Syndicat. Ces achats ne peuvent être faits qu'aux foires de Saint-Angeau, Aunac, Vars, Montignac, Mansle, Rouillac, Angoulême et Tusson.

Le syndiqué qui est en cours d'opérations avec la Caisse est tenu de faire assurer les animaux qu'il a achetés, à la Société d'assurance mutuelle contre la mortalité des bestiaux, dans le sein du Syndicat agricole du canton de Saint-Amant-de-Boixe et de souscrire à toutes les charges et obligations de ladite assurance. Il doit faire cette assurance dans les *quarante-huit heures de l'achat*, sinon, en cas de perte fortuite des animaux, il est responsable de leur valeur vis-à-vis du Syndicat.

A l'expiration de la période d'élevage des animaux, le syndiqué en opère la vente, aux meilleures conditions qu'il trouve et qu'il établit librement, et aux mêmes foires que celles indiquées plus haut. Comme pour l'achat, la vente est ensuite constatée par une déclaration signée du syndiqué vendeur, de l'acheteur et visée par un délégué du Syndicat.

Les bénéfices de l'opération sont partagés entre le syndiqué et la Caisse, représentée par le délégué qui a visé la déclaration de vente.

On défalque du prix de vente, le montant du prix d'achat, lequel rentre à la Caisse. La différence est alors partagée à proportion de *deux tiers* pour le syndiqué et d'un tiers pour la même Caisse.

Décharge est ensuite donnée au syndiqué.

Les pertes sur le bétail en cours d'élevage se règlent suivant les cas de la façon suivante :

PREMIER CAS. — *Pertes des animaux par maladies ou accidents.*

L'assurance opérée en vertu de l'article 10 précédent, rend exigible l'indemnité du sinistre, et le syndiqué a dû, par un avenant, modifier le taux de l'assurance en cours d'élevage.

Si alors l'indemnité est supérieure au prix d'achat, la différence constitue le bénéfice, et la somme allouée par l'assurance est partagée comme il est dit plus haut en cas de vente.

Si le sinistre arrive avant que le syndiqué ait réalisé l'assurance et avant l'expiration des délais de *quarante-huit heures* qui lui étaient impartis à cet effet, alors la perte est subie par le Syndicat.

Si l'indemnité d'assurance est inférieure au prix d'achat, elle appartient entièrement à la Caisse.

DEUXIÈME CAS. — *Perte à la revente.*

Si le prix de revente est inférieur au prix d'achat, la différence, qui constitue la perte, est alors supportée dans la même proportion de *deux tiers* par le syndiqué et d'un tiers par la Caisse.

TROISIÈME CAS. — *Autres cas fortuits, vol, etc.*

Pour ces cas, on applique les règles du droit commun sui-

vant les circonstances de fait qui les auront accompagnés.

Les résultats financiers du premier exercice de cette caisse mutuelle (1891-1892), communiqués au IV<sup>e</sup> congrès des Sociétés françaises de crédit populaires en mai 1892, sont les suivants :

Les versements opérés par les sociétaires, dans le courant de l'exercice, se sont élevés à 3.931 francs.

Les bœufs d'élevage ont été au nombre de 10.

Ils ont été achetés 2.240 francs et vendus 2.520 francs.

Ce qui a donné un gain total de 280 francs ; et pour la caisse un gain de 93 fr. 35.

Les bœufs d'engraissement ont été au nombre de 6.

Ils ont été achetés 2.829 francs et vendus 3.250 francs.

Ce qui a donné un gain total de 421 francs ; et pour la caisse un gain de 140 fr. 35.

Le gain de la Caisse a donc été de. . . . . 233 fr. 70

Les frais d'Administration s'étant élevés à. . . 62 fr. 15

Les bénéfices nets de la caisse ont été de . . . 171 fr. 55

Ce qui a permis de distribuer aux sociétaires 6 fr. 50 pour 100 francs, et de verser au fonds de réserve la somme de 14 fr. 65. »

Le département du *Cher* (1) possède un syndicat

---

1. Enquête personnelle.



qui a pour but l'organisation d'un concours annuel d'animaux. Ce syndicat porte le nom de Syndicat des Eleveurs du Cher. Il a remplacé le Syndicat des Eleveurs de la vallée de Germagny, actuellement dissous. Spécialisé primitivement à l'élevage de la race bovine, le syndicat des Eleveurs du Cher s'intéresse aujourd'hui aux autres races, notamment à la race chevaline. Ce syndicat fonctionne d'après les règles suivantes :

Article premier. — Il est créé, entre les personnes qui adhéreront aux présents statuts, un Syndicat qui sera régi par la loi des 21 et 22 mars 1894 et par les dispositions ci-après.

Art. 2. — Cette association prend le titre de *Syndicats des Eleveurs du Cher*. Son siège est à Saint-Amand.

Art. 3. — Chaque syndiqué sera tenu de payer une cotisation annuelle de *dix francs* destinée à couvrir les frais généraux du Syndicat. Cette cotisation sera exigible le 1<sup>er</sup> mai de chaque année et due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle le syndiqué a été admis ou s'est retiré.

Art. 4. — Pour être admis à faire partie du Syndicat, il faut être présenté par deux membres et être accepté par le Bureau. Tout membre déclaré en faillite ou frappé d'une condamnation correctionnelle entachant l'honorabilité sera exclu de plein droit du Syndicat.

Art. 5. — Le Syndicat a pour but la tenue, à Saint-Amand, d'un Concours d'animaux reproducteurs mâle des espèces bovine et chevaline et d'une exposition des vins du Cher.

Art. 6. — Les Eleveurs qui voudront exposer des animaux, devront en faire la déclaration au Trésorier du Syndicat, à la date indiquée par le programme du Concours.

Art. 7. — Le Syndicat est administré par un Bureau, composé : d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Trésorier et d'un Secrétaire.

Art. 8. — Les membres du Bureau sont élus à la majorité des suffrages exprimés, pour une période de quatre ans, et infiniment rééligibles. Le vote peut avoir lieu par correspondance.

Art. 9. — L'élection des membres du Bureau aura lieu à une réunion générale qui sera fixée avant l'expiration du mandat des membres en exercice.

Art. 10. — Le Bureau est chargé de l'administration du Syndicat ; il fait les règlements intérieurs, dresse le budget, fixe les dépenses, recouvre les cotisations, accepte les dons, legs, subventions, représente le Syndicat en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Art. 11. — Chaque année il y aura une réunion de Bureau dans laquelle, la situation financière sera établie, les conditions de l'Exposition annuelle seront réglées et le programme rédigé.

Art. 12. — Le Syndicat peut avoir autant de réunions générales qu'il sera nécessaire pour son fonctionnement. Les membres seront convoqués par le Président qui dirige les discussions. Sa voix est prépondérante en cas de partage.

Art. 13. — Un procès-verbal des séances sera rédigé ; il indiquera le nombre des membres présents et les résolutions

régulièrement votées. Ces décisions obligent tous les syndiqués, même ceux absents.

Art. 14. — Les présents statuts peuvent être modifiés en Assemblée générale, soit sur la convocation du Président, soit sur une demande adressée au Président par le quart des membres inscrits.

Art. 15. — Toute discussion politique ou religieuse est absolument interdite dans les réunions.

Art. 16. — En cas de dissolution, le patrimoine social sera liquidé et partagé entre les membres du Syndicat, à moins que l'Assemblée générale n'en ordonne l'emploi d'une autre façon.

Chaque année, le Syndicat des Éleveurs du Cher a, depuis sa fondation, tenu son concours. Ce concours est subventionné par le ministre de l'Agriculture, le conseil général du département, la ville de Saint-Amand et la Société départementale du Cher. Des prix en espèce et des récompenses sont attribués aux meilleurs produits. Ce concours est en même temps une foire, mais le syndicat ne s'occupe plus des animaux après la vente et aucun livre généalogique n'a été tenu jusqu'ici. Le dernier concours a eu lieu les 26, 27 et 28 janvier 1907. Le syndicat avait obtenu des Compagnies de chemins de fer une réduction de 50 o/o sur le prix de transport des animaux exposés. Cette institution semble avoir transformé la région de Saint-Amand en un véritable cen-

tre d'élevage. Les animaux de race bovine exposés sont en général de race charolaise ou Durham, ceux de race chevaline des étalons de gros trait.

Dans le département de la *Corrèze* (1), à Brive, fonctionne une organisation tout à fait curieuse créée en 1895. Il s'agit de la société civile pour la sélection et l'amélioration de race bovine limousine pure appelée aussi Vacherie-pépinière de la Corrèze.

Cette société civile qui, au premier abord, paraît être une coopérative pure se distingue du type coopératif en ce que les sociétaires ont fait un apport d'argent constituant des parts ou actions du capital de fondation dans le but d'améliorer l'élevage de la race bovine du département et non dans l'espoir de réaliser des bénéfices. Les actionnaires ont en effet droit à un intérêt qui ne peut être en aucun cas supérieur à 3 o/o et, souvent, ils l'abandonnent, en boni à la caisse de la société. Cette société civile n'est pas non plus un syndicat d'élevage, car la société, tout en faisant profiter le plus possible d'éleveurs des avantages qu'elle procure, n'a pas d'adhérents autres que ses actionnaires. Les actionnaires sont au

---

1. Enquête personnelle.

nombre de 106. Ils possèdent 160 actions de 250 fr. qui composent le capital de fondation (1).

Voici les principaux statuts sur lesquels reposent cette société civile :

Article premier.—Il est constitué entre les fondateurs dénommés à l'article 12 et les personnes qui adhéreront aux présents statuts pour la souscription des actions qui vont être créées, une Société civile (sous forme anonyme) pour l'amélioration de la Race bovine Limousine pure. Cette Société pourra également s'occuper de la création d'une Laiterie modèle, lorsque l'Assemblée des Actionnaires le jugera utile.

Art. 2. — La Société a pour objet ;

*L'exploitation d'une Ferme-modèle pour la production de reproducteurs d'élite. Elle se propose d'améliorer la Race Limousine pure, tant au point de vue de la production de la viande et de la précocité, que de la production du lait.*

Cette ferme sera située autant que possible sur le territoire de la commune de Brive.

Art. 3. — La Société prend la dénomination de *Société civile (anonyme) pour l'amélioration de la Race bovine Limousine pure* au moyen de la création d'une vacherie modèle.

Art. 4. — La Société commencera le jour de sa constitution définitive ; elle finira le 25 décembre 1910, sauf le cas

---

1. Telle est du moins la théorie soutenue par les fondateurs de ce groupement.



de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les présents statuts.

Art. 5. — Le siège de la Société est à Brive, 9, avenue Louis-Pons (château de la Bastille).

Art. 6. — Le capital social est fixé à 50.000 francs et divisé en 200 actions de 250 francs chacune, entièrement libérées. *Le capital sera intégralement versé avant la constitution de la Société.*

Il est représenté par tous les biens de la Société, savoir :

1° Le bétail à acheter, qui comprendra au début 30 vaches et deux taureaux destinés à la reproduction, deux paires de bœufs affectés à la culture, deux vaches laitières et le matériel agricole.

2° D'une somme de 4.500 francs qui sera versée, par le Trésorier de la Société le jour de la constitution définitive de la Société, au bailleur de la ferme, pour une année de fermage payée d'avance, sauf à augmenter ou diminuer s'il y a lieu.

3° D'une autre somme de 3.300 francs pour frais d'exploitation de la première année.

Et 4° par le dépôt en compte-courant libre, au nom de la Société, à la Banque de M. Antoine Roque, banquier à Brive, de la somme de 5.175 francs restant disponible.

Art. 7. — Le capital social pourra être augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale des Actionnaires, prise dans certaines formes et conditions déterminées.

Art. 8. — Les actions sont nominatives.

Elles sont extraites d'un livre à souche, revêtues d'un numéro

d'ordre, du timbre sec de la Société et de la signature de deux administrateurs.

Les actions ne pourront être négociées qu'entre les membres de la Société. Toutefois, elles pourront être transférées à une personne étrangère à la Société, mais après autorisation préalable du Conseil d'administration, et ce, de condition expresse, à peine de nullité de tous transferts et cessions qui seraient faits contrairement à ce qui vient d'être dit.

Les transferts seront signés du cédant, du cessionnaire ou de leurs mandataires, et visés par deux des membres du Conseil d'administration ou par le délégué qui se tiendra, ainsi, le transfert pour signifié.

Il sera simultanément fait mention du transfert sur l'action remise à l'actionnaire originaire.

La cession d'une action emportera toujours la cession des intérêts et avantages y afférents au moment de la transmission.

Le Conseil d'administration pourra autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale ou dans toute autre caisse qu'il jugera convenable; il déterminera, dans ce cas, la forme des certificats de dépôt et les frais auxquels ce dépôt est assujéti, le mode de leur délivrance et les garanties dont l'exécution de cette mesure devra être entourée dans l'intérêt de la Société et des actionnaires.

Art. 9. — Par dérogation aux paragraphes 3 et 4 de l'article 1865 du Code civil, le décès, l'interdiction, la déconfiture et l'incapacité naturelle ou légale de quelqu'un des actionnaires, n'entraîneront pas la dissolution de la Société, qui aura la faculté

de racheter, soit pour son propre compte, soit pour le compte d'un tiers remplissant les conditions de l'article 8, l'action ou les actions dont cet actionnaire sera titulaire, et ce, quand le Conseil d'administration le jugera à propos et malgré toute opposition ou volonté contraire des héritiers, représentants ou ayant-droit dudit actionnaire.

Le prix moyennant lequel ce rachat aura lieu sera celui d'émission, c'est-à-dire de *deux cent cinquante francs*.

Ce transfert, à opérer dans les conditions précitées, sera fait d'office par deux des membres du Conseil d'administration, dont-il sera question ci-après. Ce transfert, pour être valable, contrairement à ce qui est dit à l'article 8, n'aura pas besoin d'être signé du cédant ou de ses représentants, héritiers ou ayant-droit, la signature de deux des membres du Conseil d'administration suffira.

Il sera dressé acte enregistré pour constater chaque transfert dans ces conditions ; cet acte indiquera le nom des actionnaires qui profiteront de cette mutation et dans quelle proportion chacun aura droit, par suite, à la propriété du fonds social.

Cet acte sera dressé par le Président de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Les propriétaires indivis seront tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire.

Art. 10. — Par dérogation aux dispositions de l'article 1863 du Code civil, les actionnaires ne sont responsables envers les

créanciers de la Société que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre, dans quelques mains qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises par l'Assemblée générale.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous aucun prétexte, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni s'immiscer, de quelque manière que ce soit, dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale.

Art. 11. — Chaque action donne droit, dans la proportion de l'actif social, à une part égale équivalente ou proportionnelle à leur apport.

Art. 12. — La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de *neuf* membres pris parmi les associés et nommés par l'Assemblée générale des actionnaires.

La durée de leurs fonctions est de cinq années.

Art. 19. — Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de toutes les affaires de la Société.

Il a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

Il représente la Société vis-à-vis des tiers ;

Il autorise tous les actes relatifs aux opérations de la Société.  
*Il procède à la location de la ferme nécessaire à l'exploitation, il*

*achète les animaux reproducteurs en s'attachant à choisir des animaux présentant au plus haut degré les caractères de la race Limousine, et autant que possible inscrits au Herd-Book de la Haute-Vienne.*

*Il fait les règlements de la Société, notamment en ce qui concerne les ventes publiques des animaux élevés dans l'établissement ou réformés.*

. . . . .

Art. 36. — Il est dressé dans le courant du mois d'octobre de chaque année un inventaire, contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières et de tout l'actif de la Société ainsi que de son passif.

L'inventaire, le bilan et le compte des profits et pertes sont mis à la disposition du commissaire le quarantième jour au plus tard avant l'Assemblée générale. Ils sont présentés à cette Assemblée.

Quinze jours avant l'Assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social, à ses frais, copie du bilan résument l'inventaire, et du rapport du commissaire.

Art. 37. — L'excédent des recettes, après prélèvement des charges sociales, frais d'entretien et d'exploitation et autres dépenses de toute nature, y compris le service des intérêts et l'amortissement du capital, constitue *un fonds qui devra être consacré exclusivement à l'amélioration de la vacherie modèle.*

Art. 38. — Lorsque le fonds de réserve aura atteint une somme de *dix mille francs* et en cas d'augmentation du capital-social, le dixième de ce capital, le prélèvement affecté à sa for-

mation pourra être diminué ou même suspendu par décision de l'Assemblée.

Toutefois, il reprendrait son cours si la réserve venait à être entamée.

Art. 39. — Le paiement des *intérêts* se fait aux époques fixées par le Conseil d'administration.

Art. 40. — Les *intérêts* de toute action sont valablement payés au porteur du titre.

Tous *intérêts* qui ne sont pas touchés dans les cinq ans de leur exigibilité sont prescrits au profit de la Société.

Pour arriver à une amélioration certaine et peu coûteuse du bétail, la Vacherie-pépinière de la Corrèze a usé de plusieurs moyens :

1° Elle entretient en ferme à Brive trente vaches mères et leurs produits. Ces vaches appartiennent elles-mêmes ou par leurs ascendants au Herd-Book de la race bovine limousine, ce qui est dire qu'elles sont parfaitement sélectionnées. Lorsque la société a été fondée, des commissaires acheteurs désignés ont été acquérir ces animaux dans les établissements les plus réputés de la Haute-Vienne. Ils achetèrent en même temps deux taureaux, premier prix du concours général agricole. Ce cheptel forme le noyau du bétail, la pépinière grâce à laquelle peut s'améliorer le bétail des éleveurs dans les conditions suivantes ;

2° Les veaux mâles nés à la ferme sont sélectionnés et placés à l'âge d'un an en station de monte chez les



éleveurs reconnus comme soignant bien leur bétail. Les taureaux sont prêtés gratuitement pour une durée indéterminée. L'éleveur dépositaire s'engage à bien traiter l'animal, à ne pas exiger de lui plus de deux saillies par jour et à faire payer le prix de un franc par saillie, comme on admet à la saillie toutes les vaches présentées à la saillie, il n'est pas tenu de registre d'inscription des animaux, mais une carte de saillie est délivrée.

3. Les veaux femelles sont également sélectionnés et vendus à l'âge de six mois au moins, aux enchères publiques, à la foire du 18 avril à Brive.

Depuis onze ans que la Vacherie pépinière existe, elle a eu constamment, sauf les deux premières années, de 18 à 25 taureaux en station de monte. Ces animaux ont été placés successivement chez plus de 80 propriétaires différents dispersés dans différents centres d'élevage du département de la Corrèze, la société a mis en vente 130 génisses.

Lorsqu'un taureau devient trop âgé, ou paresseux, ou méchant, le propriétaire chez lequel il est en dépôt, le rend et il lui en est prêté un autre en échange, s'il s'en trouve de disponible au moment.

Comme les ressources fourragères sont loin d'être les mêmes dans chaque partie du département, il arrive parfois que les taureaux rendus sont en bien plus mauvais état qu'au départ pour la station, ce qui est une source de pertes pour la société. Pour

SOCIÉTÉ CIVILE (ANONYME)  
POUR L'AMÉLIORATION DE LA RACE LIMOUSINE PURE

-----\*

COMMUNE

N° d'ordre ----- (N° de matricule) -----  
MONTE DE 1900 ----- PRIX du saut : ----- fr.

ÉTALON -----  
N° du Herd-Book -----

La vache nommée ----- et dont le signalement est ci-contre, qui appartient à M. ----- habitant la commune d'----- arrondissement d'----- département d'----- a été saillie le ----- par l'étalon ci-dessus nommé. Il a été payé pour cette saillie ----- fr.

SIGNALEMENT DE LA VACHE

Lieu de naissance -----

race ----- âge -----

son père -----

sa mère -----

robe -----

2° saut, le ----- par -----

3° saut, le ----- par -----

4° saut, le ----- par -----

Suivant la déclaration du propriétaire, attestée par le Maire de sa commune, la vache signalée ci-dessus a mis bas, le ----- un veau mâle ----- femelle -----

SOCIÉTÉ CIVILE (ANONYME) POUR L'AMÉLIORATION DE LA RACE LIMOUSINE PURE

-----

CARTE DE SAILLIE

N° d'ordre ----- (N° de matricule) -----  
MONTE DE 1900 ----- COMMUNE -----  
ÉTALON NOMMÉ ----- DÉPARTEMENT -----  
N° du Herd-Book -----

SIGNALEMENT DE LA VACHE

Lieu de naissance -----

race ----- âge -----

son père -----

sa mère -----

robe -----

2° saut, le ----- par -----

3° saut, le ----- par -----

4° saut, le ----- par -----

La vache nommée ----- et dont le signalement est ci-contre, qui appartient à M. ----- habitant la commune de ----- arrondissement d'----- département d'----- a été saillie aujourd'hui par l'étalon ----- Il a été payé pour la saillie de cette vache la somme de ----- A -----, le ----- 1900 -----

VU ET CERTIFIÉ :  
Le Surveillant,

DÉCLARATION DE NAISSANCE

Je soussigné, propriétaire de la vache désignée ci-dessus, déclare qu'il est né, le ----- de l'étalon et de la vache sus-désignés, un veau mâle femelle ----- du nom de ----- A -----, le ----- 1900 -----

Le Maire de la commune d'----- atteste que la déclaration ci-dessus, faite par M. ----- est sincère et véritable. A -----, le ----- 1900 -----

Vu par l'Administrateur délégué ----- A -----, le ----- 1900 -----

remédier dans la mesure du possible à cet état de choses, il est donné au dépositaire à titre d'encouragement une prime variant de 25 à 60 francs, lorsque l'animal est rendu en parfait état. Cette somme vient ainsi grossir le chiffre de celle des saillies qui appartient exclusivement au dépositaire.

Chaque année, deux délégués de la société se rendent au Concours National Agricole du sud-ouest à Bordeaux ou à Toulouse pour y acheter un taureau primé. Ce taureau est conservé à la Vacherie à Brive, il constitue un élément d'amélioration au bétail obtenu en ferme.

Les services rendus par la Vacherie pépinière sont importants non seulement au point de vue de la conformation des animaux, mais aussi au point de vue de l'alimentation et de l'hygiène des animaux, car la ferme de Brive est en quelque sorte une ferme expérimentale où les éleveurs viennent se renseigner sur toutes les questions qui ont trait à l'élevage du bétail.

Dans le département du *Doubs* (1), nous trouvons de nombreux syndicats locaux pour l'élevage de la race bovine. Ces institutions sont dues à l'initiative et à la propagande d'un professeur d'agriculture, M. Kohler, qui a su faire admettre dans ce département les méthodes d'élevage en usage en Suisse. Le

---

1. Enquête personnelle.

but poursuivi est le même pour tous les syndicats d'élevage du Doubs. Tous les syndicats assurent la coopération pour l'entretien du taureau et la tenue d'un livre généalogique. Les moyens, au contraire, diffèrent souvent d'un syndicat à l'autre : parfois le taureau appartient au syndicat, d'autres fois il est confié pour l'entretien à un des adhérents du syndicat ou même à un éleveur étranger au Herd-Book ; les ressources varient aussi, la commune accorde parfois des subventions très fortes ; les tarifs de saillies ne sont pas non plus uniformes.

Voici du reste le statut-type d'après lequel sont organisés ces syndicats :

#### I. — Constitution

Article premier. — Conformément aux dispositions de la loi du 21 mars 1884, il est constitué entre les éleveurs de

---

une association ayant pour but *l'amélioration du bétail bovin*.

Elle prend le nom de *Syndicat d'Elevage* de\_\_\_\_\_

Art. 2. — Son siège est fixé à\_\_\_\_\_

Son fonctionnement commencera le\_\_\_\_\_

Sa durée est illimitée.

Art. 3. — Peuvent faire partie du syndicat, tous les éleveurs de\_\_\_\_\_

Art. 4. — Le Syndicat d'élevage comprend :

Des membres actifs, des membres donateurs ou bienfaiteurs et des membres honoraires.

Les membres actifs sont ceux qui possèdent des animaux qui ont recours aux taureaux du syndicat et se soumettent aux présents statuts.

Art. 5. — L'admission de nouveaux membres est prononcée par le bureau.

## II. — *Voies et moyens*

Art. 6. — Pour réaliser son programme, l'Association aura recours aux voies et moyens suivants, et à tous ceux qui pourront être reconnus dans la suite :

- a) Choix d'un type unique ;
- b) Entretien de bons reproducteurs ;
- c) Tenue des livres zootechniques ;
- d) Appréciation et classement des animaux d'après les méthodes de pointage et de mensuration arrêtées par *l'Association générale des Syndicats d'élevage du Doubs*.
- e) Création d'un service de renseignements et de ventes.
- f) Organisation de concours et d'expositions.

## III. — *Administration*

Art. 7. — Le Syndicat est administré par une Commission de \_\_\_\_\_ membres élus en Assemblée générale par les mem-

bres actifs. Les membres sont élus pour deux ans, et renouvelables par moitié chaque année. Il sont rééligibles.

Ils nomment eux-mêmes les membres du bureau, c'est-à-dire le président, le vice-président, le secrétaire et le trésorier ainsi que \_\_\_\_\_ experts pris ou non dans la Commission et chargés de l'appréciation des animaux, du choix du taureau.

Ces fonctions sont gratuites, mais les dépenses qu'elles peuvent occasionner sont remboursées.

Art. 8. — Le président, assisté du secrétaire ou du trésorier, représente le Syndicat auprès des tiers.

Le secrétaire demeure seul chargé de la tenue des livres de zootechniques, et seul, il a qualité pour y faire des inscriptions quelconques.

Art. 9. — La Commission a pour mission spéciale : de gérer les intérêts financiers de l'Association, de rechercher le mode le plus avantageux d'entretien du ou des taureaux ; de surveiller la remise des cartes de saillie, de contrôler et faire contrôler les déclarations des membres et les inscriptions au livre zootechnique, de maintenir l'observation des présents statuts et du règlement intérieur.

Art. 10. — Il y aura chaque année une assemblée générale à laquelle seront convoqués tous les membres ; toutefois les seuls membres actifs auront voix délibérative.

Art. 11. — L'Assemblée générale est appelée à statuer sur le mode d'obtention et d'entretien du taureau ; sur les tarifs des saillies et sur celui des inscriptions au livre zootechnique et



sur toutes les questions qui dépassent la compétence de la Commission.

Art. 12. — Tout adhérent reste membre de droit tant qu'il n'a pas envoyé sa démission par écrit au président et il demeure débiteur, vis-à-vis du syndicat, de toutes ses obligations antérieures.

Art. 13. — L'exclusion pourra être prononcée par l'Assemblée générale contre celui qui aura refusé d'acquitter ses charges dans les délais prescrits ; contre celui qui aura subi une condamnation entachant son honorabilité, ou encore contre celui dont la mauvaise volonté ou même la négligence porte un préjudice moral à l'Association.

Art. 14. — L'exclusion sera de droit contre tout membre qui aura trompé par des actes frauduleux ou par des déclarations sciemment erronées.

Art. 15. — A partir du jour de leur démission ou de leur exclusion, les membres perdent tous droits à l'avoir et aux avantages du syndicat.

#### IV. — Affiliation

Art. 16. — Le syndicat adhère aux statuts de l'*Association générale des syndicats d'élevage du Doubs*, 73, Grande-Rue à Besançon.

Il observera scrupuleusement les règles établies par elle pour l'appréciation et la notation des animaux, ainsi que pour les inscriptions aux livres zootechniques, et il se soumettra aux

contrôles et aux vérifications qu'elle jugera à propos d'exercer pour assurer la sincérité absolue de ces inscriptions.

Art. 17. — Les animaux provenant de syndicats co-associés, seront admis aux livres zootechniques sur le vu des certificats émanant des syndicats d'origine et contresignés par le président de l'Association.

#### V. — *Ressources*

Art. 18. — Les ressources du syndicat proviennent :

1° d'un droit de..... francs sur les inscriptions de femelles et la délivrance des livrets individuels ;

2° d'un droit de..... francs pour les inscriptions de détail au livre zootechnique ;

3° d'un droit de..... francs pour la délivrance de notices zootechniques ;

4° des primes de saillie, fixées à..... francs pour les vaches inscrites et à..... francs, pour les non inscrites ;

5° des cotisations des membres honoraires, fixées à..... fr. et de celles, supérieures et volontaires des membres bienfaiteurs ou donateurs ;

6° des subventions communales et autres.

#### VI. — *Dispositions finales*

Art. 19. — Aucune modification ne pourra être apportée aux présents statuts qu'en Assemblée générale, et à la majorité des membres présents.

Art. 20. — La dissolution ne pourra être prononcée qu'en Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres présents, représentant au moins la moitié plus un des membres actifs.

Art. 21. — Les fonds qui pourraient exister en caisse au moment de la dissolution, seront versés à la caisse de l'Association générale, ou à son défaut à celle du Comice agricole de la circonscription pour la fondation des prix spéciaux.

Le département de l'*Isère* (1) possède plusieurs groupements pour l'élevage du bétail.

La Société centrale d'élevage de Saint-Marcellin, fondée en 1904, constitue une fédération des comices cantonaux de l'arrondissement, lesquels ont principalement en vue l'achat en commun d'animaux reproducteurs destinés à être mis à la disposition des éleveurs. Elle a été fondée sous les auspices du Conseil général du département.

Les statuts sont les suivants :

Article premier. — Il est constitué, sous le nom de *Société Centrale d'Elevage*, une Fédération des Comices agricoles cantonaux subventionnés, de l'arrondissement de Saint-Marcellin.

Art. 2. — La société a son siège à Saint-Marcellin, place

---

1. Enquête personnelle.

de l'Ancienne Halle (salle du 1<sup>er</sup> étage du Café du Commerce).

Sa durée est illimitée ; elle commencera du jour de la déclaration légale de sa formation.

Art. 3. — La société a pour but d'unir les comices agricoles cantonaux dans une action collective pour tout ce qui concerne l'amélioration et le développement de la production des animaux de la ferme.

Les principaux moyens qu'elle se propose d'employer sont les suivants : 1<sup>o</sup> L'achat de reproducteurs de choix ; 2<sup>o</sup> Leur placement et leur surveillance ; 3<sup>o</sup> La création de Herd-Book ou livres généalogiques ; 4<sup>o</sup> La vulgarisation des bonnes méthodes d'élevage, d'hygiène et d'alimentation, etc. ; 5<sup>o</sup> Et d'une manière générale toutes les mesures propres à atteindre le but proposé, telles que : ventes, marchés, expositions de reproducteurs, allocations de médailles, primes et subventions, propagation de syndicats d'élevage, concours de race, etc.

• Des règlements préparés par le Conseil d'administration approuvés par l'Assemblée générale détermineront ultérieurement les conditions dans lesquelles s'exercera l'action de la société au mieux des intérêts des Comices et du but poursuivi.

Ces règlements pourront être modifiés dans les mêmes formes.

Art. 4. — Conformément à la décision prise par le Conseil général à sa session d'août 1903, et au vote des délégués des Comices réunis pour en délibérer le 27 février 1904, font partie de la Société tous les Comices cantonaux de l'Arrondissement de Saint-Marcellin, subventionnés par l'Etat et le département.

Art. 5. — Aucun Comice ne peut se retirer sans qu'un vote de l'Assemblée générale pris à la majorité des voix, ne l'y ait autorisé.

Art. 6. — Les organes de la société sont : l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et le Comité de Direction.

Art. 7. — L'Assemblée générale se compose :

1° De tous les présidents des Comices cantonaux, lesquels peuvent se faire suppléer par un vice-président ou un autre membre de leur bureau ;

2° Du professeur spécial d'agriculture de l'arrondissement ;

3° De délégués élus par chaque Comice à l'Assemblée générale de printemps, à raison de un délégué par cinquante membres ou fraction de cinquante. Ces délégués sont élus pour trois années et rééligibles.

Art. 8. — L'Assemblée générale se réunit au siège de la société au moins une fois par an. Elle peut être convoquée extraordinairement. Les lettres de convocation doivent mentionner l'objet de la réunion. Les convocations sont faites par lettres adressées au moins huit jours d'avance. Sur une première convocation, elle délibère valablement si le tiers au moins de ses membres sont présents à la réunion ; sur une deuxième convocation ses décisions sont valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 9. — L'Assemblée générale délibère et statue souverainement sur tous les intérêts de la société. Il lui est rendu compte, chaque année, de la situation morale et financière. L'ordre du jour est arrêté par le Comité de Direction ; toute proposition

émanant de l'initiative de l'une des associations adhérentes doit lui être communiquée au moins un mois à l'avance.

Art. 10. — L'Assemblée générale élit des membres du Conseil d'administration à raison d'un membre par Comice, sauf pour celui de Saint-Marcellin et Pont-en-Royans qui comprenant deux cantons, a droit à trois membres élus, dont deux pris dans le canton de Pont-en-Royans. Elle désigne des suppléants chargés de remplacer ces délégués, en cas d'empêchement, aux réunions du Conseil d'administration. Ces suppléants, comme les délégués, doivent faire partie de l'Assemblée générale.

Elle élit en outre, chaque année, une Commission de contrôle financier, composée de trois membres pris en dehors du Conseil et rééligibles, spécialement chargée d'examiner les comptes du Trésorier et de lui faire un rapport de cette vérification.

Art. 11. — Le Conseil d'administration se compose : 1° De tous les présidents des associations adhérentes, lesquels peuvent se faire suppléer par un vice-président ou un autre membre du bureau ; 2° Du professeur spécial d'agriculture de l'arrondissement ; 3° Et des huit membres élus par l'Assemblée générale pour six ans, renouvelables par tiers tous les deux ans et rééligibles. Il se réunit au moins une fois par an et sur simple convocation du président du Comité de direction. Il délibère valablement quel que soit le nombre des membres présents pourvu que la majorité des Comices soit représentée.

Art 12. — Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des intérêts de la société.



Il a spécialement pour mission : 1° De nommer le Comité de direction : 2° De fixer, sur la proposition de ce comité, l'emploi des ressources annuelles de la société ; 3° D'autoriser ou approuver les actions en justices, traités et transactions relatifs aux intérêts de la société.

Art. 13. — Le Comité de direction se compose de quatre membres élus par le Conseil d'administration dans son sein pour deux ans et rééligibles, savoir : Un président ; un vice-président ; un secrétaire ; un trésorier. Il est chargé, sous le contrôle du Conseil d'administration, de toutes les opérations qui rentrent dans l'objet de la société. Il se réunit, sur la convocation du président, toutes les fois que l'intérêt de la société l'exige. Le Comité de direction forme le bureau du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale. Il représente la société en justice et dans tous les actes de la vie civile ; il délègue un de ses membres à cet effet.

Art. 14. — Le président a la surveillance immédiate de tous les services de la société et de toutes les opérations qu'elle entreprend. Il fait exécuter les décisions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration et du Comité. Il ordonnance les dépenses. Il fait un rapport annuel sur les travaux et opérations de la société. Il convoque le Comité chaque fois qu'il le juge utile et en préside les séances. Il convoque également, sur l'avis conforme du Comité, le Conseil d'administration et l'Assemblée générale, et préside leurs réunions. Sa voix est prépondérante. Le vice-président le supplée et le remplace en cas d'empêchement.

Art. 15. — Le secrétaire tient le registre des délibérations du

Comité du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale ; il en délivre, sous sa signature, tous extraits ou expéditions. Il conserve les archives et la bibliothèque de la société. Il expédie la correspondance, fait et reçoit toutes les communications intéressant la société.

Art. 16. — Le Trésorier reçoit toutes les sommes dues à l'Association à quelque titre que ce soit, et acquitte, sur le visa du président, toutes les dépenses. Les statuts lui confèrent un mandat général à cet effet. Il fournit à la Commission de contrôle financier le compte de sa gestion, un mois avant l'Assemblée générale ordinaire annuelle.

Art. 17. — Toutes les fonctions de la société sont gratuites, mais il peut être adjoint au Comité de direction un employé salarié ; d'autre part des missions peuvent être confiées à des médecins vétérinaires ou autres spécialistes, aux frais de la société.

Art. 18. — L'Assemblée générale peut conférer les titres de présidents d'honneur et de membres d'honneur.

Art. 19. — Le Conseil d'administration peut conférer le titre de membre fondateur aux personnes qui ont fait un don manuel de 100 francs au minimum. Les présidents et membres d'honneur ainsi que les membres fondateurs sont convoqués aux Assemblées générales de la société auxquelles ils prennent part à titre consultatif ; leurs noms figurent dans toutes les publications de la société au même titre que ceux des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction.

Art. 20. — Les ressources de la société consistent dans les cotisations et contributions des associations adhérentes, dans

les subventions de l'Etat, du département, des communes et les dons manuels.

Art. 21. — Chaque association devra verser à la société une quote-part sur les subventions qu'elle reçoit du département qui ne pourra être supérieure au tiers du montant total de celle-ci.

Art. 22. — Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou bien sur la demande formée par deux Comices au moins, et soumise au Conseil au moins un mois à l'avance. L'Assemblée extraordinaire spécialement convoquée à cet effet ne peut modifier les statuts qu'à la majorité des deux tiers des membres présents. Toute modification sera soumise à l'approbation de l'administration préfectorale.

Art. 23. — La dissolution de la société ne peut être prononcée que par une Assemblée générale extraordinaire convoquée et tenue dans les formes prescrites par l'article précédent.

Art. 24. — Dans le cas où la société serait dissoute pour quelque cause que ce soit, le Comité de direction, alors en fonctions, demeurera chargé de la liquidation ; les fonds disponibles, après paiement des dettes, le matériel, les livres et les collections seront affectés à une œuvre agricole de l'arrondissement désignée par l'Assemblée générale.

Jusqu'ici la société s'est bornée à l'achat de reproducteurs de la race bovine d'Abondance qu'une Commission va se procurer dans la région du Chablais (Haute-Savoie), berceau de la race. C'est dans ces conditions qu'en 1904 ont été achetés 5 taureaux

et 7 génisses, en 1905 12 taureaux et 13 génisses, en 1906 seulement 5 taureaux et 1 génisse à raison de l'épidémie de fièvre aphteuse et des très grandes chaleurs qui ont sévi dans la région.

Les taureaux ont été livrés aux propriétaires avec une diminution variant du tiers au trois quarts du prix d'achat, les génisses au prix coûtant, les frais d'achat et de transport étant supportés par la société.

Les détenteurs d'animaux présentés aux concours annuels des Comices reçoivent des primes de conservation.

Les carnets de saillies sont remis aux détenteurs de taureaux. Les détenteurs de taureaux délivrent une carte de saillie.

Des sections spéciales sont créées, dans les concours des Comices, pour les animaux provenant soit des animaux issus de reproducteurs de race pure introduits par la société ou par des particuliers, soit issus du croisement des reproducteurs mâles de race pure avec les femelles de la région. A ces sections sont attribuées des primes importantes.

Un registre d'inscriptions, tenu par le secrétaire, comporte les différents renseignements relatifs à chaque animal et constitue une sorte de livre généalogique.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ÉLEVAGE  
DE L'ARRONDISSEMENT  
DE SAINT-MARCELLIN (ISÈRE)

N° \_\_\_\_\_

### CARTE DE SAILLIE

effectuée par le taureau \_\_\_\_\_  
sur une \_\_\_\_\_ appelée \_\_\_\_\_  
âgée de \_\_\_\_\_ an \_\_\_\_\_ mois  
pelage \_\_\_\_\_  
race (1) \_\_\_\_\_  
appartenant à M. \_\_\_\_\_  
demeurant à \_\_\_\_\_  
Certifié sincère et véritable,  
\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_  
(Signature)

Prix perçu \_\_\_\_\_

(1) Indiquer si elle a été livrée par la Société.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ÉLEVAGE  
DE L'ARRONDISSEMENT DE SAINT-MARCELLIN (ISÈRE)

N° \_\_\_\_\_

### CARTE DE SAILLIE

Le taureau \_\_\_\_\_ livré à M. \_\_\_\_\_  
par la Société d'Élevage a sailli aujourd'hui une  
appelée \_\_\_\_\_, âgée de \_\_\_\_\_ an \_\_\_\_\_ mois  
pelage \_\_\_\_\_  
race \_\_\_\_\_  
appartenant à M. \_\_\_\_\_ demeurant à \_\_\_\_\_  
Certifié sincère et véritable,  
\_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_  
(Signature)

Prix perçu \_\_\_\_\_

N.-B. — Le prix de la saillie est fixé à 2 francs ; une réduction de 1 franc devra être faite aux membres du Comice sur présentation de leur quittance de l'année.

La présente carte de saillie, toujours exigible, devra être conservée pour être produite dans les concours du Comice et établir la parenté des produits.

*Extrait du Registre d'inscription des animaux de la race d'abondance introduits ou subventionnés  
par la Société centrale d'Élevage de l'arrondissement de Saint-Marcellin*

| I. — MALES            |                                 |                   |                                        |                                                                                                    |
|-----------------------|---------------------------------|-------------------|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Date de l'inscription | Nom du taureau                  | Age et ascendance | Nom du détenteur                       | Produits remarquables obtenus                                                                      |
|                       |                                 |                   |                                        | Observations générales : récompenses aux concours ; mensurations, etc., date de la mise en réforme |
| II. — FEMELLES        |                                 |                   |                                        |                                                                                                    |
| Nom de la femelle     | Date de naissance et ascendance | Nom du détenteur  | Date des saillies et noms des taureaux | Caractères des produits obtenus (N° d'inscription aux registres)                                   |
|                       |                                 |                   |                                        | Observations générales : mensurations, récompenses, aptitudes laitières...                         |



Les détenteurs des taureaux conservent ces animaux pendant deux ans au moins et ils sont soumis aux visites d'une Commission désignée par la société.

La société reçoit du ministère de l'Agriculture une subvention de 500 francs et du Conseil général de l'Isère une subvention de 812 francs. Une partie des ressources des Comices de l'arrondissement de Saint-Marcellin lui sont affectées. La société s'emploie en outre auprès des municipalités afin qu'elles inscrivent à leur budget une subvention destinée à permettre de placer au moins un taureau dans chaque commune.

A La Tour-du-Pin existe une société centrale d'élevage de race bovine du même genre qui est aussi une Fédération des associations agricoles de l'arrondissement.

Créée depuis le 9 juin 1903, elle a pour siège social l'Hôtel de ville de La Tour-du-Pin, pour circonscription tout l'arrondissement, pour membres ceux des huit sociétés d'agriculture cantonale de l'arrondissement : Bourzoin ; Crémieu ; Grand-Lemps ; Moresstel ; Pont de Beauvoisin ; Saint-Geoire ; La Tour-du-Pin ; Virieu-sur-Bourbre. Chacune de ces sociétés compte environ 200 membres, la Société centrale d'élevage a donc à peu près 1.600 adhérents.

La Société centrale d'élevage de La Tour-du-Pin poursuit l'extension et l'amélioration de la race

tachetée dauphinoise. Cette race provient du croisement continu de reproducteurs du type simmenthal importés de Suisse avec le bétail appartenant au groupe jurassique qui compose la population bovine de l'arrondissement de La Tour-du-Pin.

Les statuts de cette société sont les mêmes que ceux de la Société centrale d'Élevage de Saint-Marcelin. Il n'existe guère entre ces deux sociétés qu'une légère différence au point de vue de la façon dont sont alimentées les caisses des deux sociétés : les ressources de la Société de La Tour-du-Pin sont, d'après les statuts, les suivantes :

Art. 22. — Les ressources de la Société consistent dans les cotisations et contributions des associations adhérentes, dans les subventions de l'Etat, du département, des communes et les dons manuels.

Art. 23. — Chaque association adhérente devra verser à la Société une cotisation fixée à 10 centimes par membre, mais qui ne pourra être inférieure à 20 francs, ni supérieure à 50 francs.

La cotisation doit être versée avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

En outre les associations subventionnées par l'Etat et le département devront verser à la Société une quote-part des subventions qu'elles reçoivent.

Cette quote-part sera fixée par l'assemblée générale, sans qu'elle puisse toutefois être inférieure à un dixième ni supérieure aux trois dixièmes.

Elle devra être versée dans le mois de la délivrance des mandats de subventions par l'Etat et le département.

Chaque année, en 1903, 1904 et 1905, la Société a introduit directement de l'Oberland Suisse huit taureaux de choix de race simmenthal qui ont été répartis dans les différents cantons de l'arrondissement et mis à la disposition des éleveurs. Ces taureaux sont vendus par la Société à des propriétaires ou fermiers dont la demande a été acceptée par le bureau de la Société, avec un fort rabais sur leur prix de revient. Ces détenteurs n'en deviennent pas complètement propriétaires, mais s'engagent à les tenir à la disposition des membres de sociétés centrales d'abord et du public ensuite, s'il y a possibilité, pour faire les saillies et à les conserver pour cet objet le plus longtemps possible. Pendant les deux premières années, ils ne peuvent se défaire des taureaux ou les faire castrer qu'après autorisation de la Société. Cette autorisation n'est accordée que si les animaux deviennent dangereux ou sont atteints de vices héréditaires. En 1906, trois taureaux seulement ont été achetés au concours fédéral de Berne ; les autres ont été achetés chez les éleveurs de la région qui possédaient des animaux de race pure et bien sélectionnés.

Chaque détenteur de taureau reçoit un carnet qui lui permet de délivrer des cartes de saillies. Ces cartes pourront être utilisées pour l'institution du Herd-Book prévu par les statuts.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ÉLEVAGE

A LA TOUR-DU-PIN

Canton de \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

### CARTE DE SAILLIE

Nom du taureau \_\_\_\_\_

» de la vache \_\_\_\_\_ âge \_\_\_\_\_

Signalement \_\_\_\_\_

Nom du propriétaire M \_\_\_\_\_

Domicile \_\_\_\_\_

Date de la saillie \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_

Prix (1) } sociétaire : 1 fr.  
non-sociétaire : 2 fr.

(1) Biffer l'une des deux lignes.

SOCIÉTÉ CENTRALE D'ÉLEVAGE  
*Fédération des Sociétés d'Élevage*  
DE L'ARRONDISSEMENT DE LA TOUR-DU-PIN

Canton de \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_

### CARTE DE SAILLIE

Nom du taureau \_\_\_\_\_

» de la vache \_\_\_\_\_ âge \_\_\_\_\_

Signalement \_\_\_\_\_

Nom du propriétaire (1) \_\_\_\_\_

Date de la saillie \_\_\_\_\_

Prix de la saillie : **deux francs** (moitié pour les membres des Sociétés fédérées).

LE DÉTENTEUR DU TAUREAU,

(1) Indiquer les noms, prénoms et domicile.

Comme encouragements directs à l'élevage, la société a tenu à La Tour-du-Pin en 1904 et 1905 un concours de taureaux reproducteurs et en 1906 un concours de taureaux et de génisses. L'Etat subventionne ces concours pour 2.000 ou 3.000 francs et le département de l'Isère pour 842 francs.

A La Mure est établie depuis le 21 mai 1883 une Société d'élevage analogue aux deux précédentes sociétés. La société de La Mure s'est créée dans le but de favoriser la production des espèces bovine et chevaline. Elle comprend plusieurs cantons, ceux de La Mure, Corps, Valbonnais et reçoit, sur l'approbation par arrêté du préfet, les affiliations des nouveaux cantons ou des nouvelles communes qui en font la demande. Depuis la fondation de cette société, la préfecture a eu à approuver les demandes des communes de Saint-Jean-de-Vaulx (canton de Vizille) et de Tellafol (canton de Mens).

La société s'occupe de perfectionner les espèces bovine et chevaline par tous les moyens, notamment par l'institution de concours, l'achat de reproducteurs-types, l'allocation de subventions aux possesseurs d'animaux susceptibles d'améliorer les races, la vulgarisation des méthodes d'élevage et de tous les procédés capables d'accroître la fortune publique

à l'aide de la production du bétail et de la bonne administration de ses produits.

Les ressources de la société proviennent : 1<sup>o</sup> des cotisations annuelles dont le chiffre est de 5 francs ; 2<sup>o</sup> des subventions de l'Etat, des communes et des départements ; 3<sup>o</sup> de toutes autres recettes accidentelles.

La Société est administrée par un conseil d'administration. Elle a un président qui la représente, qui préside les réunions, etc., des vice-présidents qui s'occupent, chacun dans leur canton, de tout ce qui peut concourir à l'extension et à la prospérité de la société, un directeur qui dirige les opérations d'élevage, se rend compte de la situation hygiénique des animaux, des soins qu'ils reçoivent, qui aide les éleveurs de ses conseils et leur indique les meilleures méthodes à suivre.

Un concours annuel se tient à La Mure ou dans une autre localité. Tout sociétaire ou non sociétaire y peut prendre part.

Le règlement qui préside à la revente des animaux reproducteurs est le suivant :

Pour le placement de ses taureaux, le bureau de la société les vendra de gré à gré, dans les communes où il en serait besoin. Ils seront payés au comptant.

Les sociétaires désireux d'en acquérir, devront en adresser la



demande chaque année, avant le concours, à leur vice-président.

Pour favoriser l'élevage des taureaux, le Conseil pourra distribuer outre les primes de ses concours, un certain nombre de primes spéciales, aux possesseurs de taureaux, qui auraient été *approuvés*. Leur état de santé et leurs aptitudes seront au préalable constatés par le vice-président et le directeur.

Les demandes d'approbation devront être adressées à l'un ou à l'autre de ces membres du bureau.

Les possesseurs de taureaux vendus par la société toucheront, s'il y a lieu, au moment du concours, des primes pour la bonne tenue de ces animaux qui y seront présentés.

Les taureaux vendus, primés ou approuvés, seront conservés dans les cantons pour y servir à la reproduction, jusqu'à ce qu'ils deviennent dangereux ou impropres à la reproduction.

Cette société a donc beaucoup de points de similitude avec les deux autres Sociétés d'Elevage du département. En plus de celles-ci cependant, la Société d'Elevage des cantons de La Mure, Corps, Valbonnais, etc., possède, et cela depuis sa fondation, une caisse de secours, dont le fonctionnement a été prévu par un arrêté réglementaire pris par le conseil d'administration. Les dispositions principales qui règlent cette caisse sont ainsi conçues :

Article premier. — Les membres de la société ont droit de participer à la Caisse de secours, moyennant une déclaration

annuelle (1) comprenant la totalité du bétail qu'ils possèdent. Il leur est facultatif de ne déclarer que l'une ou l'autre des espèces chevaline ou bovine en leur possession.

Art. 2. — Cette déclaration doit être faite, conformément au présent modèle, avant le 1<sup>er</sup> mai. Ultérieurement, il ne pourra être apporté aucune modification à la déclaration, sauf pour additions résultant d'acquisitions nouvelles.

Les sociétaires admis après le 1<sup>er</sup> mai pourront faire leurs déclarations jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre.

Art. 3. — La déclaration en question est adressée au trésor-

1. Le modèle de la déclaration est le suivant :

Commune de \_\_\_\_\_

Canton de \_\_\_\_\_

Nom du Sociétaire \_\_\_\_\_

| Animaux déclarés         |            | Nombre compris dans la participation |              | Cotisations supplémentaires |    |
|--------------------------|------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------------|----|
|                          |            | gratuite                             | non gratuite | fr.                         | c. |
| Espèce Bovine....        | Taureau..  |                                      |              |                             |    |
|                          | Bœuf....   |                                      |              |                             |    |
|                          | Génisse .. |                                      |              |                             |    |
|                          | Vache ..   |                                      |              |                             |    |
| Espèce Chevaline .       | Poulain .. |                                      |              |                             |    |
|                          | Cheval...  |                                      |              |                             |    |
|                          | Pouliche . |                                      |              |                             |    |
|                          | Jument ..  |                                      |              |                             |    |
| Espèce Mulassière.       | Mulet....  |                                      |              |                             |    |
|                          | Mule ....  |                                      |              |                             |    |
| Cotisation annuelle..... |            |                                      |              | »                           | »  |
| TOTAL.....               |            |                                      |              |                             |    |

Certifié sincère par le Sociétaire soussigné.

Le \_\_\_\_\_ 189

rier. — Le sociétaire peut en réclamer un double, visé par le trésorier.

Si les déclarations ne comportent aucun changement d'une année à l'autre, leur renouvellement reste facultatif. — L'effet de la précédente déclaration aura cours pendant l'année suivante et ainsi de suite.

Art. 4. — Tout sociétaire a droit de déclarer, en vue de la participation, les animaux qui sont dans les conditions suivantes :

1° Les génisses et vaches de un à douze ans ;

2° Les taureaux de un à cinq ans ; les bœufs de moins de douze ans ;

3° Les chevaux, juments, poulains, mules et mulets de plus de un an et moins de vingt ans.

Il est interdit de comprendre, dans la déclaration, tout animal atteint d'une maladie susceptible de causer la mort.

Art. 5. — La participation est gratuite pour deux bêtes à cornes ou un cheval ou mulet. Pour le surplus, il sera perçu un supplément de cotisation de 50 centimes pour chaque bête à cornes déclarée ; 1 franc pour l'espèce chevaline ou mulassière, et 2 francs lorsque ces animaux seront employés habituellement à l'usage industriel ou aux transports commerciaux.

Art. 7. — Dès qu'un sociétaire perd un animal déclaré, il est tenu d'en informer par écrit le vice-président de son canton, dans le délai de quarante-huit heures, en indiquant les circonstances dans lesquelles l'animal a péri. — Le vétérinaire-directeur est appelé ensuite, dans les vingt-quatre heures, à

faire une enquête sur les causes de la perte et à apprécier si cette dernière est recevable conformément au règlement.

Art. 9. — La répartition des fonds en caisse a lieu tous les ans au moment du concours.

Art. 15. — Sera exclu de la répartition tout sociétaire qui aura fait des déclarations fausses, qui n'aurait pas payé régulièrement ses cotisations, ou qui ne se serait pas strictement conformé aux prescriptions des statuts et des règlements. — S'il est démontré que la perte des animaux est survenue par la faute ou la négligence du sociétaire réclamant, il sera également exclu de la participation.

Une Société d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail a encore été fondée le 19 février 1905 à Saint-Didier-de-la-Tour.

Ses statuts sont conformes à la loi du 4 juillet 1900.

Article premier. — Il est formé entre tous les adhérents aux présents statuts et ceux qui y adhéreront dans l'avenir, une Société de Secours Mutuels conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900.

Cette association a pour but de procurer aux membres participants un secours en cas de perte de bestiaux, des espèces bovines et chevalines.

Son siège est situé à Saint-Didier-de-la-Tour, à la mairie et sa durée est illimitée.

Art. 2. — Tous les propriétaires ou fermiers de la com-

mune, possesseurs d'animaux, des espèces spécifiées ci-dessus, à l'exception de ceux faisant un commerce d'animaux, pourront faire partie de la société à titre de membres participants.

La société admettra comme membres honoraires : les particuliers, les communes ou les associations qui verseront une cotisation annuelle qui ne pourra être inférieure à 5 francs.

Les adhésions se donneront par la signature apposée à la suite des statuts sur le registre de la société et sur les polices faites pour chaque adhérent. Si celui-ci ne sait pas signer, il fera sa déclaration à l'un des membres du bureau, en présence de deux témoins qui signeront pour lui.

Les adhésions sont reçues par les membres du bureau ; elles devront être adressées au moins huit jours avant chaque réunion semestrielle. Elles ne seront définitives qu'après l'approbation de l'Assemblée générale semestrielle. Les nouveaux membres ne seront considérés comme sociétaires qu'à partir du jour de la réunion semestrielle où leur demande aura été admise. Toutefois, pendant le premier semestre de la fondation de la société, les adhésions seront effectives à partir du jour de leur acceptation par le bureau.

Les adhérents s'engagent pour une année au moins. Ceux qui touchent une indemnité sont engagés pour trois années, à partir de la réception de l'indemnité, sauf le cas de décès, de départ éloigné ou de cessation de culture.

La démission d'un membre ne pourra être reçue qu'autant qu'il aura rempli toutes ses obligations vis-à-vis de la société et payé les cotisations de l'année en cours, quelle que soit la date de sa démission. Celle-ci devra être portée à la mairie sur

un registre spécial et signée par lui, contre récépissé si le sociétaire l'exige, au moins quinze jours avant la fin de l'année.

S'il est reconnu qu'un sociétaire ait laissé périr un animal faute de soins, ou qu'il ait cherché à corrompre les sociétaires estimateurs, dont il sera parlé ci-après, il sera exclu de l'association sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui et du droit pour la société de lui refuser le paiement de toute indemnité.

Pourront également être exclus ceux qui ne donneraient pas habituellement à leurs animaux les soins nécessaires. Les mêmes pénalités sont applicables aux sociétaires estimateurs qui n'auraient pas rempli consciencieusement leur mission.

L'exclusion sera prononcée par l'Assemblée Générale au scrutin secret sur la proposition du bureau.

Tout sociétaire, démissionnaire ou exclu, perd tous ses droits au fonds de réserve et ne peut exercer aucun recours contre la société.

Art 3. — Chaque sociétaire sera tenu de déclarer tous ses animaux de l'espèce bovine, âgés de plus de trois mois et tous ceux de l'espèce chevaline ou asine âgés de plus de six mois qui lui appartiennent dans la commune sans aucune exception. Trois membres nommés par le bureau fixeront la valeur de chaque étable. En cas de désaccord entre les trois commissaires, on prendra la moyenne de leurs estimations.

Chaque sociétaire recevra une police sur laquelle seront inscrits le nombre des animaux de chaque espèce et leur valeur. Ces mentions seront reportées sur le registre de la société.



Le sociétaire pourra vendre ses animaux et en acheter de nouveaux sans faire de déclaration tant que la valeur de son étable restera sensiblement la même.

En cas de diminution, il devra en faire la déclaration à la mairie, sur le registre spécial, la dater et la signer, au moins quinze jours avant la réunion semestrielle, sinon il continuera à payer la cotisation et les primes mutuelles sur le pied de la première estimation.

S'il augmente son bétail d'une ou plusieurs têtes, ou si son bétail augmente notablement de valeur, il devra également le déclarer sous peine de perdre tout droit à indemnité. Les déclarations d'augmentation devront être faites dans les mêmes conditions, au moins quinze jours avant chaque Assemblée générale. Les estimations et par suite les cotisations ne seront modifiées qu'à partir du commencement du semestre suivant. Toutefois le sociétaire qui augmente son bétail au cours d'un semestre et en faisant la déclaration pour une valeur approchée d'au moins un cinquième, y joint le supplément de cotisation qui lui incombe du chef de cette augmentation et pour tout le semestre en cours a droit à la garantie de la société. Cette garantie devient effective trente jours après, à compter du jour du paiement du supplément de cotisation. Tout sociétaire reste entièrement responsable des conséquences du manque de sincérité dans ses déclarations d'augmentation.

Cette augmentation sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale suivante, qui décidera s'il y a lieu de procéder à une nouvelle estimation.

Le Bureau pourra toujours ordonner une revision générale

ou partielle des estimations et imposer les suppléments de primes que ces opérations feraient ressortir.

Art. 4. — Dès qu'un associé a un animal malade, il doit, sous peine de perdre tout droit à indemnité, en informer trois sociétaires, ses plus proches voisins, qui estiment l'animal au cours du jour, aviser en même temps l'administrateur du quartier.

Si l'animal vient à périr, la constatation en est faite par les trois mêmes personnes et consignée dans un certificat signé par elles. Ce certificat est remis au siège de la Société, par le sinistré, dans les quarante-huit heures de l'événement.

Lorsque le sinistré conteste l'évaluation faite par les sociétaires estimateurs, le Président fait procéder à une nouvelle estimation par le bureau laquelle est sans recours.

La liquidation des pertes et le paiement des indemnités seront faits pour chaque semestre à l'Assemblée Générale qui suit.

Lorsque les réserves de la Société seront suffisantes pour parer à toute éventualité, le bureau pourra autoriser le trésorier à payer soit la moitié, soit la totalité du sinistre, aussitôt faites les constatations requises ci-dessus. Dans ce cas le paiement sera fait par un retrait de fonds des réserves.

Art. 5. — Dans le but d'intéresser les propriétaires à donner à leurs animaux tous les soins nécessaires, la Société ne paie aux sinistrés que les quatre cinquièmes (80 o/o) de la valeur de l'animal perdu pour l'espèce bovine et les sept dixièmes (70 o/o) pour l'espèce chevaline.

Il sera déduit de cette valeur le prix que le cultivateur aura

pu retirer des dépouilles : viande, peau, etc. Le cultivateur qui n'aura pas tiré parti des dépouilles au mieux des intérêts de la Société pourra voir son indemnité réduite proportionnellement par l'Assemblée Générale sur la proposition du bureau.

Dans le cas de grande mortalité, le paiement des quatre cinquièmes ou des sept dixièmes est subordonné aux ressources de la Société, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.

Aucune indemnité n'est accordée pour les pertes d'animaux possédés depuis moins de trente jours (*sauf le cas prévu art. 3*) par les sociétaires, ni pour ceux qui étaient malades au moment de l'entrée dans la Société.

La Société n'indemnise pas des pertes causées par :

1° Les accidents de force majeure, tels que guerre, écroulements de constructions, inondation ou incendie ;

2° Les opérations qui n'ont pas pour but la conservation de l'animal.

Toutefois, dans ces divers cas, l'Assemblée Générale pourra accorder des secours en rapport avec ses ressources.

La Société n'accorde aucune indemnité pour les sinistres qui seraient couverts par d'autres assurances, ou dont l'assuré aurait le droit de se faire dédommager autrement. Si l'indemnité obtenue n'est que partielle et notamment dans le cas d'abattage par mesure administrative et de remboursement d'une partie de la valeur de l'animal par l'Etat, la Caisse complète seulement l'indemnité jusqu'à concurrence de 80 o/o ou de 70 o/o.

Art. 6. — Les frais de vétérinaire, de médicaments et autres

dépenses occasionnées par la maladie des animaux restent à la charge du sinistré.

Chacun reste libre de faire soigner ses animaux par le vétérinaire de son choix.

L'abattage d'un animal ne peut être décidé que par un vétérinaire diplômé ; cependant en cas d'urgence, il peut être autorisé par les trois sociétaires qui ont estimé l'animal. Dans l'un ou l'autre cas il donne droit à l'indemnité.

Art. 7. — Chaque membre participant paiera à son entrée dans la Société un droit d'affiliation de 50 centimes pour frais de police, de registres et de bureau.

L'Assemblée Générale pourra, dans l'avenir, augmenter ou modifier ce droit d'affiliation pour les nouveaux sociétaires.

Chaque membre participant paiera, en outre, dans le premier mois de chaque année, une prime fixe, proportionnelle à la valeur de son étable, sur le pied de 20 centimes 0/0 de l'espèce bovine, de 30 centimes 0/0 pour les espèces chevaline et asine, et 40 centimes 0/0 pour l'espèce chevaline employée temporairement à d'autres travaux que ceux de l'exploitation agricole.

Les droits d'affiliation et la prime fixe, déduction faite des frais généraux de la Société, sont destinés à constituer un fonds de réserve qui sera versé à la Caisse d'épargne sur un livret au nom du Président.

A la fin de chaque semestre, le Bureau fait le contrôle des certificats de pertes et le compte des indemnités à payer aux sinistrés. Le jour de l'Assemblée Générale semestrielle ces pertes sont réglées au moyen d'une cotisation proportionnelle

au montant total des sinistrés. Cette cotisation proportionnelle ne pourra dépasser un maximum de 50 centimes 0/0 de la valeur de l'espèce bovine et de l'espèce chevaline, et cela pour chaque semestre.

Le calcul de cette cotisation proportionnelle se fait sur le cent 0/0 des pertes et les 20 0/0 ou 30 0/0 qui ne sont pas payés aux sinistrés sont versés au fonds de réserve.

Lorsqu'il survient des pertes dans la dernière quinzaine du semestre, le bureau peut les reporter à l'exercice du semestre suivant.

Art. 8. — Lorsque le montant des cotisations proportionnelles est insuffisant pour couvrir les pertes du semestre, le surplus est demandé :

1° Au fonds de réserve sans que cependant ce prélèvement puisse excéder un demi de ce fonds pour un semestre ;

2° A la caisse centrale s'il en existe une et que la Société y participe, ou à tout autre mode de réassurance que la Société aura contracté.

Dans le cas où les ressources précédentes seraient insuffisantes pour couvrir les pertes, les indemnités à payer aux sinistrés seraient réduites proportionnellement. Aux semestres suivants, si les ressources de la Société le permettent, l'Assemblée Générale peut compléter les indemnités aux sinistrés antérieurs, mais seulement jusqu'à concurrence du tant pour cent fixé ci-dessus.

Art. 9. — Tout sociétaire qui n'aura pas payé la cotisation principale dans le premier mois de l'année et les cotisations supplémentaires huit jours après l'Assemblée Générale, sera

poursuivi judiciairement par le Président, auquel il est donné tout pouvoir à cet égard.

Art. 10. — La Société ne répond pas des pertes consécutives à la castration, ou autres opérations analogues des espèces bovine et chevaline.

Toutefois le propriétaire qui désirerait se garantir contre ces risques, devra en faire à l'avance la déclaration à la mairie et acquitter également à l'avance une prime de 5 francs. Le propriétaire qui fait castrer un animal de l'espèce chevaline sans déclaration et sans payer la prime spéciale, n'a droit à aucune indemnité si l'animal vient à périr dans le mois qui suit la castration, à moins que le sociétaire établisse que la mort est due à des causes qui n'ont aucune relation avec la castration. Le Bureau aura tout pouvoir pour ordonner des vérifications à cet égard.

Art. 11. — Lorsque les fonds de réserve paraîtront suffisants, l'Assemblée Générale pourra réduire proportionnellement le taux des cotisations.

Art. 12. — Le fonds de réserve sera alimenté :

- 1° Par les ressources spécifiées à l'article 7 ;
- 2° Par les cotisations des membres honoraires ;
- 3° Par les subventions de l'Etat, du département ou des communes et les dons particuliers.

Les fonds seront placés par le Président, conformément à la décision du bureau, soit en livret de Caisse d'épargne, soit en valeurs garanties par l'Etat.

Le Président fera les versements et les retraits de fonds après



entente avec le bureau, sans avoir à présenter aucune autorisation.

Art 13. — La Société est administrée par un Bureau composé de : un Président, un Vice-Président, un Secrétaire-Trésorier et dix administrateurs.

Les membres du Bureau sont nommés pour quatre ans par l'Assemblée Générale ; leurs fonctions sont renouvelables. Les membres honoraires peuvent faire partie du bureau. Ces fonctions sont gratuites.

Le Président convoque le Bureau et est chargé de l'exécution de ses décisions, qui sont prises à la majorité des membres présents, quel qu'en soit le nombre. Il exerce les actions en justice.

Il présente chaque semestre un rapport à l'Assemblée Générale sur les opérations de la Société. En cas d'urgence, il convoque l'Assemblée Générale extraordinairement. Il peut déléguer ses pouvoirs à un Vice-Président.

Le Secrétaire-Trésorier tient les registres de la Société, rédige les procès-verbaux des réunions du Bureau et des Assemblées Générales, fait les convocations et la correspondance sur l'ordre du Président.

Il tient la comptabilité de la Société, encaisse les cotisations et les fonds de toutes sortes.

Ses états doivent être constamment à la disposition du Bureau.

Les membres du Bureau ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. — Il sera tenu chaque année deux Assemblées

Générales semestrielles dans les mois de janvier et juillet, où seront réglées les opérations de la Société comme il est dit précédemment. Les sociétaires seront informés des jours et heures de ces assemblées par lettres individuelles au moins huit jours avant la réunion.

Les décisions de l'Assemblée Générale seront valables quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 15. — La modification des statuts et la dissolution ne pourront être prononcées qu'à la majorité des deux tiers des membres de la Société.

En cas de dissolution, l'emploi des fonds de réserve sera réglé par l'Assemblée Générale qui prononcera cette dissolution et dans les mêmes formes. En aucun cas ce fonds de réserve ne pourra être partagé entre les membres de la Société.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1907 les membres participants étaient au nombre de 135; 442 têtes de race bovine étaient assurées pour 126.750 francs et 123 têtes de race chevaline pour 61.550 francs.

Les sinistres payés en 1906 ont été pour l'espèce bovine de 453 fr. 60, représentant trois animaux, et pour l'espèce chevaline de 1.450 francs, représentant trois animaux.

Le département du *Jura* (1) a une organisation

---

1. Enquête personnelle.

tout à fait analogue à celles qui fonctionnent dans le département de l'Isère : la Société pour l'amélioration de l'espèce bovine dans le Jura, dont le siège est à Lons-le-Saulnier. L'organisation, le fonctionnement, le but poursuivi, les moyens employés sont identiques.

Chaque année, un rapport d'ensemble est présenté par le président au conseil d'administration sur les opérations effectuées.

En 1905, cinquante-neuf animaux ont été achetés tant au concours de Berne que dans le département du Doubs puis cédés à perte. Le tableau ci-contre résume les opérations d'achat et de vente ainsi que l'état des frais et prix de revient des taureaux, génisses et veaux.

### Tableau résumant les opérations de la Société

| Fr.                                                                                                                   | Fr.    | Perte                      | Gain   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|----------------------------|--------|
| 4 taureaux achetés au marché-concours de Berne, le 1 <sup>er</sup> sept.<br>à la foire de septembre, à Montbéliard... | 2.285  | ont été vendus à Dôle..... | 2.170  |
| 4 — — — — —                                                                                                           | 1.500  | à Arbois.....              | 1.418  |
| 7 — — — — —                                                                                                           | 2.933  | à Lons-le-S.....           | 2.824  |
| 1 génisse — — — — —                                                                                                   | 2.112  | à St-Laurent..             | 1.959  |
| 7 taureaux — — — — —                                                                                                  | 335    | —                          | 350    |
| 6 — — — — —                                                                                                           | 2.505  | à Chaumergy..              | 3.035  |
| 1 génisse — — — — —                                                                                                   | 1.931  | à St-Claude....            | 1.970  |
| 5 taureaux — — — — —                                                                                                  | 370    | —                          | 360    |
| 1 génisse — — — — —                                                                                                   | 1.465  | à Orgelet.....             | 1.780  |
| 6 taureaux — — — — —                                                                                                  | 390    | —                          | 355    |
| 1 génisse — — — — —                                                                                                   | 1.943  | à Champagnole              | 1.810  |
| 3 taureaux — — — — —                                                                                                  | 361    | —                          | 41     |
| 5 — — — — —                                                                                                           | 1.025  | à St-Amour...              | 1.050  |
| 55 taureaux — — — — —                                                                                                 | 1.622  | à St-Julien....            | 1.156  |
| 4 génisses — — — — —                                                                                                  | 20.867 |                            | 20.917 |
| 59 animaux.                                                                                                           |        |                            | 784    |
|                                                                                                                       |        |                            | 834    |

25 veaux achetés au marché de Berne, le 7 février.

Différence en plus :  $20.917 - 20.867 = 50 \text{ fr.}$

Différence en plus : 3.146 — 2.830 = 316 fr.

*Etat des frais et prix de revient des taureaux et génisses*

| <i>Dépenses</i>                     |           | <i>Recettes</i>            |
|-------------------------------------|-----------|----------------------------|
| Achat de 59 ani-<br>maux.....       | 20.867 »  | Prix de vente ... 20.917 » |
| Frais d'achat....                   | 1.388 »   |                            |
| — de livrai-<br>son.....            | 405 95    |                            |
| — de trans-<br>port.....            | 577 20    |                            |
| — de vente...                       | 496 25    |                            |
| — de commis-<br>sion.....           | 745 »     |                            |
| — de douane.                        | 297 80    |                            |
| — du Com-<br>missaire<br>Priseur .. | 30 »      |                            |
| Total...                            | 24.807 20 |                            |
| Total des dépenses.....             | 24.807 20 |                            |
| Total des recettes.....             | 20.917 »  |                            |
| Différence en moins.....            | 3.890 20  |                            |

Le prix de revient d'un animal pour la Société est donc de :  
3.890 fr. 20 : 59 = 65 fr. 93

*Etat des frais et prix de revient des Veaux*

| <i>Dépenses</i>          |          | <i>Recettes</i>           |
|--------------------------|----------|---------------------------|
| Achat de 25 veaux.       | 2.830 »  | Prix de vente ... 3.146 » |
| Frais d'achat.....       | 208 95   |                           |
| — de livraison.          | 68 »     |                           |
| — de trans-<br>port..... | 92 50    |                           |
| — de vente....           | 39 40    |                           |
| — de douane ..           | 474 55   |                           |
| Total....                | 3.713 40 |                           |
| Total des dépenses.....  | 3.713 40 |                           |
| Total des recettes.....  | 3.146 »  |                           |
| Différence en moins..... | 567 40   |                           |

Le prix de revient d'un veau pour la Société est donc de :  
567 fr. 40 : 25 = 22 fr. 69

Les recettes et les dépenses de la Société se sont  
balancées cette même année comme suit :

| <i>Recettes</i>                                          |          | <i>Dépenses</i>                                                                         |          |
|----------------------------------------------------------|----------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Encaisse au mois<br>d'août 1904.....                     | 8.254 80 | Différence entre le<br>prix de revient<br>et le prix de<br>vente des tau-<br>reaux..... | 3.890 20 |
| Subvention de<br>l'Etat pour 1905.                       | 3.000 »  | Différence entre le<br>prix de revient<br>et le prix de<br>vente des veaux.             | 567 40   |
| Subvention du dé-<br>partement pour<br>1905.....         | 3.000 »  | Primes des con-<br>cours de 1904...                                                     | 3.674 15 |
| Subvention de la<br>Société hippique<br>pour 1905.....   | 3.000 »  | Frais des concours<br>de 1905.....                                                      | 245 40   |
| Intérêts au Comp-<br>toir d'Escompte<br>au 30 juin 1905. | 24 20    | Rétributions à<br>divers.....                                                           | 600 »    |
| Cotisations .....                                        | 378 »    | Indemnité au se-<br>crétaire chargé<br>des achats et des<br>ventes.....                 | 500 »    |
| Total.....                                               | 17.657 » | Gratifications à<br>divers.....                                                         | 100 »    |
|                                                          |          | Indemnité de<br>voyage.....                                                             | 100 »    |
|                                                          |          | Correspondance et<br>divers.....                                                        | 108 35   |
|                                                          |          | Publicité.....                                                                          | 320 »    |
|                                                          |          | Total.....                                                                              | 9.505 50 |

*Balance*

|                            |          |
|----------------------------|----------|
| Recettes.....              | 17.657 » |
| Dépenses.....              | 9.505 50 |
| En caisse en août 1905.... | 8.151 50 |



En 1906, les achats et les ventes de la Société se sont ainsi répartis :

|                                                             |                                   | Fr.     | Perte | Gain |
|-------------------------------------------------------------|-----------------------------------|---------|-------|------|
| 5 Taureaux achetés au marché-concours de Berne, le 31 août. | 3. 135 ont été vendus à Dôle..... | 2. 861  | 274   | »    |
| 6 — — — à la foire de septembre, à Montbéliard..            | 2. 148 — — — à Lons-le-S....      | 2. 218  | »     | 70   |
| 6 — — — à la foire de décembre, à Maiche.....               | 1. 945 — — — à Poligny.....       | 2. 193  | »     | 248  |
| 4 — — — en février, à Berne...                              | 2. 516 — — — Salins.....          | 2. 125  | 391   | »    |
| 5 — — — à la foire de février, à Montbéliard.....           | 1. 677 — — — Chaumergy...         | 1. 890  | »     | 213  |
| 5 — — — — — .....                                           | 1. 675 — — — Orgelet.....         | 1. 613  | 62    | »    |
| 2 — — — en avril, au Russey.....                            | 622 — — — St-Claude.....          | 635     | »     | 13   |
| 1 génisse — — — .....                                       | 361 — — — — — .....               | 300     | 61    | »    |
| 3 taureaux — — — .....                                      | 1. 051 — — — Chaux-des-Crot.      | 1. 045  | 6     | »    |
| 1 génisse — — — .....                                       | 341 — — — — — .....               | 325     | 16    | »    |
| 2 taureaux — — — .....                                      | 625 — — — Champagnole..           | 500     | 125   | »    |
| 38 taureaux.                                                | 16. 096                           | 15. 705 | 935   | 544  |
| 2 génisses.                                                 |                                   |         |       |      |
| 40 animaux.                                                 |                                   |         |       |      |

Différence en moins : 16. 096 — 15. 705 = 391 fr.

|                                                      |                                   |        |   |     |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------|---|-----|
| 20 veaux achetés en février, au marché de Berne..... | 1. 710 ont été vendus à Dôle..... | 2. 208 | » | 498 |
| 20 — — — — — .....                                   | 1. 919 — — — à Lons-le-S.....     | 1. 935 | » | 16  |
| 40 — — — — — .....                                   | 3. 629                            | 4. 143 |   | 514 |

Différence en plus : 4. 143 — 3. 629 = 514 fr.

Depuis quelques années, de grands efforts ont été faits dans le département du *Lot-et-Garonne* (1) et les départements limitrophes pour l'amélioration de la race bovine garonnaise.

Jusqu'en 1895 les sacrifices faits par le département du Lot-et-Garonne, et représentés par l'inscription au budget du département d'une somme de 12.000 francs à distribuer chaque année en primes de concours n'avaient pas donné de grands résultats.

En 1895, le conseil général de ce département a changé son système et a décidé de mettre à la disposition d'une commission d'hommes compétents une somme de 15.000 francs pour faire, jusqu'à épuisement total des crédits, dans les meilleures étables, l'acquisition de taureaux de choix destinés à être revendus aux enchères publiques (2). Les éleveurs ont vite compris l'intérêt qu'ils avaient à produire des animaux conformes au type perfectionné qu'on leur proposait ; en grand nombre, ils sont entrés dans la voie de la sélection et sont parvenus à améliorer d'une façon très sensible la race garonnaise.

La Commission des taureaux départementaux est

---

1. Enquête personnelle.

2. Voir à ce sujet l'enquête de M. de Lapparent, inspecteur général de l'agriculture. *Annales du ministère de l'Agriculture*. Direction de l'Agriculture, juin 1902.

composée de deux conseillers généraux, d'un délégué du Préfet, d'un éleveur, du vétérinaire départemental et du professeur d'agriculture. Cette commission fait ses achats tous les mois à la foire de Sainte-Bazille et, en mai et en septembre, aux concours de Meilhan et Marmande. Le prix d'achat est le prix courant, avec une plus-value allant jusqu'à 100 francs si l'animal présente de grandes qualités. Le vendeur s'engage à conserver les animaux ainsi achetés pendant le délai de vingt-quatre jours au plus. Lorsque le jour et le lieu de la revente sont décidés, le vendeur est avisé par la Préfecture et il doit se mettre en mesure de faire arriver l'animal au jour et à l'heure indiqués dans la localité désignée qui est toujours celle où un propriétaire a fait une demande de taureau. Ce propriétaire est tenu de le faire prendre à la gare la plus proche de la commune où doit se faire l'adjudication et de le conduire pour le présenter à la vente publique. Les frais du transport sont payés sur le crédit départemental.

Lorsque le taureau est adjudgé à un autre éleveur que celui qui l'avait demandé, ce dernier reçoit une indemnité pour le dérangement que la Commission lui a ainsi imposé.

L'adjudication a lieu dans la salle de la mairie à l'extinction des feux. Les enchères sont de 5 francs. S'il n'y a pas eu enchère, le taureau est mis en fourrière chez un propriétaire de la localité, à raison de 2 fr.

par jour, jusqu'à une nouvelle adjudication dans une autre localité.

La Commission spéciale d'adjudication se compose du conseiller général du canton, du maire de la commune et du professeur départemental d'agriculture représentant la commission départementale.

La mise à prix est fixée au tiers du prix d'achat. Les frais d'adjudication, qui sont payés immédiatement par l'adjudicataire, se composent : 1<sup>o</sup> d'un droit fixe de timbre de 2 fr. 40 ; 2<sup>o</sup> d'un droit proportionnel de 2 fr. 50 o/o. Le prix du taureau est payé au percepteur.

Indépendamment de ces adjudications, la Commission est autorisée à approuver des taureaux. Les propriétaires des taureaux approuvés sont soumis aux mêmes obligations que ceux des taureaux achetés en adjudication.

Lorsqu'un taureau a achevé son année de monte réglementaire et qu'il est encore en état de faire un bon service, son propriétaire est autorisé à le garder dans les mêmes conditions qu'avant l'expiration du délai et il reçoit une prime mensuelle de 12 fr. Si le taureau a une grande valeur comme reproducteur, cette prime peut être majorée par la Commission.

Le 12 juin 1898, le préfet du Lot-et-Garonne, M. Bonnefoy-Sibour, prit l'initiative de dresser le

Herd-Book de la race bovine garonnaise (1), comme complément à l'œuvre des taureaux départementaux. Il adressa dans ce but au Conseil général un rapport dans lequel il résumait les avantages qui lui semblaient devoir résulter de cette création.

Cette institution, disait-il dans ce rapport permettra :

1° De mettre sur le même pied que les autres races (Herd-Book limousin, normand, flamand, charollais, bazadais gascon, lourdaïs, Saint-Gironnais, d'Aubrac, de Parthenay, de Salers et La Guadeloupe même a son Herd-Book ; la grande race garonnaise qui, à peu près seule, en est encore dépourvue) ;

2° D'améliorer la race garonnaise par elle-même, par la sélection sévère et prolongée des reproducteurs mâles et femelles ;

3° D'assurer la pureté et la fixité de la race en sélectionnant les produits des reproducteurs inscrits et en n'admettant au *Livre généalogique* que leurs descendants soigneusement confirmés ;

4° De soustraire à la boucherie, par la plus-value immédiate que leur confère leur inscription au *Livre généalogique*, les beaux sujets mâles et femelles qui seraient perdus pour la reproduction et remplacés par des producteurs de qualité inférieure qui amèneraient fatalement le déclin de la race. L'inscription au Herd-Book est le seul moyen d'arracher l'élite des taureaux et des génisses au couteau. Par le seul fait de son inscription au

---

1. Le Herd-Book est commun aux trois départements du Lot-et-Garonne, de la Gironde et du Tarn-et-Garonne.

*Livre généalogique*, une génisse, un taureau muni de sa *carte* acquiert une valeur qui le met au-dessus du cours que peut pratiquer la boucherie ;

5° D'attirer sur la race garonnaise la bienveillance du gouvernement de la République qui s'impose, pour encourager la création et assurer le maintien des *Herd-Book*, des sacrifices considérables auxquels toutes les races françaises ont part, excepté la nôtre.

Les sacrifices habituellement consentis par le pouvoir central pour toute race qui, en instituant son *Herd-Book*, entre sérieusement dans le voie des sûres améliorations, viendront s'ajouter aux sacrifices que s'impose déjà le département, et la race garonnaise aura ainsi, comme toutes les autres races, sa part légitime des subventions que l'Etat accorde aux diverses races françaises ;

6° D'attirer, en donnant une plus-value immédiate à nos animaux de race pure, l'acheteur étranger dans nos centres d'élevage, dans nos étables et sur nos marchés ; de rendre les ventes faciles et avantageuses, de favoriser la vente à la boucherie des animaux de second ordre, et d'accroître ainsi l'aisance de nos éleveurs et la fortune publique, qui n'est, après tout, que la somme des fortunes privées ;

7° D'amener l'éleveur à prendre un souci plus intelligent des accouplements qu'il cessera d'abandonner au hasard et qu'il réglera en vue d'obtenir des produits de plus en plus améliorés, faciles à la vente et payés à des prix plus rémunérateurs. Il faut noter, en effet, qu'il n'en coûte pas plus d'élever un animal bien conformé qu'une bête mal construite et qu'à prix de re-



vient égal, l'animal de qualité donne un bénéfice net bien plus considérable qu'une bête mal venue et de qualité médiocre ;

8° D'éviter les mauvais effets de la consanguinité, qui affaiblit les familles des animaux comme elle amène la dégénérescence et la décrépitude des familles humaines.

Dès que les animaux des divers centres d'élevage acquièrent par leur inscription au Herd-Book, une garantie de la pureté de leur race, les ventes et les échanges s'établissent facilement entre éleveurs de régions différentes et en toute sécurité. Dans ces conditions, l'éleveur n'hésitera pas à se procurer, même au loin, des taureaux de race pure qui, par le seul fait de leur inscription, lui donnent toute garantie au point de vue de la pureté du sang et il cessera de s'adresser à ses propres taureaux ou aux taureaux des étables voisines non classés. Il consentira des déplacements qu'il ne consent pas aujourd'hui, et par là saura éviter les effets d'accouplements trop rapprochés.

Le croisement est un élément incontestable de santé, de vitalité et d'énergie. L'institution du Herd-Book crée une circulation de reproducteurs inscrits qui amène des croisements entre sujets appartenant à des variétés différentes de la même famille et les mauvais effets de la consanguinité sont ainsi conjurés ;

9° De créer entre éleveurs, en vue de l'amélioration de leurs étables, une émulation qui tourne promptement au profit de l'amélioration générale de la race ;

10° D'éliminer peu à peu de la race les sujets inférieurs chez lesquels l'impureté du sang se traduit par des caractères qui sont l'indice d'un sang étranger — et, par suite, de recons-

tituer la race garonnaise avec toutes les qualités de taille et de conformation qu'elle possédait autrefois, avant que les facilités de la moderne circulation eussent altéré sa pureté par de trop nombreux métissages.

Le conseil général du Lot-et-Garonne vota la création du Herd-Book proposé et inscrivit dans son budget une allocation annuelle de 4.000 francs. Les statuts adoptés sont les mêmes que ceux du Herd-Book normand.

La race flamande occupe la seconde place dans la population bovine de France. Le nombre des têtes est de 650.000, déduction faite des veaux et aussi des vaches entretenues par des laitiers nourrisseurs dans le voisinage des grandes villes (1).

L'Etat a contribué à l'amélioration de la race bovine flamande en instituant des concours annuels spéciaux qui se tiennent dans le département du Nord et en favorisant le développement et l'importance des comices.

Le comice de Bergues (2) a fondé un livre généa-

---

1. Voir à ce sujet l'enquête de M. de Lapparent, inspecteur général de l'agriculture. *Annales du ministère de l'Agriculture*. Direction de l'Agriculture, juin 1902.

2. Enquête personnelle.

logique où les inscriptions, peu nombreuses au début, se sont promptement multipliées surtout dans le département du Nord. Ce comice qui a poursuivi comme but l'uniformisation de la nuance de la robe des animaux flamands, a réussi à supprimer par sélection les taches blanches qui se rencontrent maintenant de plus en plus rarement chez les élèves de ce Herd-Book.

Les statuts de ce Herd-Book sont calqués sur ceux du Herd-Book normand que nous avons cités plus haut *in-extenso*. Le Herd-Book flamand est administré par une commission. Le président de la commission est le président du comice agricole de Bergues.

Le comice agricole de Bergues inscrit chaque année à son budget une somme assez forte destinée à l'entretien de ce Herd-Book. Le conseil général du Nord accorde en subvention annuelle la somme de 500 francs, la Société des Agriculteurs du Nord, 300 francs, le ministère de l'Agriculture 1.000 francs.

Chaque année, lors de la foire des Rameaux, le Herd-Book organise à Bergues un concours d'animaux reproducteurs de l'espèce bovine de la race flamande pure.

En 1900, quelques modifications ont été apportées aux statuts du Herd-Book. Le nombre des administrateurs qui était de dix a été doublé. Le délai de trois ans à partir du 1<sup>er</sup> avril 1887, pendant lequel

devait rester ouvert le délai d'inscription d'origine des animaux, a été prorogé de trois ans. Le droit d'inscription au Herd-Book qui était pour les produits des accouplements de 5 francs a été abaissé à 1 franc.

Les propriétaires des taureaux délivrent aux propriétaires des vaches des certificats de saillies et en envoient le double au secrétaire de la commission du Herd-Book. Les déclarations de naissances sont faites par les propriétaires de vaches sur un bulletin qui est transmis au Herd-Book. Avec ces deux documents, le secrétaire du Herd-Book peut tenir le registre généalogique de chaque animal.

Le département de la Nièvre (1) a depuis longtemps une Société départementale d'agriculture. D'après ses statuts remaniés le 8 août 1903, elle a pour but de seconder dans le département le développement des progrès de l'agriculture sous les formes les plus diverses. Elle a créé et elle subventionne une Union des syndicats agricoles du département, afin de venir en aide, pour le remboursement des sinistres, aux syndicats communaux ou cantonaux qui ont ouvert un compte de prévoyance contre la mortalité du bétail. Elle subventionne le Herd-Book de

---

1. Enquête personnelle.

**SOUCHE à garder par le**  
*propriétaire du taureau.*

Taureau \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 La vache \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 qui appartient à M \_\_\_\_\_  
 commune d \_\_\_\_\_  
 arrondissement d \_\_\_\_\_  
 département d \_\_\_\_\_  
 a été saillie le \_\_\_\_\_  
 par le taureau ci-dessus dé-  
 nommé.

**HERD-BOOK FLAMAND**

**CERTIFICAT à délivrer au pro-**  
*priétaire de la vache.*

Le taureau nommé \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 appartenant à M \_\_\_\_\_  
 a sailli aujourd'hui \_\_\_\_\_  
 la vache nommée \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 qui appartient à M \_\_\_\_\_  
 commune d \_\_\_\_\_  
 arrondissement d \_\_\_\_\_  
 département d \_\_\_\_\_  
 A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_  
 Je soussigné \_\_\_\_\_ propriétaire  
 du taureau nommé \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 certifie sur l'honneur l'exactitude  
 de la présente saillie.

*Signature :*

NOTA. — Dans le cas où la vache  
 n'ayant pas retenu est représentée au  
 taureau, indiquer dans le certificat qu'il  
 annule celui précédemment délivré.

**HERD-BOOK FLAMAND**

**CERTIFICAT à adresser dans la**  
*huitaine au Secrétaire de la Com-*  
*mission du Herd-Book à Dun-*  
*kerque, rue de l'Abattoir, 64.*

Le taureau nommé \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 appartenant à M \_\_\_\_\_  
 a sailli aujourd'hui \_\_\_\_\_  
 la vache nommée \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 qui appartient à M \_\_\_\_\_  
 commune d \_\_\_\_\_  
 arrondissement d \_\_\_\_\_  
 département d \_\_\_\_\_  
 A \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190 \_\_\_\_\_  
 Je soussigné \_\_\_\_\_ propriétaire  
 du taureau nommé \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
 certifie sur l'honneur l'exactitude  
 de la présente saillie.

*Signature :*

NOTA. — Dans le cas où la vache  
 n'ayant pas retenu est représentée au  
 taureau, indiquer dans le certificat qu'il  
 annule celui précédemment délivré.

**SOUCHE**

à garder par le propriétaire de la vache

La vache nommée \_\_\_\_\_  
inscrite sous le N° \_\_\_\_\_  
appartenant à \_\_\_\_\_  
demeurant à \_\_\_\_\_  
commune de \_\_\_\_\_  
arrondissement de \_\_\_\_\_  
département de \_\_\_\_\_  
et saillie par le taureau nommé \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_  
suivant certificat délivré le \_\_\_\_\_

a mis bas le \_\_\_\_\_  
un veau (1) \_\_\_\_\_  
Signalement : \_\_\_\_\_  
Robe : \_\_\_\_\_  
Tête : \_\_\_\_\_  
Signes particuliers : \_\_\_\_\_  
Nom de l'animal : \_\_\_\_\_

1. Mâle ou femelle.

**DÉCLARATION DE NAISSANCE**

à adresser dans la huitaine au Secrétaire du Herd-Book  
rue de l'Abattoir, 64, à Dunkerque.

Cette déclaration doit être accompagnée d'une somme de 5 francs montant  
du droit d'inscription (Article 22 des Statuts).

La vache flamande nommée \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
appartenant à \_\_\_\_\_  
demeurant à \_\_\_\_\_  
arrondissement de \_\_\_\_\_  
département de \_\_\_\_\_ et saillie \_\_\_\_\_ N° \_\_\_\_\_  
par le taureau nommé \_\_\_\_\_  
suivant certificat délivré le \_\_\_\_\_  
a mis bas le \_\_\_\_\_ 190\_\_\_\_\_ un veau, (1)

**SIGNALEMENT**

Robe : \_\_\_\_\_  
tête : \_\_\_\_\_  
Signes particuliers : \_\_\_\_\_  
Nom de l'animal : \_\_\_\_\_

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_ 190\_\_\_\_\_,  
Le soussigné \_\_\_\_\_ certifie sur l'honneur  
l'exactitude de la présente déclaration.

Signature : \_\_\_\_\_

1. Mâle ou femelle.



la race bovine nivernaise-charolaise fondé à Nevers sur son initiative et sous son patronage. Elle subventionne également le Stud-Book de la race nivernaise de trait, créé par elle en 1880 et formant la section nivernaise du Stud-Book des chevaux de trait français placé sous le patronage de la Société des Agriculteurs de France. Elle organise chaque année un concours très important et très suivi, un concours général d'animaux gras et d'animaux reproducteurs mâles.

En 1885, un syndicat a été créé entre les membres de la Société départementale d'Agriculture qui en font partie de droit sans cotisation supplémentaire. Ce syndicat reçoit aussi les agriculteurs étrangers à la société, mais sur présentation des deux membres de ladite société et moyennant un versement de 2 francs lors de l'admission.

Ce syndicat a plus spécialement pour objet :

1° De servir d'intermédiaire pour la vente et pour l'acquisition d'engrais, de semences, d'instruments, d'animaux et de toutes matières premières ou fabriquées utiles à l'agriculture, de manière à faire profiter ses membres des remises qu'il obtiendra :

2° De surveiller les livraisons faites aux membres du Syndicat ou effectuées par eux, pour en assurer la loyauté et réprimer les fraudes ;

Et les principes de l'union des terres de culture, d'égards, de solidarité et d'entraide personnelle et de une autre mesure propre à faciliter le travail, évitant les pertes de temps et augmentant la production.

Les associations se composent d'une somme de 100 cotisations, par les fournisseurs et dans les produits arrivés à couvrir annuellement les diverses braches de son activité.

Le syndicat n'a jamais pris un grand développement. Les agriculteurs, soustraits à certains des cotisations au prix de la culture, n'ont pas pu se libérer d'une somme d'argent pour se consacrer à son intervention. Son action n'en est pas moins certaine, puisque sa création a eu pour résultat de limiter les prix du commerce et de réprimer les fraudes des fournisseurs de produits agricoles.

En ce qui concerne l'élevage, il est intéressant de relever que le Syndicat des Agriculteurs de la Nièvre a fourni à ses adhérents 1.000 kilogrammes de fourrage pour l'alimentation du bétail.

Le département de la Nièvre possède d'autre part ses groupements de fondation pour secours, qui s'occupent d'une façon plus spéciale aux intérêts de l'élevage.

Le Syndicat des Eleveurs nierrais, créé le 10 sep-

tembre 1904 par M. Bardin, vice-président de la Société des Agriculteurs de France, a pour but d'assurer par tous les moyens possibles l'extension de la race bovine nivernaise et des chevaux de trait à robe noire.

Les statuts sont les suivants :

Il est créé, entre les personnes qui adhéreront aux présents statuts, un Syndicat qui sera régi par la loi des 21 et 22 mars 1884 et par les dispositions ci-après.

Cette association prend le titre de *Syndicat des Eleveurs Nivernais* ; son siège est à Nevers.

Tous les éleveurs de la Nièvre sont admis à en faire partie.

Chaque syndiqué sera tenu de payer une cotisation annuelle de 10 francs destinée à couvrir les *frais généraux* du Syndicat. Cette cotisation sera exigible le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année et due pour l'année entière, quelle que soit l'époque à laquelle le syndiqué a été admis ou s'est retiré.

Le Syndicat est fondé dans le but d'encourager l'amélioration de l'élevage et de favoriser l'expansion de la race bovine nivernaise et des chevaux de trait à robe noire, notamment en continuant le concours d'animaux reproducteurs de la saison d'automne, à Nevers, et en le complétant par des exhibitions : 1<sup>o</sup> de bœufs de trait ; 2<sup>o</sup> de juments, pouliches et poulains de trait.

Le Syndicat est administré par un conseil de neuf membres, pris parmi les éleveurs, et dont le bureau est com-

posé d'un président, d'un secrétaire, d'un trésorier et de six assesseurs. Le trésorier et le secrétaire peuvent être choisis en dehors des éleveurs.

Les membres du bureau et du conseil sont élus pour six ans, à la majorité des suffrages exprimés, et indéfiniment rééligibles.

Pour être admis à faire partie du Syndicat, il faut être présenté par deux membres et être accepté par le bureau.

Le conseil est chargé de l'administration du Syndicat.

Il fait les règlements intérieurs, dresse le budget, fixe la date du concours, ainsi que les dépenses, recouvre les cotisations, accepte les dons, legs, subventions, représente le Syndicat en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Le Syndicat peut avoir autant de réunions générales qu'il sera nécessaire pour son fonctionnement. Les membres seront convoqués par le président, qui dirige les discussions. Sa voix est prépondérante en cas de partage.

Les présents statuts peuvent être modifiés en Assemblée générale, soit sur la convocation du président, soit sur une demande adressée au président par le quart des membres inscrits.

L'élection des membres du conseil et du bureau aura lieu à une réunion générale avant l'expiration du mandat des membres en exercice.

Chaque année il y aura au moins une réunion du conseil, dans laquelle, la situation financière établie, les conditions de l'exposition annuelle seront réglées et le programme rédigé.

Un procès-verbal des séances sera rédigé ; il indiquera le nombre des membres présents et les résolutions régulièrement votées. Ces décisions obligent tous les syndiqués, même ceux absents.

Toute discussion politique ou religieuse est formellement interdite dans les réunions, sous peine d'exclusion.

En cas de dissolution du Syndicat, l'Assemblée générale décidera de l'emploi des fonds en caisse.

Le seul moyen d'action dont dispose ce syndicat semble se borner à l'organisation d'un concours annuel d'animaux reproducteurs. Chaque année, en effet, depuis sa fondation, un concours de cette nature a lieu à Nevers sur son initiative. Le ministère de l'Agriculture, le conseil général de la Nièvre, la ville de Nevers lui allouent des subventions.

Le département de la Nièvre possède enfin un autre syndicat d'élevage : le Syndicat des Eleveurs du canton de Saint-Pierre-le-Moûtier. Fondé vers la même époque que le précédent, avec des statuts presque identiques dans le but d'améliorer la race bovine nivernaise-charolaise, ce syndicat, qui n'a pas, depuis sa création, réussi à organiser les concours annuels prévus par ses règlements, ne semble pas avoir donné de brillants résultats.

Le département du Pas-de-Calais (1) possède plusieurs institutions curieuses d'assurances mutuelles.

Toutes ces caisses ont sensiblement le même règlement. Quelques-unes sont réassurées. Nous citerons l'exemple de la Caisse d'assurance mutuelle des communes d'Azincourt, Baléacourt, Maisoncelle, Tramecourt.

Fondée dès 1902, selon les prescriptions de la loi du 21 mars 1884 et de celle du 4 juillet 1900, elle s'est affiliée pour la réassurance depuis 1906 aux caisses mutuelles de l'arrondissement de Saint-Pol.

Ses nouveaux statuts qui sont, communs du reste à toutes ces caisses, sont les suivants :

Article premier. — *Sous les auspices et conformément aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 et de celle du 4 juillet 1900*, les cultivateurs de la commune d'Azincourt, Baléacourt, Maisoncelle, Tramecourt qui adhèrent aux présents statuts, créent une Caisse mutuelle d'assurances contre la mortalité du bétail.

Art. 2. — Son siège est à Maisoncelle.

Art. 3. — *La caisse a pour but* d'assurer ses membres contre la perte de leurs animaux des espèces *chevaline, bovine, asine et mulassière*, soient qu'ils meurent d'une maladie quelconque ou d'un accident, ou bien que leur abattage ait été

---

1. Enquête personnelle.



ordonné conformément aux prescriptions de la police sanitaire sur le bétail.

Art. 4. — *Elle commencera à fonctionner le jour du dépôt des statuts et sa durée est illimitée.*

Art. 5. — *Tous les membres* de la commune pourront en faire partie, à l'exception de ceux faisant un commerce d'animaux.

Elle pourra admettre les *habitants des communes limitrophes*, après décision prise en Assemblée générale.

Art. 6. — *L'admission* de tout membre sera prononcée par la Commission administrative.

Cette admission ne sera *définitive qu'après le versement de la cotisation*, et elle ne pourra l'être qu'autant qu'il n'y aura pas, dans la ferme du postulant, d'animaux atteints de maladie épi-zootique ou contagieuse.

Des admissions pourront avoir lieu en tout temps et le postulant devra faire une demande verbale ou écrite au président.

Art. 7. — La Caisse se réserve pour l'avenir la faculté d'imposer un *droit d'entrée, fixe* en Assemblée générale, à tous les nouveaux sociétaires.

Art. 8. — La Caisse communale pourra s'affilier à la Caisse de réassurance de l'arrondissement de Saint-Pol, en se conformant aux statuts de cette dernière.

Art. 9. — *L'exclusion* pour fausses déclarations, retards de paiement, dérogation aux statuts, tromperie, corruption, etc., est prononcée en premier ressort par la Commission administrative et en appel par l'Assemblée générale.

Art. 10. — Toutes les *primes versées* par les sociétaires

exclus et par les sociétaires se retirant volontairement *sont acquises à la Caisse.*

Art. 11. — Les membres de la Caisse prennent part à l'Assemblée générale *avec voix délibérative* et nomment la Commission administrative.

Art. 12. — *L'administration* de la Caisse et ses ressources sont confiées à une Commission composée de quatre membres au moins, élus au scrutin secret par l'Assemblée générale, renouvelable chaque année par quart.

Ces membres sont toujours rééligibles.

*Le sort* désignera celui ou ceux qui devront, par exception, être soumise à la réélection la première année.

*En cas de décès ou de démission* de l'un des membres, il sera pourvu à son remplacement à la première Assemblée générale.

Tout membre élu en remplacement d'un décédé ou d'un démissionnaire sera soumis à la réélection à l'époque où l'eût été celui qu'il remplace.

Toute élection se fera à la *majorité absolue*, et au second tour, à la majorité relative. En cas d'égalité de voix, le bénéfice de l'âge est invoqué.

Les membres ne contractent aucun engagement personnel ou solidaire en raison de leur gestion. *Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.*

La Commission comprendra un président, un vice-président, un trésorier, un secrétaire-comptable.

Art. 13. — La Commission se réunit *obligatoirement* tous

les trois mois, et, si besoin est, plus souvent, sur la convocation du président.

*Les décisions sont prises à la majorité.*

*La Commission accepte ou refuse les risques qui lui sont soumis. En cas de refus, elle n'est pas obligée de motiver son avis.*

Elle se renseigne sur l'état général des animaux assurés, leur hygiène, les soins qui leur sont donnés, la salubrité des étables ; elle a toujours et en tout temps, d'office, soit sur avis, soit sur plainte, le droit de faire visiter, et par qui bon lui semblera, les animaux des assurés ; elle vérifie l'inscription, délivre le certificat établissant le paiement de la cotisation et fixe la date réelle de la garantie ; elle peut ordonner certaines mesures hygiéniques pour assainir les étables, et le sociétaire sera tenu de s'y conformer sous peine d'exclusion.

Elle signe les avenants et tient un registre d'inscription de tous les animaux soumis aux opérations de la caisse ; elle procède à l'évaluation des sinistres et dresse les procès-verbaux de mort.

*Dans ce dernier cas, elle peut s'adjoindre un vétérinaire diplômé.*

Art. 14. — *Lorsque deux cas au moins de charbon ou de toute autre maladie contagieuse pour laquelle un vaccin est connu, se seront déclarés dans la circonscription de la société, la Commission pourra exiger que les animaux soient vaccinés afin d'enrayer le développement de la maladie. Le refus de laisser vacciner entraînera déchéance du droit de secours pour les sinistres dus à l'épizootie.*

Art. 15. — *Le président signe la correspondance impor-*

tante, surveille les livres du secrétaire-comptable, préside les Assemblées générales et les réunions de la Commission.

Art. 16. — Le *vice-président* remplace le président dans toutes ses fonctions lorsque celui-ci est malade ou empêché.

Art. 17. — Le *trésorier* encaissera le numéraire, d'où qu'il vienne, et le déposera sous huit jours à la Caisse d'épargne, au nom de la Caisse communale.

Il ne pourra retirer tout ou partie de ces fonds que muni d'une autorisation signée du président.

Il paiera les indemnités sur la présentation d'un bon signé du président.

Art. 18. — Le *secrétaire-comptable* a la garde des pièces comptables, des titres de la société.

Il tient la comptabilité par comptes mensuels, inventaire trimestriel et bilan annuel.

Il est tenu de percevoir les cotisations, de dresser tous les états nécessaires, de pourvoir à la correspondance administrative, de faire tous les ans, à la fin de l'exercice, un rapport sur la situation morale et financière de la Caisse, de consigner toutes les réclamations et les déclarations de maladie ou d'accident sur des registres *ad hoc*.

Art. 19. — *Tous les adhérents sont convoqués en Assemblée générale* au moins une fois chaque année, au mois de février. Ils pourront être convoqués en réunion extraordinaire par le président et sur l'avis de la majorité des membres de la Commission administrative aussi souvent qu'il sera nécessaire.

*La convocation a lieu par lettre individuelle adressée au moins cinq jours avant la réunion.*

*L'Assemblée délibère valablement à la majorité des sociétaires présents, et ses délibérations feront loi quel que soit le nombre des membres présents.*

*En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante. Les membres personnellement intéressés dans une discussion ne pourront prendre part au vote.*

*L'Assemblée générale statuera sans débat et au scrutin secret sur le refus d'admission opposé à un postulant par la Commission administrative.*

*Elle se prononce en appel sur les contestations relatives aux déclarations et au règlement des sinistres, sur le cas d'exclusion des sociétaires, enfin, elle statuera sur les cas « D'ESPÈCE » non prévus dans les statuts, et ses décisions seront irrévocables.*

*Le scrutin secret est toujours de rigueur.*

Art. 20. — Chaque sociétaire *est libre* de n'assurer que l'espèce d'animaux qui lui convient, mais pour chacune de ces espèces il est obligé d'assurer :

1° *Tous* ses chevaux ou juments, sauf les animaux de moins de six mois et de plus de quinze ans ;

2° *Tous* ses bovins, sauf les animaux de moins de six mois et de plus de dix ans ;

3° *Tous* ses ânes, sauf les animaux de moins de un an et de plus de vingt ans ;

4° *Tous* ses mulets, sauf les animaux de moins de un an et de plus de vingt ans.

*Toutefois, les animaux pourront rester assurés après les limites fixées ci-dessus si, en raison de leur bonne conservation,*

la Commission *croit pouvoir* les accepter pour leur valeur réelle.

Dans sa déclaration, le postulant désignera *les animaux qu'il ne désire pas assurer*. Il indiquera les motifs de cette exception (cause de vente prochaine, trafic répété, maladie, etc.).

*La Commission appréciera les raisons invoquées, et si elles ne lui paraissent pas suffisantes, elle sera libre de refuser les autres animaux désignés comme devant participer au bénéfice de l'assurance.*

Art. 21. — L'assurance sera *facultative* pour les poulains de six à dix-huit mois, et *obligatoire* à partir de ce dernier âge.

Elle sera également *facultative* pour les veaux et génisses de six à douze mois, et *obligatoire* ensuite,

Art. 22. — *Sont exclus du bénéfice de l'assurance* : 1° les animaux appartenant à des *marchands de bestiaux* ; 2° ceux qui, quoiqu'en appartenant pas à des *marchands de bestiaux*, seraient l'objet d'un *trafic journalier* ; 3° ceux qui ne seraient pas acceptés par la Commission administrative ; 4° les animaux *déjà assurés* à une autre Société d'assurances, sauf pour les cas exclus par les présents statuts.

Art. 23. — La Caisse *ne garantit pas les sinistres* résultant des causes suivantes : guerre, émeute, incendie, inondation, explosion, vol, écroulement de bâtiments, transport en chemin de fer ou en voiture, la morve ou le farcin survenant dans les soixante jours de la date du versement de la prime, les mauvais traitements, le défaut de soins et de nourriture, les excès de travail et autres sinistres imputables à des fautes graves du sociétaire ou de son personnel.



Art. 24. — *Aucune indemnité* n'est due pour les *sinistres couverts* par des assurances spéciales ou dont le sinistré aurait le droit de se faire dédommager autrement, telle que l'action en responsabilité contre l'auteur responsable de l'accident. Toutefois, si l'indemnité obtenue *n'est que partielle*, la Caisse complètera l'indemnité jusqu'à concurrence de 75 o/o seulement.

Art. 25. — Toute perte résultant *d'abattage légal* est indemnisée.

L'abattage légal s'entend de celui ordonné par mesure administrative ou de celui exécuté en vue d'une économie par suite de l'état sanitaire de l'animal. Il doit donner lieu à un certificat de vétérinaire.

Art. 26. — *Au moment où l'assurance est contractée, les animaux doivent être en parfait état de santé.*

*Les animaux achetés malades* ne seront pas indemnisés s'ils venaient à mourir d'une maladie contractée avant l'achat. Dans les cas douteux, il est prudent, avant de clore le marché, de se réserver la visite du vétérinaire et d'en tirer un certificat.

La perte occasionnée par la mort d'un animal reconnu avoir été malade pendant *trois jours sans être soigné*, restera à la charge du sinistré.

Si, pendant la durée d'une *épidémie* ou d'une *maladie contagieuse*, l'assuré ne s'est pas conformé aux règlements de police sanitaire, il est déchu de tous droits à l'indemnité en cas de sinistre.

*L'indemnité accordée par l'Etat est déduite de la somme fixée par le règlement du sinistre.*

Art. 27. — La mort d'animaux survenant à la suite de la *castration*, de l'*écourtage* ou d'*inoculations anti-microbiennes*, ne pourra donner lieu à une indemnité que si ces opérations ont été pratiquées par un vétérinaire diplômé.

Art. 28. — Toute bête bovine assurée, menacée de mort par suite de *météorisation*, conserve son droit au secours, mais à la condition que les essais de dégonflement aient été pratiqués, sauf le cas de force majeure.

Art. 29. — Le *vélage et ses suites* étant considérés comme accident et non comme maladie, il n'y a pas lieu de tenir compte, dans ce cas, du délai de quinze jours.

Art. 30. — *En cas de mortalité anormale*, l'Assemblée générale est immédiatement réunie ; elle statuera sur le cas et décidera s'il y a lieu de suspendre momentanément les effets de l'assurance ou fixera la proportion à payer à chacun des sinistrés au prorata des pertes et suivant l'état de son encaisse.

*Dans les cas d'épizootie reconnue administrativement, le recours à indemnité sera suspendu.*

Art. 31. — Les animaux *frappés par la foudre hors les bâtiments*, soit dans les champs, sur les routes et les marchés ne seront indemnisés qu'autant qu'ils ne seront pas assurés à une Compagnie quelconque pour ce cas spécial.

Art. 32. — Tout animal assuré passant *par vente ou échange* entre les mains d'un autre sociétaire de la même caisse ou d'une autre caisse de l'arrondissement de Saint-Pol reste assuré au compte de celle-ci, *sans tenir compte des délais de déclaration prévus*, mais à condition que le nouveau propriétaire paie la

*prime proportionnellement au temps restant à courir jusqu'au 31 décembre.*

Art. 33. — Les animaux *restent assurés* jusqu'à la déclaration du contraire et une nouvelle évaluation en est faite *dans la deuxième quinzaine de décembre.*

*L'assurance est faite pour l'année statutaire ; lorsqu'elle est contractée postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier, la prime à payer est proportionnelle au nombre de mois restant à s'écouler jusqu'au 31 décembre.*

*Pendant pour les animaux achetés en octobre, novembre et décembre, l'assurance sera facultative. Elle devient obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier suivant.*

Art. 34. — A L'EXPIRATION D'UNE ANNÉE RÉGULIÈREMENT SOLDÉE, TOUT PROPRIÉTAIRE ADHÉRENT EST LIBRE DE QUITTER L'ASSOCIATION.

Il lui suffira de consigner sa décision avant le 15 décembre sur le registre *ad hoc* tenu par le secrétaire.

Sa *réadmission* ne pourra avoir lieu qu'après une décision prise en Assemblée générale et un droit d'entrée de 5 francs par tête d'animaux lui sera imposé.

Art. 35. — *L'année statutaire commence au 1<sup>er</sup> janvier et la garantie ne prend son effet que quinze jours après la première déclaration faite par le propriétaire et une fois la prime payée.* Ceci s'entend pour tous les animaux possédés depuis plus d'un mois par le propriétaire. *Pour les animaux achetés après l'adhésion de l'assuré,* le droit au secours ne commencera que trente jours après leur admission. Exception est faite pour les juments, vaches et génisses en état de gestation. qui seront remboursées

*quel que soit le temps de possession* si le sinistre se produit par suite de la mise bas.

Art. 36. — Le *fond de secours* sera formé : 1° du produit des cotisations fournies par les propriétaires d'animaux. Ces cotisations seront recueillies par le secrétaire-comptable avant le 31 janvier et à toute époque pour une police nouvelle ; 2° de dons qui pourraient être faits à l'institution et de subventions éventuelles de l'Etat, du département, de la commune, etc. ; 3° du droit d'entrée, s'il existe ; 4° du fonds de réserve ; 5° des intérêts produits par les fonds sans emploi.

Art. 37. — Tout adhérent recevra une *police* constatant l'engagement et le paiement de la prime. Il y inscrira individuellement et par espèce tous les animaux qu'il désire garantir.

*Cette déclaration* comprendra, en outre, la désignation, sans indication de valeur, de tous les animaux exclus de la garantie.

Le *signalement* de chaque animal sera aussi complet que possible, et les animaux seront numérotés au moyen d'un chiffre à feu, au sabot antérieur gauche pour les espèces chevaline, asine et mulassière, et à la corne gauche pour l'espèce bovine.

Le signalement comprendra la valeur marchande attribuée à chaque animal par le propriétaire.

La Commission administrative *pourra accepter cette valeur ou la diminuer s'il y a lieu*, mais en aucun cas elle ne pourra l'élever, chaque adhérent étant libre d'assurer ses animaux pour une valeur moindre à celle qu'ils ont réellement.

*Pour l'évaluation des animaux*, la Commission prendra le

mode d'examen qui lui paraîtra le plus convenable, et les sociétaires sont tenus de s'y conformer.

En cas de *désaccord* entre les membres de la Commission, on prendra la moyenne de leurs estimations.

La déclaration, faite la première année ou modifiée par des avenants, sera faite en trois expéditions, dont une pour le déclarant et les autres pour la Commission administrative. Cette déclaration peut être faite pour la première fois le 1<sup>er</sup> et le 15 de chaque mois.

Art. 38. — PARTANT DE CE PRINCIPE QUE L'ASSURANCE EST UN SECOURS ET NON UN BÉNÉFICE, LE PROPRIÉTAIRE RESTE SON PROPRE ASSUREUR POUR UN QUART DE LA VALEUR D'ESTIMATION.

Art. 39. — *La valeur estimée des animaux ne pourra être supérieure à 800 francs pour les chevaux et juments ; 300 fr., pour les ânes ; 600 francs pour les mulets et 500 francs pour l'espèce bovine.*

En cas de sinistre, *c'est la valeur estimée* de l'animal qui sert de base pour le règlement de l'indemnité.

Art. 40. — *Le propriétaire d'animaux doit leur donner, sous peine de déchéance, tous les soins alimentaires et hygiéniques qu'ils réclament. Il est tenu, dans les mêmes conditions, de satisfaire à toutes les prescriptions du service sanitaire.*

Seul un vétérinaire diplômé aura qualité pour décider l'abatage.

Art. 41. — *Dès qu'un animal sera atteint de maladie ou victime d'un accident, le sociétaire ou toute autre personne en son nom, devra, sous peine de perdre ses droits à l'assurance, prévenir dans les vingt-quatre heures l'un des membres de la Com-*

mission et consigner en outre sa déclaration sur le registre spécial tenu par le secrétaire-comptable.

Art. 42. — L'INTÉRESSÉ DEVRA FAIRE APPELER LE PRATICIEN QUI AURA ÉTÉ AGRÉÉ PAR LA COMMISSION ADMINISTRATIVE.

SI L'ASSURÉ NE LE FAISAIT PAS, le président de la Commission pourra le faire de sa propre autorité, s'il le juge à propos, et cela aux frais de l'assuré.

Art. 43. — *Si l'animal est reconnu incurable et qu'on puisse tirer parti de sa viande, il pourra être abattu et vendu sous le contrôle d'un membre de la Commission désigné à cet effet.*

*Dans le cas où, par mesure d'économie, l'abattage serait imposé, le sinistré, afin d'être incité à laisser faire l'opération, recevrait, en plus des trois quarts prévus, un quart de la somme retirée de la vente des dépouilles et de la viande, mais jusqu'à concurrence de la valeur d'estimation seulement.*

*Si à la suite du refus de l'assuré de se soumettre à la décision de l'abattage par mesure d'économie, l'animal vient à mourir, la Caisse ne serait redevable au sinistré que du montant de l'assurance, déduction faite de la somme qu'on aurait pu tirer de l'animal au moment de la décision du vétérinaire. L'évaluation de cette somme sera faite par la Commission administrative.*

Il en sera de même lorsque la Commission n'aura pas été appelée au début de la maladie de l'animal ou lorsque l'assuré n'aura pas pris les précautions voulues, *en cas de mort subite*, pour permettre de mettre la viande en vente.

Art. 44. — *Si les animaux augmentaient notablement de valeur dans le courant de l'année, les sociétaires pourront pro-*



voquer une nouvelle expertise, et si l'augmentation est admise, le supplément de cotisation sera dû immédiatement.

Art. 45. — *En cas d'achat de nouveaux animaux*, le propriétaire devra, avant le 1<sup>er</sup> ou le 15 de chaque mois, en prévenir le secrétaire, qui lui remettra une feuille de déclaration.

Art. 46. — *En cas de vente d'une partie des animaux assurés : s'ils ne sont pas remplacés*, la cotisation reste acquise à la Société ; *s'ils sont remplacés*, la garantie ne s'exerce qu'après une déclaration du propriétaire, et si la valeur de l'animal de remplacement *est supérieure* à celle de l'animal vendu, le propriétaire paiera un supplément de cotisation proportionnel aux mois restant à courir.

Art. 47. — *Tout animal remplaçant un animal sinistré doit payer une nouvelle cotisation.*

Art. 48. — *A partir de la livraison de l'animal*, le bénéfice de l'assurance est suspendu, sauf s'il passe dans les mains d'un autre sociétaire de la Caisse ou d'une autre Caisse de l'arrondissement. *Le nouveau propriétaire devra le réassurer à son profit.*

Art. 49. — *En cas de mort subite ou par accident*, le propriétaire devra, dans les vingt-quatre heures, faire preuve du fait et de l'impossibilité où il s'est trouvé de faire donner des soins aux animaux sinistrés.

Art. 50. — *En cas de retard dans la déclaration d'achat ou de remplacement ou dans l'appel de la Commission administrative pour constatation de maladie ou d'accidents*, le propriétaire ENCOURT LA SUSPENSION DE LA GARANTIE POUR TOUS SES ANIMAUX ASSURÉS.

Art. 51. — *La déclaration du sinistre doit être faite à l'un des membres de la Commission administrative.*

*L'expertise* est faite par les soins de la Commission administrative, assistée, s'il est nécessaire, du *praticien traitant*. Celui-ci a voix consultative. Les parents au premier degré ne pourront servir d'experts.

L'expertise est contresignée dans un procès-verbal fait en double, contenant le signalement de l'animal, son numéro d'inscription. Il sera accompagné d'un rapport d'autopsie si le praticien n'a pu être appelé en temps utile pour donner ses soins à l'animal.

Art. 52. — *Dans la quinzaine du sinistre ou, en cas de contestation, dans les quinze jours qui suivront la décision des experts, la Caisse le réglera à raison de 75 0/0 de la valeur de l'estimation.*

Art. 53. — LES FRAIS DE VISITE, OPÉRATIONS, MÉDICAMENTS RESTENT A LA CHARGE DU PROPRIÉTAIRE.

Art. 54. — *En cas d'abattage ou de vente de dépouilles* quelconques des animaux assurés, le propriétaire touche le prix de la vente qui sera déduit de l'estimation, *sauf l'exception signalée à l'article 43.*

Art. 55. — Si par suite d'accident une *action en dommages-intérêts* est intentée par un sociétaire contre qui est responsable de l'accident et qu'il obtienne satisfaction, la Caisse n'interviendra que pour fournir le complément nécessaire pour couvrir les 75 0/0.

Si après paiement par la Caisse du montant de l'assurance,

le sinistré reçoit un secours, d'où qu'il vienne, ce secours sera acquis à la Caisse.

Art. 56. — La Caisse, au moment où elle paiera les indemnités aux sociétaires assurés *devra être subrogée*, jusqu'à concurrence des sommes versées par elle, dans les droits, actions et recours qui pourraient être exercés contre toutes personnes responsables de la mort. *Cette subrogation* aura lieu sans garantie.

Art. 57. — *Tout assuré qui a touché une indemnité pour perte subie, devient, par là même, membre participant de la Caisse pour une période de trois ans, sauf le cas de décès, de cessation de culture ou de départ de la commune.*

Art. 58. — LES MEMBRES ADHÉRENTS S'INTERDISENT TOUT RECOURS DEVANT LES TRIBUNAUX, SOUS PEINE D'EXCLUSION.

Art. 59. — *Par animal garanti, le taux de la cotisation est fixé :*

1° Pour les chevaux et juments non soumises à la reproduction : 2 0/0 ;

2° Pour les juments poulinières : 3 0/0 ;

3° Pour les ânes : 1 0/0 ;

4° Pour les mulets : 1,50 0/0 ;

5° Pour les bovins : 1 0/0.

*La cotisation de 3 0/0 sera ramenée à 2 0/0 si la jument saillie n'arrive pas en état de gestation.*

*Ces cotisations pourront être ramenées à un taux inférieur lorsque le fonds de réserve de la Caisse sera au moins égal à 5 0/0 de la valeur totale des animaux qu'elle assure, mais les nouveaux adhérents devront, en ce cas, payer les primes ci-*

dessus pendant le même temps que les premiers sociétaires l'ont fait.

La cotisation sert à faire face au règlement des sinistres dans la proportion prévue par les présents statuts.

LE PARTICIPANT EXCLU OU DÉMISSIONNAIRE PERD TOUS SES DROITS DANS L'ASSOCIATION ET NE PEUT AVOIR AUCUN RECOURS CONTRE LA CAISSE.

Art. 60. — Les présents statuts *ne pourront être modifiés* que sur la proposition de la Commission administrative et après approbation du bureau de la Caisse de réassurance.

*En cas de dissolution*, les sommes libres seront réparties entre les participants, proportionnellement à la valeur assurée de leurs animaux à l'époque de la dissolution.

L'examen de la situation financière de cette caisse oblige à constater qu'elle n'a pu vivre médiocrement tant qu'elle s'est trouvée isolée, mais que, du jour où elle a été affiliée avec les autres caisses mutuelles de l'arrondissement de Saint-Pol, il lui a été possible de faire face aux sinistres.

*Année 1902*

|                                           |        |        |
|-------------------------------------------|--------|--------|
| <i>Recettes</i> : Cotisations.....        | 327,20 |        |
| Subventions de l'Etat.....                | 500, » |        |
| Total.....                                | 827,20 | 827,20 |
| <i>Dépenses</i> : Frais d'installation... | 86,20  |        |
| Traitement du secrétaire.....             | 50, »  |        |
| Total.....                                | 136,60 | 136,60 |
| Avoir au 31 décembre 1902.....            |        | 690,60 |

*Année 1903*

*Recettes : Avoir au 31 décembre*

|                                |          |          |
|--------------------------------|----------|----------|
| 1902.....                      | 690,60   |          |
| Cotisations.....               | 554,40   |          |
| Total.....                     | 1.245, » | 1.245, » |
| <i>Dépense : 1 vache.....</i>  | 135, »   |          |
| Traitement du secrétaire.....  | 50, »    |          |
| Total.....                     | 185, »   | 185, »   |
| Avoir au 31 décembre 1903..... |          | 1.060, » |

*Année 1904*

*Recettes : Avoir au 31 décembre*

|                                           |          |
|-------------------------------------------|----------|
| 1903.....                                 | 1.060, » |
| Cotisations 1 <sup>er</sup> semestre..... | 316,49   |
| Total.....                                | 1.376,49 |

*Dépenses : 3 vaches et 2 taureaux.* 1.412,51

Au 1<sup>er</sup> juillet 1904, la balance présentait donc une perte de 35 fr. 66. Dans le second semestre, deux nouveaux sinistres vinrent encore obérer plus gravement la situation financière de la caisse. Ce fut à ce moment que les caisses mutuelles de l'arrondissement de Saint-Pol vinrent proposer à cette Caisse le secours de la réassurance, ce qui lui permit d'échapper à la ruine et de régler ses dettes.

*Année 1905*

|                           |          |          |
|---------------------------|----------|----------|
| <i>Recettes</i> 1905..... | 1.254,90 |          |
| Cotisations.....          | 561, »   |          |
| Total.....                | 1.815,90 | 1.815,90 |

*Dépenses-Pertes* : 1/4 seulement

des sinistres, les 3/4 étant payés

par la réassurance soit 1/4 de

2.500 ..... 607,50

Traitement du secrétaire..... 50, » 657,50

Total..... 657,50 1.158,40

### *Année 1906*

Au 1<sup>er</sup> janvier, la commune de Tramecourt demanda à former une caisse distincte.

En caisse..... 1,158,40

Part du fonds social revenant à Tra-

mecourt..... 344, »

*Recettes* : En caisse pour 1906.... 814,40

Cotisations..... 523,80

Total..... 1.38,20 1,338,20

*Dépenses. Pertes*: 1940 francs. A

défalquer 220 francs pour pro-

duits d'animaux vendus, reste

1,720 fr. dont le quart est de. 430, »

Traitement du secrétaire..... 50, »

Total..... 480, » 480, »

En caisse au 1<sup>er</sup> janvier 1907..... 858,20

La race bovine mancelle ayant par suite surtout des croisements avec les animaux de race Durham



perdu la pureté de son type original, un certain nombre d'éleveurs de la *Sarthe* (1) se sont efforcés de la reconstituer.

Le Conseil général de ce département depuis quelques années inscrit dans ce but, à son budget, un crédit annuel de 1.500 francs. La Société d'Agriculture de la Sarthe ne manque pas non plus d'y consacrer chaque année une certaine allocation sur l'initiative de ladite société et de son président, M. Legludic, sénateur. Des conférences furent faites dans les principaux cantons, afin de mettre en relief les avantages de l'essai à tenter et il fut nommé dans chacun d'eux une commission choisie parmi les meilleurs cultivateurs et éleveurs de la race. Ses listes furent envoyées dans toutes les communes et les cultivateurs furent invités à déclarer leurs animaux appartenant à la race mancelle, ou leur appartenant ou s'en rapprochant le plus. Les déclarations pour les cantons de Sillé-le-Guillaume, de Conlie et de la Suze qui paraissaient avoir conservé les meilleurs types de la race mancelle s'élevèrent bientôt à plus de 900 animaux. Les déclarants furent invités par lettre à conduire leurs animaux au chef-lieu de la commune et la Commission nommée dans chaque canton, secondée par le bureau de la Société des Agriculteurs de la Sarthe, procéda au classement des animaux. Les signa-

---

1. Enquête personnelle.

lements de ceux qui étaient admis furent pris séance tenante sur un registre à souche ; il en fut donné récépissé au propriétaire. Ce récépissé portait également au dos l'adresse des propriétaires de bons taureaux recommandés par la Commission. Ces taureaux reçurent des primes, mais ils ne devaient saillir que des vaches ou génisses de la race mancelle. Chaque propriétaire de taureau recevait un carnet de saillie et il délivrait une carte pour chaque vache. Cinq cent vingt animaux furent inscrits de la sorte. Depuis le nombre en a doublé, et l'on peut dire que cette organisation préparait les voies à l'institution d'un Herd-Book de la race mancelle.

En 1899, un essai fut fait dans une commune de la Sarthe, à Tennie pour constituer un Syndicat de la race mancelle, mais, faute de subventions, l'institution ne put arriver à vivre. Les principales dispositions des statuts étaient les suivantes :

Art. 3. — Le Syndicat se compose de membres fondateurs, de membres honoraires et membres effectifs.

Pour devenir membre effectif, il faut :

1<sup>o</sup> Habiter les communes de Tennie, Neuvy, Bernay, Ruillé, Saint-Symphorien ;

2<sup>o</sup> Etre propriétaire de bétail ;

3<sup>o</sup> S'adonner à l'élevage ;

4<sup>o</sup> Adhérer aux présents statuts et aux règlements spéciaux de la société ;

5° Etre admis par le conseil d'administration en vertu d'un vote en forme au scrutin secret.

Pourront également être admis aussi longtemps que les charges de surveillance ne deviendront pas trop lourdes, les éleveurs des communes voisines se livrant habituellement à l'élevage de la race mancelle.

Art. 4. — Les membres fondateurs et honoraires sont ceux qui, par leurs conseils et leur souscription, contribuent à la prospérité du Syndicat sans jouir de ses avantages.

Les membres fondateurs versent une somme de 100 francs une fois payée.

Ils reçoivent une carte spéciale mentionnant leur qualité ; des places d'honneur leur sont réservées aux réunions. Ils ont voix délibérative à l'Assemblée générale.

La cotisation des membres honoraires est de 5 francs.

Ils ont le droit d'assister aux assemblées générales, mais ils n'ont voix délibérative que s'ils font partie du conseil d'administration.

Art 7. — Le Syndicat a pour but :

1° De réunir les éleveurs de la race mancelle, de les grouper, de faciliter les relations entre les syndiqués.

2° D'améliorer et de perfectionner la race mancelle, de propager activement cette race et de contribuer à la vulgarisation des bonnes méthodes d'élevage.

Art. 8. — Le Syndicat organisera au siège social une vente aux enchères d'animaux reproducteurs.

A cette vente seront seuls admis les animaux appartenant

aux membres effectifs du Syndicat et inscrits au livre généalogique.

Le Syndicat agira auprès des pouvoirs publics pour obtenir toutes subventions et arriver, si possible, à un concours spécial de race au siège du Syndicat.

Afin de donner toutes garanties aux éleveurs et aux acheteurs, il établira, à la base du travail d'amélioration qu'il se propose, un livre généalogique de la race mancelle et s'emploiera à établir d'une manière irréfutable, la descendance et l'authenticité de ses produits.

Il sera à cet effet élaboré incessamment par le directeur, un règlement intérieur qui sera soumis à l'approbation du conseil d'administration et deviendra obligatoire pour tous les membres du Syndicat.

Dans la mesure de ses ressources, chaque associé s'engage à tenir des bestiaux de pure race dont il reste propriétaire.

Il devra faire une sélection judicieuse de ses élèves, faire inscrire au livre généalogique de l'association ceux de ses bestiaux qui seront admis par la commission d'expertise.

Il promet de vouer tous ses soins à élever ses produits dans les meilleures conditions et doit présenter aux diverses réunions son bétail qualifié.

Le Syndicat pourra encore acheter et entretenir des taureaux reproducteurs.

Art. 18. — Le patrimoine du Syndicat est formé :

- 1° Des cotisations annuelles de ses membres ;
- 2° Des dons et legs qui peuvent lui être faits ;

3° Des subventions qui peuvent lui être accordées.

Un livre généalogique était donc prévu. Le règlement qui présidait à sa tenue était analogue à ceux dont nous avons déjà parlé. Certaines dispositions cependant faisaient allusion à l'usage éventuel, pour l'examen des animaux, des Tabelles de pointage suisse. Une commission de quatre membres devait assurer cet examen du bétail à inscrire au registre. Cette commission devait avoir pour mission :

A. — De prononcer l'admission des animaux des sociétaires au registre généalogique du Syndicat, soit comme élève, soit à titre définitif.

L'examen du bétail sera fait, dès qu'il le sera possible, au moyen des Tabelles de pointage en usage en Suisse, dressées s'il y a lieu par des spécialistes et appropriées à la race et, d'ici là, par les méthodes ordinaires. Les qualités et défauts sont signalés et inscrits au registre.

B. — De faire, quand cela peut paraître utile, l'examen de la quantité et de la qualité du lait des vaches inscrites au registre généalogique et des autres éléments nécessaires à la bonne tenue des livres.

C. — De procéder aux achats de reproducteurs décidés par l'Assemblée générale ou demandés par des membres du Syndicat.

D. — De décider si les veaux mâles possèdent les qualités et le pureté de race voulues pour être autorisés à faire la saillie. Si, contre attente, l'animal n'est pas qualifié, les membres du Syndicat s'interdisent son emploi comme repro-

ducteur pour les vaches et génisses admises au livre généalogique.

Le département de la *Haute-Savoie* (1) où l'élevage bovin se trouve très en faveur possède plusieurs Herd-Book (2). Le plus important est celui fondé en 1894 à Thonon, pour la race bovine chablaisienne dite d'Abondance sur l'initiative du conseil d'arrondissement de Thonon et avec la subvention du Conseil général du département. Indépendamment de la tenue du livre généalogique, le Herd-Book organise chaque année un concours spécial pour la race chablaisienne à Thonon, un comice agricole à Abondance et assure la présence de ses produits au concours régional de Moulins et au concours général de Paris.

Les statuts de ce Herd-Book sont les mêmes que ceux du Herd-Book de la race bovine normande.

Dans le département de la *Haute-Vienne* (3) qu'est un centre important d'élevage, nous trouvons à Limoges un syndicat de la race bovine limousine.

Le champ d'action prévu par ses statuts est très

---

1. Enquête personnelle.

2. Un autre Herd-Book du département est celui de la race bovine tarine.

3. Enquête personnelle.



vaste, mais depuis sa fondation, en 1885, il ne s'est seulement préoccupé d'organiser des concours locaux et de fournir des facilités à ceux de ses adhérents qui ont désiré prendre part aux concours de Paris. Les dispositions essentielles de son règlement sont les suivantes :

Art. 6. — *Le Syndicat de la race limousine* a pour objet général l'étude et la défense des intérêts agricoles, particulièrement ceux de la région, et pour but spécial la propagation de la race bovine limousine.

Art. 7. — Il se propose principalement : 1° D'encourager par tous les moyens en son pouvoir la constante amélioration des animaux de la race bovine limousine, de la défendre et de la propager, soit en s'associant aux concours organisés par la Société d'Agriculture et le Comice agricole de Limoges, soit en créant de nouveaux concours, notamment des concours annuels tenus successivement sur différents points de la région, de chercher des débouchés nouveaux, meilleurs et plus nombreux, et enfin d'obtenir une meilleure coordination des foires et des marchés de la région ; 2° d'encourager aussi l'amélioration des races porcine et ovine indigènes ; 3° d'allouer chaque année, dans la mesure de ses ressources aux différents comices ou sociétés syndiquées, des médailles, primes ou objets d'art ; 4° De créer des offices de renseignement et d'entremise pour l'achat et la vente des animaux de la race limousine. Aux concours d'animaux de race limousine tenus par le syndicat, il pourra être annexé des exposi-

tions spéciales demandées par les commissions départementales. Le Conseil sera juge de l'opportunité de ces concours annexes.

Art. 21. — Le patrimoine du *Syndicat de la race limousine* est formé au moyen : 1° des cotisations des comices ou sociétés agricoles faisant partie du syndicat ; 2° des dons et libéralités qui peuvent lui être faits et des souscriptions des fondateurs, donateurs et des membres ordinaires ; 3° des subventions qui peuvent lui être accordées par l'Etat, les départements, les communes ou les grandes sociétés d'agriculture.

Il est administré par le bureau du syndicat.

Art. 22. — La cotisation annuelle est fixée à la somme de 20 francs par Comice ou Association agricole faisant partie du syndicat. Celle des syndicats d'agriculteurs proprement dits est proportionnelle au nombre de leurs adhérents.

La souscription est annuelle. Elle est, pour les membres fondateurs, de 20 francs ; pour les donateurs, de 10 francs et de 5 francs pour les souscripteurs ordinaires.

Le titre de Bienfaiteur est réservé à toute personne versant au moins 100 francs en outre de sa cotisation annuelle.

### **Race chevaline**

Les associations et les syndicats formés par l'amélioration de races chevalines sont moins nombreux que les groupements constitués pour l'élevage des

racés bovines. Le principal but poursuivi paraît-êtré surtout l'amélioration physiologique des chevaux de trait et des chevaux de course.

Dans le département de la *Côte-d'Or* (1) fonctionne un syndicat d'élevage pour le cheval de gros trait : le Syndicat de l'Auxois. Ses statuts sont les suivants :

1° La société prend le nom de Syndicat de l'Auxois pour l'amélioration du cheval de gros trait ;

2° Le Syndicat a son siège à Semur ;

3° Un Comité de 22 membres choisis parmi les personnes présentes à la première réunion a été nommé pour élaborer les statuts et donner au syndicat sa forme définitive ;

4° Ce comité nommera une ou plusieurs commissions pouvant s'adjoindre des délégués étrangers ayant pour objet d'examiner les animaux présentés et d'éliminer ceux qui auraient des tares transmissibles ;

5° Tous les étalons et juments de gros trait, quelles que soient leur robe et leur origine, pourront, après avis favorable d'une commission, être inscrits au Stud-Book de l'Auxois, si leur taille minimum est de 1 m. 60 pour les premières et 1 m. 58 pour les autres ;

6° Les chevaux pourront être inscrits comme étalons, à

---

1. Enquête personnelle.

dater du jour où ils auront été reconnus comme tels par la Commission de visite, instituée par le gouvernement. Les pouliches le seront comme juments à l'âge de trente mois ;

7° Les animaux inscrits, seront marqués au fer rouge à l'encolure, aux initiales S. A. (Stud-Book de l'Auxois). Les produits provenant de ces animaux le seront également de la même manière dans les premiers mois de leur naissance ; mais ils devront subir une nouvelle visite à l'époque où ils seront livrés à la reproduction. Pour que ces produits puissent recevoir cette marque ainsi que le certificat d'origine délivré par le syndicat, ils devront être issus d'un père et d'une mère inscrits au Stud-Book ;

8° Pourront faire partie du syndicat, moyennant une cotisation annuelle de 5 francs, toute personne de l'Auxois n'ayant subi aucune condamnation infamante.

De plus, une prime de 1 franc pour chaque animal inscrit au Stud-Book, sera exigible le jour de l'inscription ;

9° Des cartes de naissance et d'origine pourront être délivrées moyennant 1 franc l'une, aux propriétaires qui en feront la demande à M. Bordot, vétérinaire à Semur, secrétaire-trésorier du syndicat, pour leurs poulains nés de parents inscrits au Stud-Book ;

10° Nul ne pourra faire d'inscription, s'il ne fait partie du syndicat ;

11° Il ne pourra être fait de modifications aux présents statuts qu'en Assemblée générale de la Commission ;

12° Toutes discussions politiques et religieuses sont formellement interdites.

Comme il est facile de s'en rendre compte, le fonctionnement de ce syndicat est très simple. Le principal intérêt de cette organisation est la tenue du registre des origines.

Les propriétaires qui désirent faire inscrire les animaux au Stud-Book de l'Auxois, sont tenus de les présenter à une commission qui décide s'ils doivent être agréés ou refusés. Chaque animal agréé est inscrit sur un registre spécial avec son numéro d'inscription et son signalement détaillé. Actuellement le nombre des adhérents est de 102. Sont inscrits au Herd-Book 28 étalons et 148 juments. Tout propriétaire d'étalon est muni d'un carnet à souche et doit remettre à chaque propriétaire autant de cartes de saillies que celui-ci a présenté de juments.

En 1906, pour la première fois, le syndicat a organisé, à Semur un concours hippique, ce concours était réservé aux membres du syndicat présentant des sujets issus de père ou de mère inscrits au Herd-Book. Les produits étaient répartis en deux catégories : 1° Les poulains mâles de dix-huit mois et 2° les poulains mâles et femelles de l'année présentés avec leur mère. Des primes, constituées avec les cotisations des membres du syndicat et des dons particuliers, ont été réparties entre les deux catégories de poulains. Un règlement du concours stipulait impérativement que les poulains mâles de dix-huit mois primés, devaient rester dans l'arrondissement pen-

STUD-BOOK DE L'AUXOIS, A SEMUR

\_\_\_\_\_

Monte de 190 . — *Certificat de saillie*

\_\_\_\_\_

*Etalon* \_\_\_\_\_ appartenant à

M \_\_\_\_\_

inscrit sous le N° \_\_\_\_\_

*Jument* \_\_\_\_\_ appartenant à

M \_\_\_\_\_

inscrite sous le N° \_\_\_\_\_

STUD-BOOK DE L'AUXOIS

STUD-BOOK DE L'AUXOIS, A SEMUR

\_\_\_\_\_

Monte de 190 . — *Certificat de saillie*

\_\_\_\_\_

*Etalon* \_\_\_\_\_ appartenant à

M \_\_\_\_\_

inscrit sous le N° \_\_\_\_\_

*Jument* \_\_\_\_\_ appartenant à

M \_\_\_\_\_

inscrite sous le N° \_\_\_\_\_



dant deux ans, sinon leurs propriétaires seraient tenus de rembourser au syndicat la prime perçue.

Dans le département d'*Eure-et-Loir* (1), se trouve le siège d'une puissante société d'élevage de chevaux : la Société hippique percheronne de France. Cette société, fondée en 1883, s'étend non seulement sur le département d'Eure-et-Loir mais encore sur les départements limitrophes : le Loir-et-Cher, l'Orne, la Sarthe et elle compte actuellement 2.600 sociétaires. Son but est de tenir le livre généalogique de la race percheronne. Elle a déjà inscrit 73. 000 chevaux et juments. Chaque année, elle organise un concours hippique qui réunit environ 300 chevaux et juments divisés en plusieurs catégories et à l'occasion duquel il est distribué aux lauréats environ 20. 000 francs de prix et primes.

Les statuts de cette société ont été modifiés tout récemment, le 17 novembre 1906. Les principales dispositions de ces statuts sont les suivantes :

Article premier. — Il est fondé dans le Perche, entre les agriculteurs, éleveurs et étalonniers, sous le nom de Société hippique percheronne de France dont le siège est fixé à Nogent-le-Rotrou, une société dont le but est d'assurer à cette

---

1. Enquête personnelle.

précieuse race son origine au moyen d'inscriptions de chaque animal, avec la généalogie du père et de la mère, du grand-père et de la grand' mère s'il est possible.

Art. 2. — La durée de la société est illimitée ; le nombre des membres qui la composent l'est aussi ; une Commission de 28 membres, dont 3 pour le département d'Eure-et-Loir, 2 pour le Loir-et-Cher, 10 pour l'Orne, 7 pour la Sarthe et un trésorier est nommé pour quatre ans. Cette Commission choisit 1 président, 4 vice-présidents, 1 par département, 1 trésorier et désigne 1 secrétaire.

Art. 3. — Quiconque adhère au présent règlement est sociétaire en se conformant à payer pour son entrée à la société une somme de 5 francs seulement.

Art. 4. — Les inscriptions se feront par le propriétaire de l'animal, sur un bulletin détaché d'un livre à souche contenant le signalement de chaque animal, sa généalogie, de façon à prouver qu'il est né percheron ; ce bulletin devra être visé par le maire de la commune, qui attestera que la présente déclaration est sincère et véritable, en y apposant son cachet et sa signature, et devra être renvoyé au secrétaire de la société pour être transcrit sur la souche à son numéro d'ordre et par les soins du secrétaire ; il sera renvoyé à son propriétaire pour lui servir de quittance et d'inscription.

Aucun cheval ou aucune jument ne sera inscrit sur les livres de la société ou au Stud-Book percheron, si le père et la mère n'y sont inscrits eux-mêmes. Toutefois si par suite de l'âge avancé d'une jument poulinière on ne pouvait découvrir l'origine du père ou de la mère, cette jument pourrait

être inscrite sur une attestation signée du propriétaire et de deux témoins cultivateurs voisins ; reconnaissant que ladite jument est bien née dans le Perche .

Art. 5. — Toute inscription sera payée 5 francs par tête et le paiement sera effectué, soit par un mandat de poste, ou autrement, en faisant la demande des inscriptions dont il est parlé dans l'article 4.

Art. 21. — Tous les poulains et pouliches inscrits au Stud-Book percheron, devront être marqués dans l'année de leur naissance avant leur départ de chez le producteur à une époque déterminée par le bureau de la société qui pourra autoriser quelques dérogations à cet article, mais seulement en faveur des juments.

La marque sera faite au fer rouge par MM. les Vétérinaires désignés à cet effet dans chaque circonscription. Cette marque se fera sous la crinière de l'animal et représentera les lettres S. P. enlacées.

Le vétérinaire prendra en même temps le signalement exact du poulain sur le croquis qui figure sur chaque feuille, signera et apposera son cachet.

Les produits nés en dehors des 49 cantons du Perche formant la circonscription percheronne et qui sont en :

*Eure-et-Loir*

Nogent-le-Retrou  
Aathon  
Cloyes  
Brou  
Thiron

La Loupe  
La Ferté-Vidame

*Loir-et-Cher*

Droué  
Mondoubleau

|                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| Morée                  |                     |
| Savigny-sur-Braye      |                     |
| Montoire               | Orne                |
|                        |                     |
| <i>Sarthe</i>          | Mortagne            |
|                        | Bellême             |
|                        | Nocé                |
| La Fresnaye            | Le Theil            |
| Mamers                 | Regmalard           |
| Marolles-les-Braults   | Longny              |
| Bonnétable             | Tourouvre           |
| Tuffé                  | Laigle              |
| La Ferté-Bernard       | Moulins-la-Marche   |
| Montmirail             | Courtomer           |
| Vibraye                | Le Mesle-sur-Sarthe |
| Saint-Calais           | Pervenchères        |
| Bouloire               | Le Merlerault       |
| Montfort               | Mortrée             |
| Le Grand-Lucé          | Sées                |
| Ballon                 | La Ferté-Fresnel    |
| Saint-Paterne          | Exmes               |
| Beaumont-sur-Sarthe    | Alençon             |
| La Chartre-sur-le-Loir | Vimoutiers          |
|                        | Gacé                |
|                        | Bazoche-sur-Hoëne   |

ne pourront être ni marqués ni inscrits.

Dans le département de *Meurthe-et-Moselle* (1), l'arrondissement de Lunéville nous offre l'exemple d'une organisation très remarquable pour l'élevage des chevaux de trait de race ardennaise.

Il y a quelques années, l'élevage dans ce département eut à subir une véritable crise, les produits devenaient de plus en plus défectueux, la remonte achetait de moins en moins. Le Comice agricole de

---

1. Enquête personnelle.

Lunéville, s'occupa sérieusement de trouver une solution qui remédiât à cet état de chose et résolut de faire lui-même l'élevage du cheval de trait.

Le Comice agricole de Lunéville eut d'abord à choisir la race de chevaux sur laquelle tous les efforts devraient être portés. L'expérience des pays voisins ayant démontré que le cheval ardennais-belge, par la constance de sa race et la faculté de transmission de ses qualités naturelles répondait le mieux au but à atteindre, on arrêta que le cheval ardennais serait choisi comme type des importations qu'on se proposait de faire et il fut entendu qu'à chaque éleveur de l'arrondissement de Lunéville qui, par l'intermédiaire d'une Commission de Lunéville, se rendrait acquéreur d'un étalon ardennais-belge, il serait attribué une prime d'importation de 400 francs. En outre, quant aux juments et pouliches, il fut décidé que le comice aiderait les acheteurs dans la mesure compatible avec l'état de sa caisse. Une demande fut adressée au Conseil général à l'effet d'obtenir que les fonds mis chaque année à la disposition de la Commission officielle des concours pour être distribués en primes aux poulinières et pouliches de demi-sang soient distraits de cette affectation et mis à la disposition des comices tenus chaque année dans le but d'améliorer l'élevage du cheval de trait. Le Conseil général décida qu'un essai de l'élevage du cheval de trait serait fait dans l'arrondissement de Lunéville sous le patro-

nage du Comice, que cet essai durerait six années et serait subventionné d'une somme annuelle de 3.000 francs distraite des concours spéciaux de Lunéville et Domèvre-sur-Vezouze. Le Conseil général décida en outre que l'emploi de cette somme serait confié à une Commission nommée par le Comice agricole de Lunéville avec l'assistance d'un délégué de chacun des Comices du département, sans le concours de l'administration des haras.

Pour répondre à la confiance du Conseil général, le Comice et le Syndicat agricoles de Lunéville décidèrent qu'ils affecteraient annuellement une somme égale à la subvention départementale, soit au total 6.160 francs, à la diffusion du cheval ardennais.

Une Commission fut désignée pour s'occuper des voies et moyens pratiques pour arriver au but que l'on poursuivait.

On fit acheter en Belgique un certain nombre d'étalons, de juments, de pouliches de trois ans et d'un an. La Commission décida que pour les étalons importés on demanderait aux haras l'approbation avec primes. Pour ceux qui ne seraient pas primés par l'Etat, il fut entendu qu'ils recevraient annuellement une prime de 250 francs et que des carnets de saillie seraient fournis aux propriétaires par le Comice avec obligation pour ceux-ci de les remplir avec soin et d'indiquer les poulains obtenus par chacun de leurs étalons.



La Commission obtint, des propriétaires d'étalons, qu'une Caisse d'assurance mutuelle contre la mortalité de leurs chevaux serait établie et qu'une cotisation annuelle de 50 francs serait versée par chacun d'eux pour alimenter cette Caisse. L'indemnité, en cas de perte d'un étalon, fut fixée à 1.500 francs pour un cheval de trois ans, 1.300 francs pour un de quatre ans, 1.100 francs pour un de cinq ans, 900 fr. pour un de six ans, 700 francs pour un de sept ans, et après 500 francs, ou une indemnité proportionnelle à ces chiffres, selon l'encaisse à la fin de l'année où il se serait produit un ou plusieurs accidents.

Pour mettre le Conseil général et les intéressés en mesure de juger des progrès qui pourraient être réalisés pendant la période sexennale de l'essai entrepris par le Comice, il fut entendu que chaque année, à partir de 1902, on ferait à Lunéville un concours des animaux ardennais purs ou croisés de l'arrondissement et que des primes y seraient distribuées dans la limite des fonds affectés à cet objet tant par le Conseil général que par le Comice et le Syndicat agricoles.

Le premier eut lieu le 17 août 1902. On y remarquait :

| <i>Race ardennaise pure</i>  | <i>Race ardennaise croisée</i> |
|------------------------------|--------------------------------|
| Etalons faisant la monte. 10 | Juments et pouliches de        |
| Juments et pouliches de      | trois ans..... 6               |
| trois ans..... 11            | Pouliches de deux ans... 4     |

|                          |                        |               |
|--------------------------|------------------------|---------------|
| Poulains et pouliches de | Pouliches d'un an..... | 15            |
| deux ans.....            | 2                      |               |
| Pouliches d'un an.....   | 10                     | TOTAL..... 25 |
| TOTAL.....               | 33                     |               |

Le second eut lieu le 30 juillet 1903. A ce concours, les éleveurs avaient été invités à amener leurs juments, d'une origine quelconque, suitées de leurs produits de l'année issus des étalons ardennais de race pure. Cette exhibition présentait un grand intérêt en ce qu'elle a permis de constater *de visu* l'influence plus ou moins grande de l'étalon ou de la mère sur le produit. On constata que ces derniers produits étaient bien étoffés vers leur troisième année et qu'il y avait lieu d'espérer que ces pouliches, saillies par des ardennais, feraient le véritable cheval à deux fins, également bon pour le trait et pour l'attelage au trot.

Voici l'énumération des animaux amenés au concours de 1903:

| <i>Race ardennaise pure</i> | <i>Race ardennaise croisée</i> |
|-----------------------------|--------------------------------|
| Etalons.....                | Juments et pouliches de        |
| 10                          | trois ans.....                 |
| Juments et pouliches de     | 11                             |
| trois ans.....              | Pouliches de deux ans... 14    |
| 22                          | Pouliches d'un an..... 16      |
| Poulains et pouliches de    | TOTAL..... 41                  |
| deux ans.....               |                                |
| 11                          |                                |
| Poulains et pouliches d'un  |                                |
| an.....                     |                                |
| 3                           |                                |
| TOTAL.....                  |                                |
| 46                          |                                |

plus 55 poulains de lait pour lesquels il n'y avait pas concours, mais seulement un déplacement de 20 francs pour les mères.

Au concours du 18 août 1904, il fut présenté :

| <i>Race pure</i>           |    | <i>Race croisée</i>      |    |
|----------------------------|----|--------------------------|----|
| Etalons.....               | 13 | Juments et pouliches de  |    |
| Juments et pouliches de    |    | trois ans.....           | 11 |
| trois ans.....             | 26 | Pouliches de deux ans... | 15 |
| Poulains et pouliches de   |    | Pouliches d'un an.....   | 28 |
| deux ans.....              | 6  | TOTAL.....               | 54 |
| Poulains et pouliches d'un |    |                          |    |
| an.....                    | 8  |                          |    |
| TOTAL.....                 | 53 |                          |    |

Au concours du 17 août 1905, il fut présenté :

| <i>Race pure</i>           |    | <i>Race croisée</i>      |    |
|----------------------------|----|--------------------------|----|
| Etalons.....               | 15 | Juments et pouliches de  |    |
| Juments et pouliches de    |    | trois ans.....           | 17 |
| trois ans.....             | 22 | Pouliches de deux ans... | 31 |
| Poulains et pouliches de   |    | Pouliches d'un an.....   | 17 |
| deux ans.....              | 8  | TOTAL.....               | 65 |
| Poulains et pouliches d'un |    |                          |    |
| an.....                    | 11 |                          |    |
| TOTAL.....                 | 56 |                          |    |

Au concours du 31 mai 1905, il fut présenté :

| <i>Race pure</i>           |    | <i>Race croisée</i>        |    |
|----------------------------|----|----------------------------|----|
| Juments et pouliches de    |    | Juments et pouliches de    |    |
| trois ans.....             | 23 | trois ans.....             | 28 |
| Poulains et pouliches de   |    | Poulains et pouliches de   |    |
| deux ans.....              | 18 | deux ans.....              | 17 |
| Poulains et pouliches d'un |    | Poulains et pouliches d'un |    |
| an.....                    | 8  | an.....                    | 13 |
| TOTAL.....                 | 49 | TOTAL.....                 | 58 |

Le Comice agricole de Lunéville tient registre de ses produits et délivre des certificats de saillies.

N° \_\_\_\_\_ MONTE DE 190 \_\_\_\_\_

## COMICE AGRICOLE DE LUNÉVILLE

*Etalons subventionnés par le Conseil général*

M \_\_\_\_\_  
demeurant à \_\_\_\_\_ propriétaire  
de la jument nommée \_\_\_\_\_  
Race : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Taille : \_\_\_\_\_  
Robe : \_\_\_\_\_  
Tête : \_\_\_\_\_  
Membres : \_\_\_\_\_  
Date des saillies : \_\_\_\_\_

### PRODUIT

Nom : \_\_\_\_\_  
Sexe : \_\_\_\_\_  
Robe : \_\_\_\_\_  
Tête : \_\_\_\_\_  
Membres : \_\_\_\_\_  
Date de la naissance : \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ MONTE DE 190 \_\_\_\_\_

## COMICE AGRICOLE DE LUNÉVILLE

*Etalons subventionnés par le Conseil général*

Nom de l'étalon : \_\_\_\_\_ Race : \_\_\_\_\_  
Nom de la jument : \_\_\_\_\_  
Appartenant à M \_\_\_\_\_  
Demeurant à : \_\_\_\_\_  
Race : \_\_\_\_\_  
Age : \_\_\_\_\_  
Taille : \_\_\_\_\_  
Robe : \_\_\_\_\_  
Tête : \_\_\_\_\_  
Membres : \_\_\_\_\_  
Date des saillies : \_\_\_\_\_

### DÉCLARATION DE NAISSANCE

Je soussigné, propriétaire de la jument ci-dessus,  
déclare qu'elle a mis bas le \_\_\_\_\_ un \_\_\_\_\_ poul \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_  
Robe : \_\_\_\_\_  
Tête : \_\_\_\_\_  
Membres : \_\_\_\_\_

*Signature du propriétaire :*

*Visa du Maire :*

Au mois de juin de la même année, le Comice agricole de Lunéville prit part au Concours national de Nancy et y exposa 70 animaux dont 13 étalons de rare pure, 20 juments et 37 poulains et pouliches de trois, deux et un an de race pure et croisée. Il profita de cette occasion pour organiser dans cette ville un Congrès des chevaux de trait. Ce Congrès eut lieu le 16 juin au siège de la Fédération agricole du Nord-Est de la France et de la Société centrale d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle. Les questions proposées pour la discussion étaient :

1° Celles concernant d'une façon générale l'élevage des chevaux de trait dans le Nord-Est ;

2° Et plus spécialement celle concernant la formation d'un syndicat de productions et de vente des chevaux de trait ardennais pour le Nord-Est.

Ce Congrès émit les vœux suivants :

1° Que tout ce qui est relatif à la production et à l'élevage du cheval de trait soit enlevé à l'administration des haras et rattaché à la direction de l'agriculture ;

2° Que les étalons de trait qui se trouvent actuellement dans les haras nationaux soient vendus à des producteurs obligés de les conserver et qu'ils soient tous approuvés avec prime ;

3° Que les sommes actuellement consacrées par l'Etat à l'acquisition et à l'entretien des chevaux de trait dans des haras nationaux, soient mises à la disposition des sociétés

agricoles pour être employées en primes d'achat et d'approbation accordées aux propriétaires d'étalons de trait, par une commission choisie par le ministre de l'Agriculture sur des listes présentées par ces sociétés agricoles, avec adjonction d'un délégué du ministère, mais pris en dehors de l'administration des haras ;

4° Que les concours généraux et nationaux agricoles comprennent une section de chevaux de trait ;

4° Qu'il soit formé des syndicats de production et de vente des chevaux de trait ardennais, sur le plus grand nombre de points possible, dans le Nord-Est, et que ces syndicats soient reliés entre eux par un Syndicat général.

Le Syndicat d'Elevage du cheval de trait dans le Nord-Est fut constitué quelque temps après ce Congrès. Il fonctionne donc actuellement depuis moins d'un an. Il est impossible d'en connaître les résultats, mais les résultats obtenus les années précédentes par le Syndicat d'Elevage du cheval ardennais de l'arrondissement de Lunéville sont de nature à donner d'excellentes espérances.

Ses statuts sont du reste analogues à ceux du Syndicat de Lunéville.

1° Il est créé dans la région du Nord-Est une association pour l'élevage du cheval de trait.

Cette association prend le nom de Syndicat régional d'élevage du cheval de trait. Sa durée est illimitée.



Son siège social est à Nancy.

2° Il s'étendra aux départements suivants : Meurthe-et-Moselle, Meuse, Ardennes, Marne, Haute-Marne, Aube, Vosges, Haute-Saône, territoire de Belfort, Doubs, Jura ;

3° Il est composé de tous les syndicats d'élevage qui sont ou seront créés dans la région, soit par arrondissements, soit par départements. Ces syndicats locaux sont représentés au Syndicat Régional par tous les membres de leurs comités respectifs ;

4° Le but de l'association est de poursuivre la propagation de l'élevage du cheval de trait par tous les moyens, notamment de chercher à obtenir l'appui de tous les sénateurs et députés de la région auxquels on demanderait d'intervenir auprès des pouvoirs publics afin d'obtenir que l'élevage du cheval de trait soit rattaché à la direction générale de l'Agriculture au ministère, et par conséquent dégagé de la tutelle de l'administration des haras ; et logiquement, que tous les étalons de trait existant dans les dépôts soient placés chez les éleveurs et primés par le ministre de l'Agriculture ; et enfin de chercher à obtenir des subventions de l'Etat, des Conseils généraux et des Sociétés d'Agriculture ;

5° Le Syndicat Régional sera administré par un comité nommé par la première Assemblée générale de tous les syndicats locaux. Le comité sera chargé de réunir le Syndicat Régional en assemblée générale au moins une fois par an. Ces assemblées auront lieu au siège de la Société ou dans le lieu où chaque année se réunit la Fédération des sociétés agricoles du Nord-Est ;

6° Chaque syndicat affilié paiera une cotisation annuelle de 5 francs pour les syndicats cantonaux, de 10 francs pour les syndicats d'arrondissement, de 20 francs pour ceux des départements ;

7° Le Syndicat régional sera chargé de la publication d'un bulletin annuel résumant tous les faits de l'année, de la statistique des animaux de trait existants dans chaque arrondissement ou département ;

8° Toute discussion politique ou religieuse est interdite dans toutes les réunions du Syndicat Régional.

Ce syndicat a un Herd-Book qui comprend tous les produits de race pure ardennaise et laisse de côté au contraire les produits de races croisées.

Le Comice agricole de Lunéville, dans le but de participer plus utilement à la coopération prévue entre tous les syndicats d'élevage du Nord-Est, a créé un syndicat d'élevage. Ce syndicat, tout en restant sous le patronage du Comice agricole de Lunéville, en est cependant indépendant et constitue un organisme spécial à l'élevage du cheval de trot. Ses statuts sont en harmonie avec ceux du syndicat d'élevage du cheval de trait dans le Nord-Est de la France, dont il devient, pour ainsi dire une filiale.

Article premier. — Sous le patronage du Comice agricole de Lunéville, il est créé une association sous le titre de Syn-

dicat d'Élevage de trait ardennais. Son siège est à Lunéville. Sa durée est illimitée.

Art. 2. — Il a pour but de propager l'élevage du cheval de trait ardennais dans l'arrondissement de Lunéville : 1° par l'importation éventuelle d'étalons et de juments de race pure ; 2° par la surveillance de ces animaux et de leurs produits, et leur inscription sur un registre spécial au Stud-Book lequel sera déposé au bureau du comice.

Art. 3. — Le syndicat est administré par un comité composé d'un président d'honneur qui est le président du comice ; d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire ; d'un commissaire et d'un trésorier.

Art. 4. — Ce comité est chargé de se mettre en rapport avec le Syndicat Régional des départements du Nord-Est qui sera créé prochainement dans le but de favoriser par tous les moyens l'élevage du cheval de trait ; d'agir, de concert avec cette association auprès des pouvoirs publics, par pétition ou autrement, à l'effet d'obtenir que l'élevage du cheval de trait soit rattaché à la direction générale de l'Agriculture au ministère, et par conséquent dégagé de la tutelle de l'administration des haras ; et logiquement d'obtenir que tous les étalons de trait soient placés chez les cultivateurs et primés par le Ministère de l'Agriculture ; et enfin de chercher à obtenir des subventions de l'Etat et des Conseils généraux.

Art. 5. — Pourra devenir membre du syndicat tout éleveur, domicilié dans l'arrondissement qui en fera la demande et s'engagera à en observer les statuts, ainsi que les règle-

ments qui pourront être élaborés par le Comité et adoptés en Assemblée générale ; tout syndicataire pourra se retirer de l'association en prévenant le président par écrit au moins un mois avant la fin de l'année en cours.

Art. 6. — Seuls, les membres du syndicat auront droit aux avantages offerts par l'association, tels que : participation aux concours et expositions, primes d'importation d'étalons, primes d'approbation et autres.

Art. 7. — Ne seront admis dans les concours organisés par le syndicat que les produits issus d'étalons ardennais de race pure, ainsi que les juments saillies par ces mêmes étalons.

Art. 8. — Les membres du syndicat seront tenus de présenter leurs étalons à la Commission spéciale chaque fois que celle-ci le désirera, soit une ou deux fois par an ; ils devront aussi présenter leurs juments et poulains de race pure une fois chaque année dans le but de leur inscription au Stud-Book.

Art. 9. — Chaque syndiqué paiera une cotisation de *deux* francs par année, celle-ci commençant le 1<sup>er</sup> janvier pour finir le 31 décembre.

Art. 10. — Le syndicat se réunira en Assemblée générale avant la fin de chaque année, sur la convocation de son président ; le comité lui soumettra le compte rendu des opérations de l'exercice.

L'Assemblée générale pourra toujours apporter des modifications aux présents statuts lorsque mention en aura été faite sur les convocations portant l'ordre du jour.

Toute résolution mise aux voix pourra être adoptée à la majorité des voix des membres présents.

Art. 11. — Toute discussion politique ou religieuse sera absolument interdite dans toutes les réunions du syndicat.

Plusieurs sociétés hippiques existent dans le département de la *Nièvre* (1), mais elles ne sont guère que des Sociétés de courses.

Une décision ministérielle du 27 octobre 1899 a autorisé la Société de courses de Decize. Cette société, suivant l'article 1<sup>er</sup> de ses statuts, organise à Decize des courses de chevaux, elle a pour but exclusif, suivant l'article 2, « l'amélioration de la race chevaline, ainsi que le prescrit la loi du 2 juin 1891 qui a réglementé l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux en France et plus spécialement le développement de l'agriculture dans l'une de ses branches essentielles ».

La ville de Tannay possède une Société de courses qui a pour but d'encourager l'élevage dans le département de la Nièvre (art. 1<sup>er</sup> des statuts) et qui établit chaque année des épreuves au trot et au galop pour les chevaux nés et élevés dans le département (art. 2).

---

1. Enquête personnelle.

La Société hippique nivernaise fondée en 1889, a « pour but de favoriser et d'encourager la production et l'éducation du cheval de demi-sang au moyen de primes de dressage, courses au trot ou au galop pour chevaux entiers, hongres et juments de trois, quatre, cinq, six ans » (art. 1<sup>er</sup> des statuts). Ses ressources sont assez considérables en raison du grand nombres de sociétaires et des subventions importantes données par l'Etat, le département, la ville de Nevers, et les sociétés de courses. Le concours hippique et les courses organisés chaque année à Nevers sont très brillants.

Dans le *Pas-de-Calais* (1), c'est, le Syndicat agricole de Boulogne-sur-Mer, fondé on 1885 sous le patronage de la Société des Agriculteurs de France, qui a pris en mains les intérêts de l'élevage des chevaux de la race boulonnaise.

D'après ses statuts de fondation, ce syndicat devait assurer les mêmes services que les syndicats agricoles ordinaires : propagation de l'enseignement agricole, conférences, bibliothèques ; expériences de cultures ; office d'achat de machines, engrais, semences ; établissement d'institutions de mutualité, assurances, etc., mais un des articles de ces statuts

---

1. Enquête personnelle,



prévoyait l'organisation d'un « livre généalogique » aidant au développement et à l'amélioration des races d'animaux spéciales au pays et à la sûreté des transactions y relatives.

Le livre généalogique fut ouvert dès l'année même de la fondation du syndicat. Le règlement adopté pour l'admission à l'inscription est ainsi conçu :

1° Le livre d'origine des chevaux de trait français n'est ouvert à aucun produit né du croisement entre chevaux de trait et chevaux d'autre race ;

2° Ne sont pas réputés métis ou croisés les animaux issus d'alliance entre reproducteurs appartenant à l'une quelconque des familles chevalines, primitivement croisées en tribus distinctes en Bretagne, dans le Perche, dans le Boulonnais, dans les Ardennes ou dans les autres contrées qui produisent le gros cheval ;

3° L'ensemble des contrées d'élevage où se produit le cheval de trait, ayant été partagé en plusieurs sections comprenant un nombre d'arrondissements ou de cantons déterminé. Tout cheval, habitant une de ces sections, doit être examiné et accepté par la Commission locale pour pouvoir être inscrit au registre de sa section : au cas où il serait refusé ; un cheval ne pourra être présenté à une autre commission dans une section différente ;

4° Les chevaux inscrits à une section du Stud-Book, ou issus de parents inscrits tous deux à une même section

deviennent la propriété de cette section et ne peuvent plus être inscrits au registre d'une autre section ;

5° Tout cheval, issu de parents inscrits tous deux à la même section du Stud-Book, a droit à l'inscription d'office sur le registre de sa section, en quelque point de la France ou de l'étranger qu'il se trouve (moyennant le **payement** des droits affectés à l'inscription) ;

6° La commission d'examen instituée pour juger les chevaux présentés à l'inscription, est souveraine : ses décisions sont sans appel et elle n'a pas de motifs à donner de son refus à inscrire un cheval ;

7° Toute demande d'inscription est accompagnée d'une déclaration du propriétaire indiquant, autant que possible, les noms des parents et grands-parents du cheval et certifiant que le sujet proposé est de race française de trait pure ;

8° Chaque demande d'inscription est accompagnée d'une somme de 6 francs par tête d'étalon ou de jument, somme remboursable en cas de non-admission : elle donne droit à un certificat (1) : le *tableau généalogique*, s'il est demandé, se paye en outre 6 francs (2). La demande doit porter très lisiblement l'adresse de l'éleveur avec le bureau de poste ;

---

1. Cette somme de 6 francs doit être partagée entre la Société des Agriculteurs de France et le bureau de la section.

2. Cette somme de 6 francs revient tout entière à la Société des Agriculteurs de France.

9° Toute fausse déclaration fera perdre au déclarant le droit de faire inscrire des chevaux au Stud-book des chevaux de trait français ;

10° La même pénalité sera encourue par toute personne qui tenterait de faire inscrire le même animal à deux sections différentes du Stud-Book ;

11° Les chevaux de trait qui existent actuellement dans les contrées de la France où n'a été créée aucune section du Stud-Book, ne peuvent être admis à l'inscription d'aucune section, à moins qu'ils ne rentrent dans la catégorie énoncée à l'article 5 précité : dans le cas où l'élevage de la contrée serait assez important, les propriétaires et éleveurs, par une demande adressée à la Société des Agriculteurs, pourront provoquer, dans leur pays, la création d'une section du Stud-Book et l'ouverture d'un registre nouveau d'inscription ;

12° La Commission d'examen fonctionnera tant que le registre de la section restera ouvert à l'inscription des chevaux de la contrée : lorsque cette commission locale, d'accord avec la Société des Agriculteurs, aura jugé que le nombre des animaux inscrits est suffisant, le registre sera fermé et ne s'ouvrira plus qu'à l'inscription des *produits issus de reproducteurs appartenant tous deux à la section*. Cependant par dérogation à l'article 4, et afin de permettre un croisement qui peut être avantageux à l'élevage d'une contrée, le *produit de parents appartenant à deux sections différentes* du Stud-Book, pourra être inscrit lui-même au pays où habite

sa mère ; mais il reste bien entendu que les parents devront être *tous deux* inscrits au livre d'origine de la Société.

La circonscription boulonnaise comprend les départements du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, de l'Aisne et l'arrondissement de Dunkerque (Nord).

Depuis quelques années, le Syndicat agricole du Boulonnais semble vivement préoccupé de la question d'exportation. Des marchands du Canada et des Etats-Unis viennent parfois dans le Boulonnais acheter un certain nombre de chevaux. Le syndicat, tout naturellement désireux de développer ce débouché, a proposé à ses membres dans le but de fonder une coopérative au capital de 15 à 20.000 francs à souscrire par parts de 100 francs ou plus par un certain nombre d'éleveurs, propriétaires, ou ceux qui voudraient s'intéresser à une telle entreprise.

Il est bien évident qu'une telle fondation permettrait d'assurer des relations plus suivies avec les acheteurs du Canada et des Etats-Unis. En outre la coopérative ainsi créée serait admise à profiter des lois que le Parlement a récemment voté en vue de favoriser le développement du crédit agricole et de recevoir des avances des caisses régionales.

Ajoutons qu'une société a été constituée le 1<sup>er</sup> juillet 1904 sous le nom de « Caisse de crédit pour les membres du Syndicat des Agriculteurs de Boulogne-sur-Mer ». C'est une société en nom collectif, à capi-

# DEMANDE D'INSCRIPTION AU STUD-BOOK DES CHEVAUX DE TRAIT FRANÇAIS (SECTION BOULONNAISE)

Etabli et publié sous les auspices de la Société des Agriculteurs de France

Je soussigné, propriétaire de l'animal dont le signalement suit, déclare le proposer à l'inscription au Stud-Book des Chevaux de trait français, race boulonnaise

## Noms des père et mère

|                                                       |                   |                  |
|-------------------------------------------------------|-------------------|------------------|
| Nom de l'animal                                       | Père              | N° d'inscription |
| Sexe                                                  | Appartenant à     |                  |
| Date de naissance                                     | Demeurant à       |                  |
| Robe                                                  | Primes obtenues : |                  |
| Marques particulières                                 |                   |                  |
|                                                       | Mère              | N° d'inscription |
| Indiquer la taille, s'il est âgé de plus de trois ans | Appartenant à     |                  |
| Primes obtenues :                                     | Demeurant à       |                  |
|                                                       | Primes obtenues : |                  |
| Autres renseignements sur l'origine :                 |                   |                  |

## Noms des grands-pères et grand'mères

|               |                  |
|---------------|------------------|
| Grand-Père    | N° d'inscription |
| Appartenant à |                  |
| Demeurant à   |                  |
| Grand'mère    | N° d'inscription |
| Appartenant à |                  |
| Demeurant à   |                  |
| Grand-père    | N° d'inscription |
| Appartenant à |                  |
| Demeurant à   |                  |
| Grand'mère    | N° d'inscription |
| Appartenant à |                  |
| Demeurant à   |                  |

## Conditions d'admission :

Le livre d'origine des Chevaux de trait français n'est ouvert à aucun produit né du croisement entre Chevaux de trait et Chevaux d'autre race.

Les chevaux inscrits à une section du Stud-Book ou issus de parents inscrits tous deux à une même section deviennent la propriété de cette section et ne peuvent plus être inscrits au registre d'une autre section.

Toute demande d'inscription est accompagnée de la présente déclaration indiquant, autant que possible, les noms des parents et grands-parents du cheval et certifiant que le sujet proposé est de race française de trait pure.

Chaque demande d'inscription est accompagnée d'une somme de six francs par tête d'étalon ou de jument, somme remboursable en cas de non admission ; elle donne droit à un certificat ; le *Tableau Généalogique*, s'il est demandé, se paie en outre six francs. La demande doit porter très lisiblement l'adresse de l'éleveur avec le bureau de poste.

Toute fausse déclaration fera perdre au déclarant le droit de faire inscrire des chevaux au Stud-Book des chevaux de trait français.

La même pénalité sera encourue par toute personne qui tenterait de faire inscrire le même animal à deux sections différentes du Stud-Book.

NOTA. — Indiquer très lisiblement l'adresse avec le bureau de poste.

Cette feuille est à renvoyer à la Commission du Stud-Book, 24, Rue Victor-Hugo, à Boulogne-sur-Mer

Je certifie sincère et véritable la présente déclaration,

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_ 190—

Signature et adresse du déclarant : \_\_\_\_\_

**DÉCLARATION DE NAISSANCE DES POULAINS  
ET POULICHES DE RACE BOULONNAISE**

Appartenant à M. ....-demeurant à.....bureau de poste.....

ANNÉE 190—

**24, rue Victor-Hugo**  
**BOULOGNE-SUR-MER**

Feuille à remplir et à retourner, 24, rue Victor-Hugo

| NOMS<br>des<br>poulains et pouliches | Date<br>de la<br>naissance | Sexe | Robe<br>et<br>signes particuliers | NOMS<br>et n <sup>os</sup> d'inscription<br>du père et de la mère | Donner à défaut des<br>n <sup>os</sup> d'inscription des père et mère<br>les ascendances<br>et signalément de ceux-ci |
|--------------------------------------|----------------------------|------|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                      |                            |      |                                   |                                                                   | <p>Certifié le présent état.</p> <p><i>Le</i> _____</p> <p>LE PROPRIÉTAIRE</p> <p>LE MEMBRE DE LA COMMISSION</p>      |



tal variable. Son capital qui est de 6.000 francs est divisé en 120 parts de 50 francs chacune. Elle est régie par la loi du 5 novembre 1894.

L'administration de cette caisse est assurée par un Conseil qui reçoit et examine les demandes d'emprunt, accorde les prêts selon les règles établies par l'Assemblée générale, donne son avis sur leur renouvellement, décide l'admission et l'exclusion des membres, surveille la gestion d'un directeur qui représente la caisse en justice et surveille le comptable ; ainsi que par un Conseil de surveillance qui se réunit tous les trois mois, surveille les écritures, fait les comptes de la caisse.

Seuls, les membres du Syndicat des Agriculteurs du Boulonnais agréés par le Conseil d'administration peuvent faire partie de la Caisse.

La caisse prête pour un usage déterminé et soumis au conseil d'administration. L'emprunteur doit présenter une caution, un gage ou une hypothèque.

En *Savoie* (1), la circonscription d'Annecy pour laquelle l'élevage du cheval constitue une industrie très prospère, possède depuis le 22 mars 1905 un Syndicat d'Eleveurs. Ce syndicat fondé sous le nom de Syndicat des Eleveurs de chevaux de circonscription d'Annecy est régi par les statuts suivants :

---

1. Enquête personnelle.

*Formation et Objet du Syndicat*

*Dénomination. — Durée*

*Recrutement des Membres. — Cotisations*

Article premier. — Il est formé entre les soussignés et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association professionnelle qui sera régie par la loi du 21 mars 1884 et par les dispositions suivantes :

Son siège social est à Bourg.

Art. 2. — L'Association prend le titre de *Syndicat des Eleveurs de chevaux de la circonscription d'Annecy*. Sa durée est illimitée ainsi que le nombre de ses membres. Elle s'interdit toute discussion politique ou religieuse.

Art. 3. — Peuvent faire partie du Syndicat les personnes qui se livrent à l'élevage du cheval ou exercent des professions connexes.

Le Syndicat a pour but de défendre les intérêts hippiques des éleveurs et d'ouvrir des débouchés à l'élevage.

Peuvent seuls faire partie du syndicat, des Français majeurs, jouissant de leurs droits civils, domiciliés dans les départements faisant partie de la circonscription d'Annecy.

Art. 4. — Le Syndicat se compose de membres adhérents qui auront tous des droits égaux aux Assemblées générales, quelles que soient leurs cotisations.

Les membres adhérents paieront une cotisation annuelle de 2 francs ; ceux qui paieront une cotisation minimum de 10 francs seront qualifiés de membres fondateurs. Enfin,

les personnes qui offriront au Syndicat un don de 50 fr. minimum, recevront le titre de membres donateurs ou bienfaiteurs. Les adhérents seront reçus sur leurs demandes et après acceptation de la Chambre syndicale. La cotisation est due pour l'année entière en cours, quelle que soit la date d'admission du candidat ou la date de démission d'un adhérent. L'engagement est fait pour six ans. Tout adhérent voulant se retirer du Syndicat après six ans, devra en faire une déclaration écrite au secrétaire qui en donnera récépissé.

#### *Administration du Syndicat*

Art. 5. — Le Syndicat est dirigé et administré par une Chambre syndicale qui pourra déléguer une partie de ses pouvoirs aux président, vice-présidents et secrétaire-trésorier du Syndicat, ainsi qu'à des Commissions spéciales.

La Chambre syndicale sera composée de quinze membres et les Assemblées générales pourront en augmenter le nombre en considération des adhérents nouveaux jusqu'à concurrence de vingt-cinq, sans modifier les statuts. Elle sera élue pour six ans par l'Assemblée générale qui élira, pour six ans, un Président, deux Vice-Présidents, un Secrétaire-Trésorier, lesquels feront tous partie de droit de la Chambre Syndicale.

Art. 6. — La Chambre Syndicale se réunit au siège social sur la convocation du Président. Elle se réunira un mercredi de décembre, dans l'après-midi, et aussi chaque fois que ce

sera nécessaire ou que le groupement d'un département le demandera. Elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents, et ses décisions seront prises à la majorité. Les membres absents ont le droit de se faire représenter par un autre membre de la Chambre Syndicale. La même personne ne pourra représenter plus d'un de ses collègues. En convoquant pour les réunions, le Président indiquera l'ordre du jour d'après les décisions de la réunion précédente et les faits qui pourront surgir. Tout membre de la Chambre Syndicale qui désirera porter une question à l'ordre du jour devra aviser le Président en temps utile; et il ne sera définitivement délibéré que sur les questions portées à l'ordre du jour sur les convocations.

Art. 7. — La Chambre Syndicale nommera des Commissions spéciales, si elle le juge nécessaire, ainsi que des délégations destinées à la représenter. Mais les Président, Vice-Présidents et Secrétaire-Trésorier font partie de droit de toutes les Commissions des délégations.

Art. 8. — Les membres adhérents d'un même département pourront se grouper entre eux pour examiner particulièrement leurs vœux départementaux et désigner un membre de la Chambre Syndicale pour présenter ses vœux et son examen.

Art. 9. — Les Associations régionales hippiques pourront en tant que personnes civiles, être admises à faire partie du Syndicat en payant une cotisation de 10 francs en la personne de leur Président ou de leur délégué désigné à cet effet parmi les personnes qualifiées pour entrer dans le syn-

dicat. Le délégué pourra faire partie de la Chambre Syndicale après avoir été accepté par elle au scrutin secret à la majorité des deux tiers, son mandat prendra fin en même temps que celui de ses collègues.

Art. 10. — L'Assemblée générale aura lieu un mercredi de décembre, elle pourra, en outre, être convoquée toutes les fois que la Chambre Syndicale le jugera utile. Aucune modification aux statuts ne pourra être faite en dehors de l'Assemblée générale. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Les convocations seront adressées huit jours au moins avant la date de la réunion qui sera fixée par la Chambre Syndicale.

Art. 11. — Des Présidents d'honneur, ayant rendu des services à l'élevage, pourront être désignés en dehors du Syndicat et choisis par la Chambre Syndicale après leur acceptation.

Art. 12. — Le patrimoine du Syndicat est formé au moyen des cotisations, dons, subventions et intérêts du placement des fonds sans emploi annuel.

Art. 13. — Les statuts seront imprimés, un exemplaire en sera remis à chaque sociétaire.

Art. 14. — Toute demande de modification de statuts devra être présentée à la Chambre Syndicale qui en fera un rapport avant l'Assemblée générale où elle sera proposée. La modification ne pourra être admise qu'à la majorité des votants.

Art. 15. — La Chambre Syndicale fera dresser annuellement le budget des dépenses de l'exercice écoulé.

Art. 16. — Entraînent l'exclusion du Syndicat, qui est prononcée par la Chambre Syndicale, sauf appel devant l'Assemblée générale : tout acte contraire à l'honneur, le défaut de paiement des cotisations après deux lettres de rappel, le refus de se conformer aux statuts.

Art. 17. — La dissolution ne pourra être prononcée que par l'Assemblée générale, à la majorité des trois quarts des membres présents. La Chambre Syndicale sera chargée de la liquidation.

Depuis le mois de janvier 1906, ce syndicat publie tous les deux mois un bulletin, qui est envoyé gratuitement aux adhérents du syndicat. Ce bulletin insère les communications du syndicat, des études sur la question chevaline. Il a en outre un service important permettant de publier les offres et les demandes d'animaux.

Ce syndicat fonctionne depuis peu ; il semble donc difficile de juger dès maintenant des résultats obtenus. Une Assemblée générale cependant a eu lieu depuis la fondation : le 19 décembre 1906 ; la lecture des vœux soumis à l'Assemblée et adoptés par elle permet de se rendre compte de la nature des avantages dont la réalisation est poursuivie par le syndicat. Le programme de l'année 1907 est le suivant :

*Premier vœu.* — Considérant que l'extension toujours plus grande du cyclisme, et de l'automobilisme porte à l'éle-



vage du demi-sang un véritable préjudice, les éleveurs de la circonscription d'Annecy demandent à l'administration des haras d'acheter à l'avenir des chevaux de qualité et de grande valeur, afin d'éliminer les médiocrités ;

De donner dans les régions qui les désirent et les demandent, des étalons de trait de la race ardennaise, afin que les éleveurs puissent produire des poulains rémunérateurs au sevrage, et créer une race utilisable aux travaux de culture.

*Deuxième vœu.* — Considérant que l'école de dressage de Bourg est d'utilité publique ; que, pour vendre des chevaux au commerce, seul débouché sérieux qui existe dans notre pays d'élevage, il faut des animaux parfaitement dressés ;

Qu'une école de dressage peut réunir des lots de chevaux qui permettront aux acheteurs étrangers d'effectuer des voyages à longs parcours et de traiter sur un ensemble d'animaux ;

Que, pour donner un juste renom à l'école, et surtout, pour inspirer la confiance aux éleveurs, une subvention départementale est nécessaire, une subvention pour l'école est demandée au Conseil général.

*Troisième vœu.* — Considérant que les grandes Compagnies des chemins de fer ont des tarifs à prix réduits pour les transports des poulinières avec leurs poulains, se rendant aux stations de monte et en revenant ; que les chevaux de courses bénéficient dudit tarif.

Un vœu sera adressé à la Compagnie des chemins de fer du Sud-Est, afin d'adopter le même tarif G. V. n° 12.

*Quatrième vœu.* — Considérant le vœu émis en 1905, par le Syndicat, auprès des Sociétés de courses de Vienne, Aix-les-Bains pour obtenir une subvention pour les chevaux de la circonscription ;

Que le vœu a reçu une sanction auprès des commissaires d'Aix-les-Bains et que ceux de Vienne l'ont pris en bonne note.

Les éleveurs renouvellent le vœu exprimé en 1905, auprès des sociétés de Vienne, Valence, Gap, Oraison, Montélimar.

*Cinquième vœu.* — Considérant que certaines de nos régions produisent le cheval de remonte ; que les éleveurs souffrent de plus en plus de la crise que subit le cheval.

Une demande sera faite à la Commission de remonte opérant dans la circonscription, d'acheter le plus grand nombre de chevaux.

*Sixième vœu.* — Considérant que l'élevage du trotteur, étant plus récent dans la circonscription d'Annecy que dans celle de Cluny ; que pour cette raison la vitesse de nos chevaux est inférieure.

Les éleveurs demandent que le vœu présenté à l'Association des Sociétés de Courses du Centre et du Sud-Est, tendant à accepter les chevaux de la circonscription de Cluny, dans les courses réservées à ceux d'Annecy, ne soit pas pris en considération par les sociétés de courses.

*Septième vœu.* — Considérant que l'étalon *Riautec* a été peu prolifique en 1905 : les éleveurs de l'Isère demandent qu'il soit remplacé par un cheval trotteur ayant de bonnes performances et une excellente origine.

*Huitième vœu.* — Considérant que l'étalon *Un Despote* produit des poulains petits et légers,

Les éleveurs demandent à ce que cet étalon soit remplacé par un cheval plus fort, plus membré, ayant la même distinction.

*Neuvième vœu.* — Considérant que les preuves de pouliches supprimées permettaient aux petits éleveurs d'entraîner leurs produits et de faire connaître leur élevage,

Une épreuve est demandée à la Société des Courses de Bourg : pour chevaux de trois ans et au-dessus montés ou attelés, n'ayant pas gagné une somme de 100 francs et nés et élevés dans la circonscription d'Annecy. Exclusion faite de tout entraîneur.

Considérant que la Société d'Aix-les-Bains nous a donné satisfaction dans la subvention demandée pour notre élevage, les éleveurs votent à l'unanimité des félicitations et des remerciements à la Société d'Aix-les-Bains.

Dans le département du Tarn-et-Garonne (1), à Toulouse, fonctionne une institution curieuse : l'Ecurie coopérative du Midi, qui a pour but la vente en commun des chevaux que la remonte ne peut pas prendre.

Les éleveurs des chevaux de guerre ont toujours éprouvé de sérieuses difficultés à vendre les che-

---

1. Enquête personnelle.

vaux qui leur étaient laissés pour compte pour la remonte. Ces chevaux, non qu'ils fussent mauvais, sont dressés pour la selle et non pour l'attelage, ce qui les rend impropres pour un certain temps au moins aux services que pourraient leur demander les acheteurs de la région. De plus, présentés sur des champs de foire parfois peu fréquentés, ils risquent de ne point trouver preneurs, car il y a peu de chances que les compagnies de voitures de Paris, les fournisseurs des administrations et armées étrangères y envoient leurs acheteurs.

C'est pour remédier à tous ces inconvénients, qu'un certain nombre d'éleveurs du Tarn-et-Garonne ont fondé l'Ecurie coopérative du Midi. Cette société groupe à Toulouse, à certaines époques déterminées, les chevaux qui n'ont pas été pris par la remonte et que leurs propriétaires veulent vendre, procède à leur dressage, forme des paires et les met en vente à un jour annoncé d'avance à grand renfort de publicité.

Fondée depuis 1905, l'Ecurie coopérative a jusqu'ici marché avec prudence. Constituée avec un petit nombre d'associés et un petit capital, le nombre des sociétaires ainsi que le capital ont progressé depuis. Elle a pu vendre, en un an et demi, environ 200 chevaux. Lors des premières ventes, les chevaux confiés par les sociétaires à la Société étaient soigneusement examinés et évalués, à leur arrivée,

par les membres du conseil d'administration de la Société et les propriétaires apporteurs touchaient immédiatement le montant de leur apport. La Société prenait ainsi la charge exclusive des chevaux des sociétaires et elle les vendait aux meilleures conditions possibles. A la fin de l'exercice, tous les frais de logement, de nourriture, de dressage et de ventes payés, après prélèvement des apports dus ou payés aux propriétaires, la société distribuait entre ces derniers, au prorata de leurs apports, l'excédent des recettes, c'est-à-dire le montant des ventes sur le montant des apports et des frais. A la suite de certains mécomptes provenant des estimations des apports supérieurs aux prix de vente, le système fut abandonné.

L'estimation des chevaux à l'entrée est supprimée et le montant du prix de vente de chaque cheval est remis au propriétaire, déduction faite des frais.

L'Ecurie coopérative du Midi se préoccupe surtout de vendre rapidement les chevaux qui lui sont confiés afin d'éviter les frais d'entretien et de conservation. L'opération du dressage ne nécessitant guère que quinze jours, aussitôt après les chevaux sont mis en vente. La vente a lieu généralement à Toulouse aux enchères publiques, mais, lorsque les acheteurs font défaut dans cette ville, la Société n'hésite point à conduire des convois de chevaux à Paris, Barcelone, Béziers et Montpellier.

Les éleveurs de chevaux de demi-sang (1) ont un syndicat important (2). Fondé en 1904 sous le nom de Syndicat des Eleveurs de Chevaux de demi-sang en France, il compte, y compris les membres des sociétés de courses de province, environ 9.000 membres. Une Chambre syndicale, qui se réunit chaque mois pour délibérer sur les questions d'actualité, administre le Syndicat. Chaque année une assemblée générale suivie d'un banquet réunit un grand nombre d'éleveurs.

Les statuts qui régissent ce Syndicat sont ainsi conçus :

Article premier. — Il est formé entre les soussignés, et ceux qui adhéreront aux présents statuts, une association professionnelle, qui sera régie par la loi du 21 mars 1884 et par les dispositions suivantes.

Son siège social est à Paris, 15, rue de la Chaussée-d'Antin (3).

Art. 2. — L'association prend le titre de *Syndicat des éleveurs de chevaux de demi-sang en France*. Sa durée est illi-

---

1. Il y a aussi en France une Chambre syndicale des chevaux de pur-sang. Ses statuts présentent beaucoup d'analogie avec ceux du Syndicat des Chevaux de demi-sang.

2. Enquête personnelle.

3. Le siège social est actuellement transféré à Paris, 5, avenue du Coq.



mitée ainsi que le nombre de ses membres. Elle s'interdit toute discussion politique et religieuse.

Art. 3. — Peuvent faire partie du syndicat les personnes qui se livrent à l'élevage du cheval de demi-sang, le font naître ou exercent des professions connexes, telles que les propriétaires préparant habituellement des jeunes chevaux de demi-sang pour les courses et les concours.

Le Syndicat a pour but de défendre les intérêts hippiques des éleveurs vis-à-vis des pouvoirs publics, des administrations publiques, et départementales, des sociétés de courses, des compagnies de transport, d'assurances, etc., et d'ouvrir des débouchés à l'élevage.

Pourront seuls faire partir du Syndicat, les Français majeurs, jouissant de leurs droits civils.

Art. 4. — Le Syndicat se compose de membres adhérents qui auront tous des droits égaux aux Assemblées générales, quelles que soient leurs cotisations.

Les membres adhérents paieront une cotisation annuelle minima de 3 francs ; ceux qui paieront une cotisation annuelle de 20 francs seront qualifiés de membres fondateurs : ceux qui paieront une cotisation annuelle de 100 fr. ou au-dessus seront qualifiés de membres donateurs. Enfin, les personnes qui offriront au Syndicat un don de 500 francs minimum recevront le titre de membres bienfaiteurs.

Les adhérents seront reçus sur la présentation de deux membres adhérents déjà admis et après un vote de la Chambre syndicale, au scrutin secret et à la majorité des deux

tiers. La cotisation est due pour l'année entière en cours, quelle que soit la date d'admission du candidat, ou la date de démission d'un adhérent. Elle est exigible au commencement de l'année.

Art. 5. — Le Syndicat est dirigé et administré par une Chambre syndicale, qui pourra déléguer une partie de ses pouvoirs aux présidents, vice-présidents, secrétaires et trésorier du Syndicat, ainsi qu'à des commissions spéciales.

La Chambre syndicale sera composée de soixante membres et les Assemblées générales pourront en augmenter le nombre en considération des adhérents nouveaux, jusqu'à concurrence de soixante-quinze, sans modifier les statuts. Elle sera élue pour six ans, l'Assemblée générale qui élira également pour six ans un président, des vice-présidents, dont le nombre pourra égaler celui des arrondissements hippiques, deux secrétaires et un trésorier, lesquels feront tous partie de droit de la Chambre syndicale.

La première Assemblée générale pourra ne pas élire tous les vice-présidents et réserver une ou plusieurs vice-présidences vacantes en vue de la représentation des adhérents nouveaux.

Art. 6. — La Chambre syndicale se réunit au Siège social sur la convocation du président. Elle se réunira au moins tous les deux mois et chaque fois que le président le jugera utile ou que cinq membres lui en auront fait la demande.

Elle délibère valablement, quel que soit le nombre des membres présents et ses décisions sont prises à la majorité. Les membres absents ont le droit de se faire représenter

par un autre membre de la Chambre syndicale. La même personne ne pourra représenter plus d'un de ses collègues.

En convoquant pour les réunions, le président indiquera l'ordre du jour, d'après les décisions de la réunion précédente et les faits qui pourraient surgir. Tout membre de la Chambre syndicale qui désirera faire porter une question à l'ordre du jour devra en aviser le président en temps utile et il ne sera délibéré définitivement que sur les questions portées à l'ordre du jour sur les convocations.

Art. 7. — La Chambre syndicale nommera des commissions spéciales, si elle le juge nécessaire, ainsi que des délégations destinées à la représenter, mais les président, vice-présidents, secrétaires et trésorier font partie de droit de toutes les Commissions et Délégations.

Art. 8. — Les membres adhérents d'une même région pourront se grouper entre eux pour examiner particulièrement leurs vœux régionaux et désigner un membre de la Chambre syndicale pour présenter ces vœux à son examen.

Art. 9. — Les associations régionales hippiques pourront, en tant que personnes civiles, être admises à faire partie du syndicat, en payant une cotisation de membre fondateur ou donateur, en la personne de leur président ou de leur délégué, désigné à cet effet, parmi les personnes qualifiées pour entrer dans le Syndicat. Le délégué pourra faire partie de la Chambre syndicale après avoir été accepté par elle, au scrutin secret et à la majorité des deux tiers. Son mandat prendra fin en même temps que celui de ses collègues.

Art. 10. — L'Assemblée générale aura lieu une fois par

an au moins ; elle pourra en outre être convoquée toutes les fois que la Chambre syndicale le jugera utile.

Aucune modification aux statuts ne pourra être faite en dehors de l'Assemblée générale.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. Les convocations seront adressées huit jours au moins avant la date de la réunion qui sera fixée par la Chambre syndicale.

Art. 11. — Des présidents d'honneur, ayant rendu des services à l'élevage, pourront être désignés en dehors du Syndicat et choisis par la Chambre syndicale après leur acceptation.

Art. 12. — Le patrimoine du Syndicat est formé au moyen des cotisations, dons, subventions et des intérêts du placement des fonds sans emploi annuel.

Art. 13. — Les statuts seront imprimés ; un exemplaire en sera remis à chaque sociétaire.

Art. 14. — Toute demande de modification aux statuts devra être présentée à la Chambre syndicale qui en fera un rapport, avant l'Assemblée générale, et ne pourra être admise qu'à la majorité des deux tiers des votants.

Art. 15. — La Chambre syndicale fera dresser annuellement le budget des dépenses et recettes du Syndicat, et soumettra à l'Assemblée générale le compte des recettes et dépenses de l'exercice écoulé.

Art. 16. — Entraînent l'exclusion du Syndicat, qui est prononcée par la Chambre syndicale, sauf appel devant l'Assemblée générale : tout acte contraire à l'honneur ; le

défaut de paiement des cotisations après deux lettres de rappel ; le refus de se conformer aux statuts.

Art. 17. — La dissolution ne pourra être prononcée que par l'Assemblée générale, à la majorité des trois quarts des membres présents. La Chambre syndicale sera chargée de la liquidation.

Malgré sa fondation de date récente, le Syndicat des Eleveurs de Chevaux de demi-sang de France a obtenu des résultats qui ne sont pas sans intérêt. Un concours central hippique, très important en raison des débouchés qu'il peut créer et pour lequel une grande publicité est faite à l'étranger, a lieu chaque année. En 1904, une délégation de représentants du Syndicat a été reçue par le ministre de l'Agriculture et a protesté contre l'abaissement du nombre des achats d'étalons par l'Administration des haras et satisfaction a été donnée pour les achats de l'année suivante. Le Syndicat a aussi obtenu l'augmentation du nombre de jours de courses, la diminution des tarifs de chemins de fer pour le transport des animaux appartenant aux membres adhérents.

Jusqu'ici le Stud-Book du demi-sang est entre les mains de l'Administration des haras. Il existe une commission du Stud-Book du demi-sang qui n'a pas fonctionné depuis douze ou quinze ans.

La déclaration de naissance se fait sur la carte de saillie délivrée par l'Administration des haras. Le

côté gauche est rempli par l'éleveur; le talon est conservé au haras et reproduit du côté droit sous forme de certificat approuvé par le directeur du dépôt d'étalons de la région. C'est l'authentification de l'acte de naissance du produit.

Ce Stud-Book semble assez négligé et il serait peut-être à souhaiter que l'initiative privée remédiât à cet état de choses; le directeur de *La France chevaline*, organe des courses au trot, prépare en ce moment, paraît-il, la mise à jour du Stud-Book très complet de la race de demi-sang.

### Race mulassière

La race mulassière ne compte pas en France beaucoup de représentants. Les syndicats ou sociétés fondés pour l'amélioration et la sélection de ces animaux ne sont par suite pas très nombreux.

Nous trouvons en *Savoie* (1), dans la vallée d'Arly, une Société d'Elevage de race mulassière. Fondée en 1893, la Société d'Elevage de race mulassière de la vallée d'Arly compte aujourd'hui 214 membres. Elle est en réalité un syndicat. L'article 1<sup>er</sup> de ses statuts

---

1. Enquête personnelle.



la déclare du reste régie par la loi du 24 mars 1884.

Peuvent faire partie du syndicat les propriétaires, les éleveurs et généralement les personnes qui, à un degré quelconque, s'occupent de l'industrie mulassière et du perfectionnement de la race. Pour être admis à faire partie du syndicat, les postulants devront être présentés par deux membres; leur demande sera soumise à la Chambre syndicale qui statuera sur l'admission, à la majorité des membres présents.

Le syndicat a pour objet général l'étude et la défense des intérêts des éleveurs dans toutes les questions qui peuvent surgir concernant leur industrie consistant en l'élevage du mulet.

Il se propose spécialement : 1° De donner l'impulsion et de procurer des encouragements à la production du mulet dans la vallée d'Arly; 2° De poursuivre le perfectionnement de la race mulassière par le choix judicieux des animaux reproducteurs; 3° De préparer, encourager, soutenir la création d'institutions économiques, telles que sociétés de crédit pour les cultivateurs, sociétés de production et de consommation, caisses de secours mutuels contre la maladie et la mortalité du bétail; 4° D'accorder, dans la mesure de ses ressources, des secours à ceux de ses membres qui seraient atteints dans leurs intérêts agricoles, d'accidents graves; 5° De recueillir les usages et coutumes des localités et de fournir des arbitres et experts pour la solution des questions rurales litigieuses intéressant ses membres.

Le patrimoine du syndicat est formé au moyen : 1° Des cotisations régulières des membres du syndicat; 2° Des dons

et libéralités qui peuvent lui être faits, suivant la faculté ouverte par la loi ; 3° Des subventions qui peuvent lui être accordées. Il est administré par le bureau qui peut choisir un agent comptable salarié.

Chaque membre est tenu de payer annuellement une cotisation fixée à 2 francs et un droit d'entrée de 3 francs.

Son fonctionnement rappelle de très près celui du Syndicat des Eleveurs de Chevaux de la circonscription d'Annecy. Les statuts qui règlent son administration semblent, du reste, avoir servi de type à ceux qui devaient plus tard régler le Syndicat des Eleveurs de Chevaux d'Annecy..

Les résultats obtenus par la Société d'Elevage de la Race mulassière de la vallée d'Arly semblent assez satisfaisants. Des concours ont lieu chaque année. Le commandant de remonte de Mâcon et le directeur du haras d'Annecy y assistent. Les produits exposés sont chaque année de plus en plus remarquables. Les recettes annuelles s'élèvent approximativement à la somme de 2.000 francs, se décomposant en 1.600 francs de subventions et 400 francs de cotisations. Les dépenses annuelles principales sont les primes et prix pour les concours (500 francs) et les subventions données aux tenanciers pour l'entretien des animaux.

La Société tient un livre d'inscription pour l'admission des animaux et délivre des certificats de saillie.

| N <sup>o</sup> d'ordre | Noms et prénoms des sociétaires | Demeure | Date de l'admission | Animaux inscrits |                    | Observations |
|------------------------|---------------------------------|---------|---------------------|------------------|--------------------|--------------|
|                        |                                 |         |                     | Chevaux          | Baudets<br>Juments |              |

SOCIÉTÉ D'ÉLEVAGE DE LA RACE MULASSIÈRE  
*Dans la Vallée d'Arly*

N<sup>o</sup> \_\_\_\_\_ Le \_\_\_\_\_ 190  
 La jument \_\_\_\_\_  
 appartenant à M \_\_\_\_\_  
 de la commune d \_\_\_\_\_  
 a été saillie aujourd'hui par \_\_\_\_\_  
 baudet approuvé par la Société.  
 Signature :

**SOCIÉTÉ D'ÉLEVAGE DE LA RACE  
MULASSIÈRE DE LA VALLÉE DU DORON**

Epoque de la fondation : 1896.  
Circonscription : *Canton de Beaufort (Savoie)*.  
Siège : *Beaufort (Savoie)*.

**CERTIFICAT D'ORIGINE**

Nom et demeure du propriétaire : \_\_\_\_\_

Primée aux concours de : { Jument : âge \_\_\_\_\_  
1° \_\_\_\_\_ { Race \_\_\_\_\_  
2° \_\_\_\_\_ { Poil \_\_\_\_\_  
3° \_\_\_\_\_

Saillie le \_\_\_\_\_

Par : { 1° Baudet : nom \_\_\_\_\_  
{ Race \_\_\_\_\_  
2° Cheval : nom \_\_\_\_\_  
{ Race \_\_\_\_\_

Certifié par le tenancier des étalons, le \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

Poulain né le \_\_\_\_\_

Sexe \_\_\_\_\_

Signalement : \_\_\_\_\_

Certifié par le Maire soussigné le \_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_

|                            |                |
|----------------------------|----------------|
| Primé au concours de _____ | Vendu à _____  |
| _____ le _____             | _____ le _____ |
| Primé au concours de _____ | Vendu à _____  |
| _____ le _____             | _____ le _____ |

Dans le même département existe une autre Société d'élevage de race mulassière, celle de la vallée du Doron dont le siège est à Beaufort. Fondée en 1896, cette Société a les mêmes statuts que la Société de la vallée d'Arly. Le nombre des sociétaires est de 102. Le montant de la cotisation annuelle est de 2 francs. Chaque année a lieu une foire-concours à laquelle prennent part un grand nombre de mulets répartis en catégories et à l'occasion de laquelle sont distribués des prix et des primes. La Société reçoit en subvention 760 francs du gouvernement, 500 francs du département. Elle possède et entretient pour les saillies des chevaux et des baudets étalons. Par suite d'une sélection bien comprise, la Société de la Race mulassière de la vallée du Doron est arrivée à obtenir des sujets très appréciés dans les pays de montagne pour l'agriculture et pour le service des bataillons alpins. Des certificats d'origine sont délivrés pour chaque animal.

### **Race porcine**

Moins développé que l'élevage des autres races d'animaux domestiques l'élevage de la race porcine a pris une assez grande extension dans certaines régions de la France. Dans l'un des cantons du département de la Mayenne, le canton de Craon, cette





Des conditions spéciales de tarifs sont faites par les compagnies de chemins de fer aux exposants.

Les concours sont réservés aux agriculteurs et éleveurs d'animaux de la race craonnaise. La race craonnaise aux termes des arrêtés réglementant les concours est ainsi définie :

*Cette race est caractérisée par un front large et plat, un nez long, large et formant un angle très ouvert avec le front, un corps très allongé et fortement membré, des soies longues, souvent abondantes et grossières, d'un blanc jaunâtre ou d'un jaune rougeâtre, les oreilles longues et tombantes, l'œil dégagé.*

*Toute tache noire ou brune de la peau ou des soies sera considérée comme indice d'un croisement et entraînera l'exclusion de l'animal du concours.*

En 1903, les éleveurs du canton de Craon ont essayé, dans le but de donner à l'extension du commerce d'exportation des porcs, de créer un syndicat susceptible de garantir aux acheteurs non seulement la qualité des individus, mais surtout l'authenticité de leur origine craonnaise.

Ce syndicat aurait porté le nom de Syndicat de Vente et d'Exportation du Porc Craonnais. Les statuts proposés étaient les suivants :

Article premier. — Il est formé entre les soussignés qui adhéreront aux présents statuts, un syndicat qui sera régi par la loi du 21 mars 1884, et par les dispositions suivantes.

Art. 2. — L'Association prend le titre de Syndicat de Vente et d'Exportation du Porc Craonnais. Son siège est établi à Craon.

Art. 3. — Sa durée est illimitée ainsi que le nombre de ses membres, et elle commence le jour du dépôt légal des statuts.

Art. 4. — Peuvent faire partie du syndicat sans distinction de domicile :

Tous les éleveurs de la race porcine craonnaise, habitant l'arrondissement de Château-Gontier et *dont les sujets auront été* l'objet d'une récompense dans l'un des concours spéciaux de Château-Gontier ou de Craon.

Art. 5. — Pour être admis à faire partie du syndicat, il faut être présenté par deux membres adhérents et agréé par le bureau à la majorité des membres présents.

Art. 6. — La non exécution des engagements pris vis-à-vis du syndicat, toute supercherie en relations commerciales ou toute condamnation pour faits contraires à la probité entraîneront l'exclusion des adhérents. Cette exclusion sera prononcée par l'Assemblée générale à la majorité des membres présents.

Art. 7. — Le syndicat a pour but la vente et l'exportation des porcs craonnais purs :

En faisant connaître par des insertions dans les feuilles agricoles, françaises et étrangères, l'importance de la production dans le craonnais et la valeur des animaux qui sont l'objet de cette production.

Art. 8. — Le syndicat est administré par un bureau.

Art. 9. — Le Bureau se compose d'un Président, d'un Secrétaire-Trésorier et de Membres assesseurs.

Art. 10. — Ce Bureau est élu pour quatre ans par les membres du Syndicat, réunis en Assemblée générale.

Les membres de ce Bureau seront rééligibles.

Art. 11. — Le Bureau prononce l'admission des nouveaux membres et l'exclusion des membres qui auraient démérité, dans les conditions prévues aux articles 5 et 6.

Art. 12. — Il exécute toutes les mesures votées par le Syndicat et le représente dans toutes les circonstances.

Art. 13. — Le Bureau se réunit obligatoirement à Craon, au moins une fois par trimestre.

Art. 14. — Le Président du Bureau fait les convocations aux réunions et aux assemblées, dirige les résultats et travaux de l'Association.

Art. 15. — Chaque Assemblée générale se tiendra à l'occasion de chaque concours spécial de la race porcine craonnaise et aussitôt après la distribution des récompenses de ce concours.

Le lieu et l'heure de la réunion seront fixés sur les lettres de convocation.

L'Assemblée générale sera extraordinairement convoquée à Craon toutes les fois que le Bureau le jugera nécessaire.

Art. 16. — Toute discussion politique ou religieuse ou étrangère au but que poursuit l'association est interdite.

Art. 17. — Les porcs primés ou récompensés à l'un des concours spéciaux de la race porcine craonnaise, et appartenant à l'un des adhérents du Syndicat, seront munis du

bouton Deriaz portant sur l'une de ses faces la mention :  
Race craonnaise pure.

Cette dernière sera suivie d'un numéro d'ordre.

Art 18. — L'apposition du bouton se fera non seulement sur les sujets récompensés, mais également sur leurs produits, que les femelles soient suitées ou non à la date du concours. Ces dernières devront avoir été saillies par un reproducteur déjà récompensé dans l'un des concours antérieurs, et le possesseur des femelles en question devra justifier de l'exactitude des faits par la présentation d'une carte de saillie, émanant du propriétaire du mâle et légalisée par le maire du lieu.

Art. 19. — L'opération s'effectuera sous la surveillance de deux membres du Syndicat et désignés à cet effet en Assemblée générale.

Ces deux membres seront accompagnés du Secrétaire-Trésorier, qui prendra sur un registre à souche les noms et l'adresse des propriétaires des animaux marqués.

Art. 20. — Tout adhérent désirant faire marquer ses produits paiera 1 franc par bouton.

Art. 21. — Le paiement de ces marques s'effectuera séance tenante.

Art. 22. — Toute demande d'achat adressée au Secrétaire-Trésorier du Syndicat sera portée à la connaissance des adhérents par voie de poste.

Ceux-ci ne pourront adresser aux demandeurs que des sujets inscrits et marqués, la non conformation à cette disposition entraîne l'exclusion du participant.

Tout adhérent ayant traité avec le demandeur le fera

savoir au Secrétaire-Trésorier par voie de poste, sans indication des conditions de vente toutefois.

Cette mesure est destinée à faciliter la récapitulation des affaires pendant chaque trimestre écoulé.

Art. 23. — Le bureau délègue ses pouvoirs au président, qui agit au nom du syndicat et le représente dans tous les actes de la vie civile.

Il peut se faire remplacer, par délégation spéciale, par un membre du bureau ou du syndicat.

Art. 24. — Le patrimoine du syndicat est constitué :

1° Par les versements résultant de la vente des boutons Deriaz ;

2° Par une cotisation fixe et annuelle de 5 francs par membre, dont le dépôt devra s'effectuer à chaque Assemblée générale, sous peine d'exclusion immédiate ;

3° Par les dons et legs qui peuvent lui être accordés ;

4° Par les subventions qui peuvent lui être accordées ;

5° Par les intérêts de placements de fonds sans emploi.

Art. 25. — En cas de dissolution, qui ne pourra être prononcée par l'Assemblée générale et à la majorité des trois quarts des membres présents, le bureau sera chargé de la liquidation. Le fonds social sera utilisé à la création d'une œuvre d'intérêt agricole.

Le syndicat ainsi projeté n'a pas été formé. Le registre généalogique prévu n'a pas été tenu. Les grands propriétaires étaient assez disposés à poursuivre cette tentative, mais les petits producteurs s'y

sont vivement opposés. Dans un avenir plus ou moins proche, à l'époque où l'instruction se sera répandue dans cette région, on peut espérer que les éleveurs de porcs craonnais comprendront les avantages de l'association, constitueront un syndicat et ouvriront un livre généalogique.

### **Race canine**

L'élevage du chien n'a pas provoqué en France la constitution d'un très grand nombre de sociétés ou de syndicats.

Il existe à Paris cependant une Société Centrale pour l'amélioration des races de chiens en France. Cette société paraît surtout avoir pour but d'organiser soit à Paris, soit en province, des expositions périodiques de chiens.

Ses statuts sont les suivants :

#### **TITRE PREMIER**

##### *But de la Société*

Article premier. — La Société, dont le siège est à Paris, 40, rue des Mathurins, a pour but l'amélioration et la reconstitution en France des races de chiens d'utilité et d'agrément par tous les moyens jugés convenables.

Elle organise des expositions périodiques de chiens, soit



à Paris, soit en province, et donne des épreuves de chiens d'arrêt en campagne ou field-trials.

Art. 2. — La Société se compose :

- 1° de membres honoraires ;
- 2° » fondateurs ;
- 3° » fondateurs permanents ;
- 4° » souscripteurs ;
- 5° » souscripteurs permanents ;
- 6° » correspondants.

Les membres fondateurs acquittent une cotisation annuelle de 60 francs ; ils sont présentés par deux parrains, membres du Comité, et reçus par ce dernier au scrutin secret et à la majorité des voix.

Les membres honoraires et les membres correspondants sont nommés par le Comité, et ne paient pas de cotisations.

Les membres souscripteurs sont reçus sur leur demande ; ils acquittent une cotisation annuelle de 30 francs.

Toute personne ayant fait à la Société un versement, unique, mais minimum de 500 francs, devient membre souscripteur permanent.

Les membres fondateurs faisant le même versement, deviennent membres fondateurs permanents.

Art. 3. — Les cotisations annuelles sont exigibles dans le courant du mois de janvier ; tout membre de la société qui n'a pas donné sa démission avant le 31 décembre, reste débiteur de sa cotisation pour l'année courante.

Les membres de la Société ne peuvent, en aucun cas, être engagés au delà de leurs cotisations.

Art. 4. — Les membres du Comité et les membres fondateurs ont droit à une carte d'entrée personnelle et à trois cartes de dames ou enfants au-dessous de quinze ans.

Les membres souscripteurs ont droit à une carte d'entrée personnelle et à deux cartes de dames ou enfants au-dessous de quinze ans.

## TITRE II

### *Administration de la Société*

Art. 5. — La société est administrée par un Comité composé de vingt-quatre membres ; nul ne peut être membre du Comité s'il n'est Français, majeur et s'il ne jouit de ses droits civils et politiques.

La Comité choisit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-présidents, un secrétaire du Comité, un trésorier et un vice-trésorier.

Art. 6. — Le président et les vice-présidents du Comité portent le titre et remplissent toutes les fonctions de président ou du vice-président de la Société.

Le trésorier est chargé de recevoir toutes les sommes qui pourraient être dues à la Société à quelque titre que ce soit, d'en donner quittance, de payer le passif, de faire de l'excédent des fonds en caisse tel emploi que le Comité décidera.

Il représente, en outre, la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile ; il ne peut, toutefois, intenter aucune action, sans y avoir été préalablement autorisé par un vote du Comité.

Le vice-trésorier remplace le trésorier dans ses fonctions, lorsque celui-ci en est empêché.

Art. 7. — En cas de démission ou de décès du président, d'un vice-président, du trésorier ou d'un de ses membres, le Comité pourvoit à son remplacement, par voie de scrutin secret ; les membres du Comité sont toujours pris parmi les membres fondateurs.

Art. 8. — Les décisions du Comité sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

La présence de cinq membres est nécessaire pour que les délibérations du Comité soient valables.

Art. 9. — Dans les pouvoirs du Comité se trouve expressément compris le droit de régler l'emploi des ressources de la société, de faire le règlement, d'arrêter les programmes des expositions et field-trials, de désigner les membres du jury, d'appliquer la peine de disqualification prévue dans les différents règlements, enfin de décider toutes les questions relatives à l'organisation, à la direction et à l'existence de la Société.

Art. 10. — Toutes les ressources de la Société sont exclusivement et intégralement affectées à l'œuvre poursuivie à savoir : l'Amélioration et la reconstitution, en France, des races de chiens, d'utilité et d'agrément.

Art. 11. — Le trésorier ou le vice-trésorier rend compte chaque année, dans le courant du mois de janvier, de la situation financière de la Société.

Le Comité délègue un ou plusieurs de ses membres pour

l'examen de ces comptes, il est dressé un rapport de cette vérification qui est soumis au Comité dans sa réunion suivante.

Art. 12. — Tout membre du Comité est tenu de souscrire, chaque année, une somme de 1.000 francs à titre de garantie devant permettre de traiter avec l'entrepreneur des travaux des expositions ; mais cette garantie ne peut s'appliquer exclusivement qu'à l'exercice pour lequel elle a été donnée.

Art. 13. — Tout membre du Comité qui aura manqué à trois séances de suite sans excuses, sera considéré comme démissionnaire, mais la démission ne produira son effet qu'à compter du jour où le Comité aura pourvu au remplacement et que notification en aura été donnée.

Art. 14. — Les membres du Comité qui voudront se démettre de leurs fonctions, devront notifier cette décision dans le courant du mois de novembre, faute de laquelle déclaration, ils resteront engagés, vis-à-vis de leurs collègues dans les termes de l'article 12.

Art. 15. — En cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, l'actif sera affecté à une œuvre de bienfaisance ou d'utilité publique du département de la Seine.

Art. 16. — Aucun des articles des statuts ne peut être modifié que par une décision spéciale du Comité.

La décision du Comité apportant une modification aux statuts de la Société n'est valable que si elle est approuvée par les trois quarts des membres qui composent le Comité.

Art. 17. — Le président de la Société fera connaître au

préfet de police les changements qui se produiront dans la composition du bureau et lui adressera, à la fin de chaque année le compte rendu moral et financier de l'Association, ainsi que la liste des ses membres.

Art. 18. — Toute discussion politique ou religieuse est interdite dans les réunions de la Société et celles du Comité de direction.

En cas de modifications statutaires, la Société devra solliciter de nouveau l'autorisation prévue par l'article 291 du Code pénal.

Cette année, cette Société centrale pour l'amélioration des races de chiens en France a organisé pour le 8, 9 et 10 avril un concours International de field-trials à Motteville (Seine-Inférieure). Elle a organisé encore à Paris au mois de mai, l'Exposition canine Internationale : cette Exposition, qui a attiré de nombreux exposants a eu comme chaque année un très grand succès.

La Société centrale se charge des inscriptions au livre d'origines françaises.

Toute demande d'inscription au *Livre des Origines Françaises* (L. O. F.) doit être adressée au secrétaire de la Société Centrale pour l'amélioration des races de chiens en France et accompagnée :

- 1° *Du pedigree du chien ;*
- 2° *Du certificat de saillie ;*

3° *Du montant des droits d'inscription.*

Pourront seuls être inscrits :

1° Les chiens dont l'origine pure peut être prouvée, soit au moyen de L. O. F., soit au moyen d'un autre livre d'origine reconnu par la Société ;

2° Les chiens d'arrêt français, les chiens courants français ou bâtards, les chiens de luxe ou d'utilité de races françaises, reconnus admissibles par les Commissions spéciales du Comité ;

3° Les chiens de luxe et d'utilité de races françaises, les chiens courants français ou bâtards, les chiens d'arrêt français ayant obtenu un premier ou un second prix dans les Expositions de la Société. *Ces inscriptions seront faites gratuitement, mais sur la demande expresse des jurys. Les chiens ayant un pedigree prouvant leur origine pure et qui obtiendront un premier ou un second prix dans une Exposition de la Société ou des Sociétés affiliés, seront inscrits gratuitement.*

Pour faire figurer au L. O. F. les chiens qui ont droit à la gratuité de l'inscription par application du paragraphe précédent, les propriétaires doivent présenter une demande accompagnée du pedigree et du certificat de saillie. Ils mentionneront, dans cette demande, la nature du prix et le lieu et la date où il a été décerné.

*Aucune inscription n'est faite d'office.*

*Affixes.* — Dans le cas où le chien présenté pour l'inscription aurait un nom déjà porté par un autre chien, précédemment inscrit au L. O. F., le propriétaire du chien, à



inscrire sera tenu d'ajouter, au nom de son chien, un nom ou un affixe quelconque, servant à le distinguer. MM. les propriétaires sont priés de donner toujours le même affixe à tous les chiens qu'ils feront inscrire, lorsque cette addition sera nécessaire. Si l'éleveur a déjà un affixe reconnu par la Société, c'est cet affixe qui sera ajouté au nom du chien. Les chiens nés dans un chenil doivent toujours conserver l'affixe du chenil, et ne peuvent en changer, quand bien même ils seraient cédés à deux mois.

L'affixe, une fois reconnu, ne peut être pris par un autre éleveur.

Avant d'être définitivement admises, les demandes d'inscription, seront toutes publiées dans le *Bulletin Trimestriel* de la Société.

Les observations ou oppositions devront se produire dans le délai d'un mois, après quoi chaque chien recevra son numéro d'ordre.

En cas de fausses déclarations, le Comité fera rayer le chien inscrit et demandera la disqualification de la personne qui aura signé la feuille, s'il y a mauvaise foi.

La disqualification entraînera le refus de toutes les inscriptions susceptibles d'être présentées à l'avenir au Livre d'origines ; de même elle exclura la personne disqualifiée de toutes les Expositions ou Concours organisés par la Société et les Sociétés affiliées.

Les demandes d'inscription devront être accompagnées du montant des droits, soit de 10 francs par chien. Toutefois, le droit sera réduit à 5 francs par chien lorsque le pro-

priétaire fera inscrire en même temps plusieurs chiens d'une même portée.

Les extraits d'inscriptions ne seront délivrés, sous aucun prétexte, avant la publication du *Bulletin Trimestriel* les renfermant.

Les mandats-poste où chèques, remis en paiement de droits d'inscription, doivent être adressés au secrétaire de la *Société Centrale pour l'Amélioration des Races de Chiens en France*.

*Pedigree*. — Un pedigree n'a de valeur qu'autant qu'il est signé de l'éleveur du chien et qu'il indique le nom, le sexe, la race, la date de naissance, le signalement exact de l'animal et ses origines aussi complètes que possible. Les noms des ascendants figurant à un Stud-Book doivent toujours être suivis des numéros sous lesquels ils sont inscrits.

*Certificat de saillie*. — Le certificat de saillie mentionne la race, le signalement, les origines de l'étalon et, s'il y a lieu, son numéro d'inscription à un Stud-Book ; le nom, la race, le signalement de la lica, avec le nom et l'adresse de son propriétaire. La date de la saillie doit être écrite avec soin.

Depuis 1896 existe aussi sous le nom de « Club français du chien de berger » une Société qui a pour but d'encourager par tous les moyens possibles l'élevage et le dressage du chien de berger. Son siège social se trouve au siège de la Société centrale pour l'amélioration des races de chiens en France.

Comme la Société centrale, le Club français du chien de berger organise par toute la France des expositions et des concours de chiens. Il est subventionné chaque année par le ministère de l'Agriculture. Indépendamment des prix qui sont distribués aux animaux, la Société donne encore des récompenses en argent aux bergers qui vont subir avec succès lors des concours les épreuves de conduite de troupeaux. Un concours de ce genre a eu lieu cette année au mois de mai auprès d'Etampes.

#### **Animaux de basse-cour**

De même que les sociétés pour l'élevage des races de chien, les groupements constitués en vue de développer l'aviculture en France, ne paraissent pas avoir à leur disposition d'autres moyens que l'organisation des concours et des expositions.

Ces groupements sont assez nombreux. On peut citer : la Société des Aviculteurs français, les Sociétés des Aviculteurs du Nord, de l'Hérault, du Loir-et-Cher, la Société d'Aviculture de Lyon, le Syndicat des Eleveurs de Boulants, le Bresse-Club, le Langshan-Club français, le Pigeon-Club, la Société des Amis du Pigeon, l'Union caprine, le Standard Avicole de France.

En 1905, une tentative intéressante a été faite, celle de grouper en une vaste fédération toutes les sociétés d'aviculture. Cette Fédération a été fondée et reçoit chaque jour l'adhésion de nouvelles sociétés.

Son but est plus étendu que celui des sociétés adhérentes. La Fédération gère les intérêts communs de toutes les sociétés, groupe les renseignements utiles à chacune d'elle, poursuit auprès des pouvoirs publics les réformes nécessaires au développement de l'aviculture en France.

Voici du reste les statuts de la Fédération :

Article premier. — L'ensemble de toutes les associations avicoles de la France qui ont adhéré ou adhéreront aux présents statuts, prend le titre de Fédération des Sociétés d'Aviculture de France.

Il est admis que par le mot aviculture on entend : la culture de tous les animaux de basse-cour, de volière et de cage; l'extension donnée à ce mot permet aux diverses associations qui s'occupent des volailles, gibier, pigeons, oiseaux, lapins, chèvres et tout ce qui se rattache à ces diverses catégories d'élevage, de faire partie de la Fédération.

Art. 2. — La Fédération a pour but de grouper les sociétés, clubs et syndicats avicoles pour la défense de leurs intérêts communs ; d'obtenir des pouvoirs publics les réformes économiques nécessaires à la vie et aux progrès de cette industrie nationale et de fournir à toute association fédérée les renseignements utiles.

Art. 3. — Elle a son siège à Paris.

Art. 4. — La Fédération n'a pas de membres isolés, elle n'a que des collectivités.

Elle se compose des sociétés, clubs et syndicats qui s'occupent d'aviculture et ont adhéré aux présents statuts.

Elle est représentée et dirigée par un bureau central dont les membres sont choisis parmi ceux de la commission des délégués de la Fédération.

Art. 5. — La Commission des délégués est formée par l'ensemble des délégués choisis par les conseils des sociétés affiliées, à raison de cinq pour chaque société.

Ces délégués peuvent appartenir aux conseils de ces sociétés ou être pris parmi les autres membres de ces sociétés.

Le même délégué ne pourra représenter que sa société.

Art. 6. — La totalité des cinq voix accordées à une Société lui est acquise, quel que soit le nombre des délégués la représentant. En conséquence, les voix des membres absents seront attribuées par leur société aux délégués présents aux séances des Assemblées générales de la Fédération.

Ceux des délégués qui seront empêchés d'assister à une séance des Assemblées générales de la Fédération pourront voter par correspondance.

Art. 7. — Le bureau central de la Fédération se compose de : un président, trois vice-présidents, un secrétaire général et un trésorier, choisis parmi les délégués. Il ne pourra comprendre qu'un seul membre d'une même société.

Art. 8. — Le président et les trois vice-présidents ne seront

pas rééligibles aux mêmes fonctions avant la cinquième année qui suivra leur nomination à ces fonctions.

Le secrétaire général et le trésorier sont rééligibles chaque année.

Une vice-présidence appartiendra à une Société départementale, une autre à une Société parisienne, la troisième indifféremment à une Société parisienne ou à une Société départementale.

Art. 9. — Le bureau central est nommé, chaque année, par l'Assemblée générale de la Fédération réunie pendant la durée du Concours général agricole.

L'Assemblée générale de la Fédération est formée par la réunion du bureau central et de la Commission des délégués.

Art. 10. — Le bureau central a tous les pouvoirs d'un conseil d'administration.

Art. 11. — Tout projet d'exposition ou de concours, préparé par une société adhérente, devra, dans l'intérêt des sociétés, être porté à la connaissance du bureau central deux mois, au moins, avant d'être officiellement publié.

Art. 12. — L'Assemblée générale se réunira une fois par an pendant le Concours général agricole. Les décisions ne seront valables qu'autant qu'un minimum de dix délégués, représentant au moins trois sociétés, y seront présents.

Les convocations pour les réunions seront envoyées deux mois au moins à l'avance.

Art. 13. — Les demandes d'admission doivent être adressées par écrit au Président de la Fédération, qui les sou-



mettra au vote du bureau central dans sa plus prochaine séance.

Art. 14. — Toute démission d'une société doit être adressée, au cours de l'année, au président de la Fédération qui en accusera réception. Toute démission reçue après le 1<sup>er</sup> janvier n'aura d'effet que pour l'année suivante et la cotisation de l'année en cours sera acquise à la Fédération.

Toute société pourra être exclue si elle poursuit un but contraire à celui de la Fédération.

L'exclusion ne pourra être prononcée que par l'Assemblée générale de la Fédération, après explications fournies par le président de la société.

Art. 15. — La cotisation annuelle de chacune des sociétés faisant partie de la Fédération est fixée à la somme de 25 fr. destinée à pourvoir aux frais de correspondance et de bureau.

## CHAPITRE II

### Situation légale des différents groupements d'élevage en France

---

Les formes juridiques qu'affectent les différents groupements constitués en France en vue de l'élevage ne sont pas indifférentes. C'est tantôt la forme du syndicat, tantôt la forme de l'association, tantôt la forme de la société ou commerciale ou civile.

#### **Syndicat**

La forme syndicale semble avoir joui jusqu'ici d'une véritable faveur auprès des éleveurs qui ont eu à constituer les groupements pour l'élevage.

La loi de 1884 sur les syndicats, telle qu'elle avait été conçue par son auteur, M. Waldeck-Rousseau, et telle aussi qu'elle avait été tout d'abord votée à la Chambre des députés, avait seulement pour but de permettre aux ouvriers et employés de l'industrie et

du commerce de se grouper pour l'étude et la défense de leurs intérêts professionnels. C'est au Sénat seulement que la question de la défense des intérêts agricoles fut posée. Le projet voté par la Chambre créait les syndicats professionnels pour l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels et commerciaux. Après le vote du Sénat, la loi portait (article 3) que « les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux *et agricoles* ». Si nous nous reportons à la discussion qui a précédé l'adoption de cette addition, il est à remarquer que cette modification avait été proposée en vue de favoriser le groupement des ouvriers agricoles plutôt que celui des fermiers ou propriétaires agricoles. Nous ne croyons pas que les ouvriers agricoles aient été très pressés jusqu'ici de réclamer le bénéfice de la loi de 1884. Il n'en a pas été de même des fermiers et propriétaires agricoles. Et c'est ainsi que beaucoup de syndicats pour l'élevage du bétail ont été formés entre propriétaires ou éleveurs de bétail.

Certains de ces syndicats n'ont d'autre but que d'établir des Stud-Book ou des Herd-Book, c'est-à-dire de tenir, en vue de la sélection des produits, des registres d'origine des animaux. D'autres syndicats se contentent d'organiser des expositions et des concours. Certains syndicats visent surtout l'assu-

rance mutuelle contre la mortalité du bétail. La légalité de tous ces syndicats semble évidente. Le but qu'ils poursuivent correspond à celui prévu à l'article 3 de la loi de 1884 : étude et défense d'intérêts professionnels agricoles ou à celui visé à l'article 6 : constitution de caisses spéciales de secours mutuels.

En est-il de même lorsque les syndicats créés pour l'élevage du bétail possèdent des animaux qu'ils conservent et mettent à la disposition des syndiqués pour les saillies, lorsqu'ils achètent des animaux et les revendent à leurs membres, ou bien lorsqu'ils organisent un service pour l'approvisionnement des aliments destinés à la nourriture des animaux des adhérents ? Des opérations de ce genre rentrent-elles dans celles prévues par la loi de 1884 dans ses articles 3 et 6 ?

L'article 6 de la loi de 1884 développe en quelque sorte l'article 3. Cet article 6 est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels de patrons ou d'ouvriers auront le droit d'ester en justice. Ils pourront employer les sommes provenant des cotisations. Toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. Ils pourront sans autorisations, mais en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. Ils pourront libre-

ment créer et administrer des offices de renseignements pour les offres et les demandes de travail. Ils pourront être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité. Dans les affaires contentieuses, les avis du syndicat seront tenus à la disposition des parties qui pourront en prendre communication ou copie. »

La simple lecture de cet article qui fixe et délimite les actes permis aux syndicats professionnels démontre surabondamment que si les syndicats ont une personnalité distincte, s'ils peuvent contracter et posséder certains biens, il ne leur est pas permis en revanche de faire certains actes, et passer certains contrats qui ne seraient point en rapport étroit et direct avec le but assigné par la loi.

L'achat, la possession, la location, la vente d'animaux ainsi que l'achat des aliments nécessaires à leur entretien, sont-ils des actes qui peuvent être légitimement faits par les syndicats d'élevage ?

Les conséquences de la non validité de certains actes faits par des syndicats sont assez graves. Le législateur de 1884 a en effet fixé une sanction pénale aux actes faits par les syndicats en dehors de leurs attributions : l'article 9 édicte que « les infractions aux articles ...6 seront poursuivies contre les directeurs et administrateurs des syndicats et punies d'une amende de 16 à 200 francs ». La sanction civile édictée par le législateur de 1884 n'est

pas non plus négligeable : le même article 9, en effet, décide que les tribunaux pourront « à la diligence du procureur de la République, prononcer la dissolution du syndicat et la nullité des acquisitions d'immeubles faites en violation des dispositions de l'article 6 ».

La doctrine (1) n'a pas manqué de se prononcer à plusieurs reprises sur la question des actes permis et des actes prohibés aux syndicats. Cette question a même donné lieu à une controverse sur laquelle la division est extrême.

Dans une première opinion, on admet comme critérium la distinction entre les actes civils et les actes commerciaux. Les syndicats peuvent faire des actes de nature civile, les actes de nature commerciale leur étant au contraire interdits. Contre cette opinion, on objecte que les syndicats ont le droit, suivant l'article 3 de la loi de 1884, de faire les actes qui sont nécessaires à « l'étude et à la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et

---

1. La jurisprudence a suivi les différentes opinions émises par la doctrine. En ce qui concerne spécialement les achats faits par les syndicats pour les besoins de ses membres, les arrêts ne semblent pas les considérer comme des actes de commerce. On trouve cependant en sens contraire un arrêt de la Cour de Douai du 8 mars 1892. (*Revue des Sociétés*, 1892, p. 252 et un arrêt de la Cour d'Angers du 29 octobre 1894.)



agricoles » que certains actes de commerce faits par des syndicats peuvent très bien avoir pour but précisément cette étude ou cette défense d'intérêts soit économiques, soit industriels, soit commerciaux, soit agricoles et que rien n'autorise la doctrine à étendre les restrictions fixées par le législateur.

Dans une seconde opinion, les syndicats peuvent par exception faire les actes de commerce qui sont nécessaires pour assurer le but proposé par l'article 3 de la loi de 1884, avec cette réserve, toutefois, que l'exception ne doit pas devenir la règle. Cette théorie, qui pose et résout le problème d'une façon tout à fait imprécise, a encouru le reproche de laisser les tribunaux juges absolus, et arbitraires peut-être, de cette importante question.

Dans une troisième opinion, on part de cette idée que le législateur de 1884 a eu pour idée dominante, lors de la rédaction de l'article 6 de soustraire les syndicats à la responsabilité vis-à-vis des tiers et on en tire la conclusion suivante : les syndicats ne peuvent faire les actes de commerce qui engagent leur responsabilité vis-à-vis des tiers ; ils peuvent, au contraire, et cela sans restriction, faire tous les actes de commerce qui engagent leur responsabilité vis-à-vis de leurs adhérents.

Pour certains auteurs enfin, les syndicats agricoles n'ont jamais l'occasion de faire des actes de commerce. Ou bien en effet les syndicats agricoles

achètent les marchandises pour leur compte et les revendent ensuite à leurs membres moyennant un prix légèrement majoré qui permet ainsi le remboursement des frais de transport, de magasinage, de garde, d'entretien, de manutention, de correspondance, etc., et alors dans ce cas l'achat pour revente, n'ayant produit aucun bénéfice, n'est point un acte de commerce. Ou bien encore les syndicats agricoles achètent les marchandises à titre de mandataires et les cèdent à leurs mandants pour un prix un peu supérieur, et alors, la différence entre le prix d'achat et le prix de cession représentant le remboursement autorisé par l'article 2000 du Code civil (1) des frais occasionnés par le mandat, il n'y a pas non plus opération à but lucratif, ni par suite acte de commerce.

Toutes les distinctions de la doctrine paraissent bien subtiles. La vérité, il faut bien le reconnaître, est que le législateur n'avait pas songé à la question des actes de commerce, qu'il n'avait pas pensé qu'un jour des groupements, ayant besoin pour leur développement de faire des actes de commerce, se réclameraient de la loi sur les syndicats. Cela est d'autant plus évident en ce qui concerne les syndicats agri-

---

1. Art. 2000 du Code civil. — Le mandant doit aussi indemniser le mandataire des pertes que celui-ci a essuyées à l'occasion de sa gestion, sans imprudence qui lui soit imputable.

coles que les travaux préliminaires de la loi de 1884 avaient seulement porté sur la constitution de syndicats d'ouvriers et d'employés du commerce et de l'industrie. Nous ne croyons pas qu'en fait la controverse sur la question des actes de commerce ait une très grande importance en ce qui concerne les syndicats agricoles, car, en fait, le Gouvernement a toujours reconnu aux syndicats agricoles le droit d'acheter au nom même du syndicat les marchandises qui sont nécessaires aux membres du syndicat et de les leur revendre.

Les syndicats d'élevage que nous avons étudiés ne font pas d'opérations d'un autre genre. Nous n'avons pas eu à constater, par exemple, qu'ils achètent des animaux ou des denrées d'alimentation pour les revendre à des personnes qui ne sont pas membres adhérents. Nous pouvons donc conclure à la parfaite légalité de ces syndicats d'élevage.

Nous ajoutons, du reste, que la nécessité d'autoriser, par une disposition législative, les syndicats à faire des actes de commerce semble admise aujourd'hui puisqu'une modification en ce sens de l'article 6 de la loi de 1884 a des promoteurs et des défenseurs au Parlement.

En 1890, M. Méline a déposé une proposition de loi (1) sur l'organisation agricole dans laquelle il

---

1. Cette proposition a été déposée sur le bureau de la Chambre des députés à la date du 10 mai 1890.

demandait de permettre aux syndicats agricoles par dérogation à l'article 3 de la loi du 22 mars 1884, d'acheter des denrées pour revendre aux syndiqués, de vendre des denrées pour le compte des syndiqués.

Un projet de loi, déposé le 14 novembre 1899 par MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, puis repris le 14 octobre 1902, tend à modifier certaines dispositions de la loi de 1884. Au nombre des modifications proposées figure l'extension de la capacité juridique des syndicats professionnels et notamment la reconnaissance pour eux de faire des actes de commerce. L'article du projet qui vise cette question est ainsi conçu : « Les syndicats professionnels jouissent de la personnalité civile. Ils ont le droit d'ester en justice et d'acquérir sans autorisation, à titre gratuit ou à titre onéreux, des biens meubles et immeubles. Ils pourront faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après. Les syndicats de plus de sept membres, qui, dans le but d'exploiter une entreprise commerciale, formeront une société à responsabilité limitée, régie par les lois du 24 juillet 1867 et du 1<sup>er</sup> août 1893, bénéficieront des exceptions suivantes aux dispositions desdites lois. Le syndicat, personne civile, pourra être propriétaire de la totalité des actions. Dans ce cas, les syndiqués auront le droit d'être administrateurs, sans être individuellement porteurs de parts ou actionnaires, et l'assemblée générale sera formée

de mandataires désignés par le syndicat, chaque mandataire possédant une voix et tous étant considérés comme représentant chacun une part égale dans le capital social. Si une société est formée par deux ou plusieurs syndicats, les statuts de cette société déterminent le nombre de mandataires délégués par chacun des syndicats actionnaires, tout délégué ayant une voix. Quelle que soit l'importance du capital social, il pourra être divisé en actions ou coupures d'actions de 25 francs. La société ne pourra être définitivement constituée qu'après la souscription de la totalité du capital et le versement en espèces, par chaque syndicat actionnaire, du quart des actions ou coupures d'actions souscrites par lui-même lorsqu'elles n'excèdent pas 25 francs. Si la société est à capital variable, le versement du dixième suffit. Les syndicats pourront, en se conformant aux autres dispositions de la loi, constituer entre leurs membres des caisses spéciales de secours mutuels et de retraites. Ils pourront, etc. » (La suite comme les trois derniers alinéas de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884.)

La question de la personnalité civile et de la capacité commerciale des syndicats a été posée au Parlement belge en 1889, lors du dépôt par le Gouvernement relatif aux unions professionnelles. La Commission de la Chambre, qui eut à examiner le projet du gouvernement, se montra hostile à la recon-

naissance pour les unions professionnelles de la capacité commerciale, mais elle fit une réserve cependant au profit des membres d'une union qui feraient en communauté des achats d'objets pour les répartir entre eux au prix de revient et elle visa spécialement le cas d'unions agricoles achetant pour ses membres des semences, des engrais, des instruments agricoles, etc. ; dans ce cas, suivant la Commission, l'opération n'était pas commerciale, puisque le prix de revente n'était que le prix d'achat augmenté du remboursement des frais de gestion. La Chambre belge, du reste, n'admit dans aucun cas la faculté pour les unions professionnelles de faire des actes de commerce.

Le texte Waldeck-Rousseau-Millerand, examiné par la Commission du travail de la Chambre, rapporté par M. Barthou, a été accepté par cette commission.

Sans aucun doute l'adoption de cette réforme serait essentiellement favorable aux syndicats agricoles qui trouveraient ainsi l'occasion et les moyens de multiplier leurs opérations et de développer leurs ressources.

Dans le monde ouvrier, la réforme ainsi proposée a été mal accueillie. Les syndicats ouvriers adressent au projet adopté par la Commission du Travail plusieurs sortes d'objections et notamment celle-ci : la poursuite des intérêts matériels par les actes de commerce n'est pas à souhaiter à la classe



ouvrière, la classe ouvrière doit à l'aide, des syndicats, préparer la résolution de la question sociale, poursuivre la guerre de classe et la substitution de la propriété collective à la propriété sociale ; de plus la classe ouvrière est mal préparée à exploiter et diriger des entreprises commerciales, elle risquerait d'être entraînée par des hommes d'affaires véreux, des financiers peu scrupuleux dans des opérations éphémères ou ruineuses, etc. .

Ces objections sont sans portée si l'on se place au point de vue des syndicats agricoles. Les syndicats agricoles — nous l'avons vu — diffèrent, quant au recrutement de leurs membres, des syndicats de l'industrie du commerce. A la différence de ces derniers, les syndicats agricoles sont en effet composés pour la plupart de propriétaires, de fermiers et non d'ouvriers. On peut donc dire que les individus qui forment aujourd'hui les syndicats agricoles ne poursuivent aucun but de rénovation sociale et sont déjà nés à la vie commerciale. L'adoption de cette réforme par suite ne créerait pas pour les syndicats agricoles une innovation. Elle confirmerait, du reste, un état de fait puisque beaucoup de syndicats agricoles déjà actuellement font des achats pour leurs membres.

### **Associations**

Au lieu d'adopter les formes de la loi de 1884, les

éleveurs peuvent-ils se réclamer, pour constituer un groupement, de la loi de 1901 ? (1).

La loi de 1901 ne nous paraît pas d'une application licite toutes les fois que le groupement aura l'intention de s'occuper d'actes de commerce. L'article 1<sup>er</sup> de cette loi est en effet formel. « L'association, dit cet article, est une convention pour laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'un façon permanente leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. » Un groupement d'élevage qui achète des animaux reproducteurs et qui les revend, ou bien qui achète les aliments nécessaires aux animaux et les revend aux individus qui font partie du groupe semble bien faire des actes où la question des bénéfices n'est point étrangère. Nous inclinons donc à dire que dans de tels cas il n'est guère possible d'admettre la forme juridique visée par le législateur de 1901.

Doit on reconnaître que cette prohibition de l'article 1 de la loi de 1901 s'étend aux groupements

---

1. Le choix entre l'une ou l'autre forme n'est pas indifférente. Les formalités de la loi de 1901 sont encore plus simples que celle de la loi de 1884. En ce qui concerne les dons et legs, il est à remarquer que ni les associations non déclarées, ni les associations déclarées ne peuvent en recevoir, que seules ont ce droit les associations qui ont obtenu la reconnaissance d'utilité publique.

d'élevage qui ont nettement un but autre que celui de partager des bénéfices ? En d'autres termes, les groupements d'élevage qui se sont assigné comme but la seule amélioration des races et qui pour cela ont par exemple décidé d'instituer des concours, des comices, etc., peuvent-ils, renonçant à la forme juridique de la loi de 1884, se constituer si tel est leur bon plaisir, conformément à la loi de 1901.

La seule question dans ce cas porte sur l'interprétation à donner à l'article final de la loi de 1901. Cette loi est assez récente, moins son article final a déjà donné lieu à une controverse.<sup>1</sup>

Cet article porte que « il n'est en rien dérogé pour l'avenir aux lois relatives au syndicat professionnel ».

Si l'on soutient que cette disposition signifie que la loi de 1884 n'étant pas abrogée par la loi de 1901 les domaines de l'une et l'autre lois restent distincts, on pourra refuser aux éleveurs de constituer des associations pour l'élevage (1).

Pour nous, en raison même de la généralité des termes dont s'est servi le législateur de 1901, il nous semble difficile de soutenir que les deux domaines de la loi de 1901 et de la loi de 1884 sont à ce point distincts. Le domaine de la loi de 1901 est plus large que le domaine de la loi de 1884. Le syndicat n'est

---

1. En ce sens, arrêt Cour de cassation, 28 février 1902.

qu'une forme particulière de l'association. La loi de 1901 vise dans son article 1<sup>er</sup> « la mise en commun, d'une façon permanente, des connaissances ou de l'activité des contractants dans un but autre que de partager des bénéfices établit une liberté presque sans aucune limite puisque, dans son article 3, elle prohibe seulement les associations dont l'objet serait « illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs ou qui auraient pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement ». La liberté étant telle, tous les citoyens peuvent former des associations, quels que soient leur objet et leur but, cet objet et ce but fussent-ils même professionnels comme ceux prévus dans la loi de 1884. L'article final de la loi de 1901 ne vient apporter aucune restriction à cette liberté générale et signifie seulement que la loi de 1884 n'est pas abrogée par la loi de 1901 et que l'on pourra toujours, après 1901 comme auparavant, fonder des syndicats.

#### **Sociétés civiles commerciales à forme commerciale**

La législation actuelle n'autorisant pas, de façon explicite du moins, les syndicats agricoles à faire des actes de commerce, l'interdisant certainement

en tous cas aux associations agricoles, il est intéressant d'étudier l'autre forme juridique que peuvent adopter les groupements agricoles : celle des sociétés.

Une distinction semble, du reste, s'imposer entre, d'une part, les syndicats de la loi de 1884 et les associations de la loi de 1901 et, d'autre part, les sociétés régies par les articles 1832 et suivants du Code civil, 18 à 64 du Code de commerce et par les lois du 24 juillet 1867 et du 1<sup>er</sup> août 1893.

Les premiers groupements ne poursuivent guère qu'un but moral. Les autres sont, au contraire, à but matériel, à but lucratif.

Suivant le but poursuivi, les groupements agricoles auront à choisir entre telle ou telle forme. Un syndicat agricole ou une association agricole qui, indépendamment de la gestion d'intérêts professionnels prévue par ses statuts, désire encore poursuivre un but lucratif, fera bien de créer à côté une société, cette société restant sous son contrôle, mais ayant une personnalité distincte.

Les groupements d'élevage peuvent même avoir pour base le principe de la coopération. Les auteurs ne se sont pas toujours entendus sur la définition de la coopération, de la société coopérative. Une des meilleures définitions semble être celle de M. Ch. Gide :

« Il y a coopération, dit M. Ch. Gide, chaque fois que la société est contractée entre ceux sur

lesquels serait prélevé le bénéfice de l'entreprise si, au lieu de coopération, il y avait entreprise ordinaire et dans le but de réaliser précisément ce bénéfice. » (1). Il y a donc coopération toutes les fois que les associés ont constitué la société dans le but de prélever le profit que prélèveraient les intermédiaires.

On a quelquefois prétendu que toute société était coopérative par le seul fait qu'elle était une société. Cette assimilation ne paraît pas exacte puisque les sociétés financières cherchent à faire fructifier des capitaux et que les sociétés coopératives ont pour but d'économiser à leurs membres les frais des intermédiaires.

La coopération, qui n'est pas soumise à une législation spéciale, emprunte aux sociétés ordinaires leur régime juridique : lois de 1867 et de 1893. Quelques lois récentes cependant, que nous aurons plus loin l'occasion d'étudier, ont créé pour certaines sociétés coopératives agricoles un régime particulier : la loi du 5 novembre 1894 sur les caisses locales de crédit agricole mutuel, la loi du 31 mars 1899 sur les caisses régionales de crédit agricole mutuel et la loi du 4 juillet 1900 sur les sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

Si des sociétés d'élevage peuvent se former sur

---

1. Voir à ce sujet l'étude de M. Ch. Gide sur *La coopération*.



le principe coopératif, d'autres peuvent aussi ne poursuivre aucun autre but que le but lucratif. Dans l'un et l'autre cas, elles devront, sous les réserves que nous avons indiquées pour les sociétés de crédit agricole, adopter les formes juridiques des sociétés ordinaires : elles seront civiles, ou commerciales ou à formes commerciales.

On peut très aisément concevoir une société civile d'élevage. Il suffit de supposer une société dans laquelle deux ou plusieurs éleveurs mettent des animaux en commun dans le but de partager le bénéfice qui pourra résulter de leur élevage.

Le Code de commerce, en effet, qui, dans l'article 632, définit acte de commerce « tout achat de denrées et de marchandises pour les revendre, soit en nature, soit après les avoir travaillées et mises en œuvre, ou même pour en louer simplement l'usage », fait une exception dans l'article 638 en faveur des propriétaires, cultivateurs, etc., lorsqu'il édicte que « ne seront point de la compétence des tribunaux de commerce les actions intentées contre un propriétaire, cultivateur ou vigneron pour vente de denrées provenant de son cru. Un éleveur qui vend ses produits ne fait donc pas un acte de commerce. Plusieurs éleveurs qui s'associent pour exploiter leurs produits ne font pas plus d'actes de commerce. Une société ainsi formée entre éleveurs qui désirent

exploiter leurs produits est donc bien une société civile.

Les avantages que présente cette forme juridique sont importants. A la différence de la forme syndicale, il n'est point besoin pour les sociétés civiles de déposer les statuts à la mairie. La publicité n'est pas non plus nécessaire comme pour les sociétés civiles. La juridiction compétente est la juridiction civile, ce qui est précieux en cas de faillite et évite aussi l'obligation de la tenue d'une comptabilité commerciale. Les frais d'enregistrement et de timbre sont peu élevés. L'impôt de la patente n'est pas dû. En ce qui concerne les engagements envers les tiers, « les associés ne sont pas tenus solidairement des dettes sociales et l'un des associés ne peut obliger les autres si ceux-ci ne lui en ont pas conféré le pouvoir (art. 1862 du C. civ.) ; les associés sont tenus envers le créancier avec lequel ils ont contracté, chacun pour une somme et part égales, encore que la part de l'un d'eux dans la société fût moindre, si l'acte n'a pas spécialement restreint l'obligation de celui-ci sur le pied de cette dernière part (art. 1863) ; la stipulation que l'obligation est contractée pour le compte de la société ne lie que l'associé contractant et non les autres, à moins que ceux-ci ne lui aient donné pouvoir ou que la chose n'ait tourné au profit de la société (art. 1864).

La Société civile d'élevage de Brive, dont nous

avons parlé plus haut, n'est peut-être pas une véritable société civile. Les éleveurs qui participent à cette entreprise s'en défendent en objectant qu'ils ne touchent aucun bénéfice en dehors des 3 o/o des capitaux engagés. Cet exemple nous montre en tout cas qu'il serait facile de créer des sociétés civiles d'élevage « il suffirait d'adopter le statuts de la société de Brive moins la clause restrictive concernant les bénéfices.

Les sociétés d'élevage qui ne se contenteront pas d'acheter, d'élever et de vendre les produits de leurs membres, mais qui en même temps feront porter leurs opérations sur des produits n'appartenant pas à des sociétaires, ne pourront se réclamer des privilèges des sociétés civiles. Les sociétés d'élevage qui se livreront à ces transactions feront nécessairement des actes de commerce et seront évidemment des sociétés commerciales. Elle seront, comme telles, assujetties à la patente, au Code de commerce et aux lois du 24 juillet 1867 et 1<sup>er</sup> août 1893.

Seront aussi sociétés commerciales ou plutôt sociétés à formes commerciales, les sociétés d'élevage formées par actions postérieurement au 1<sup>er</sup> août 1893, car la loi promulguée à cette date, stipule dans son article 6 que « quel que soit leur objet, les sociétés en commandites ou anonymes qui seront constituées dans les formes du Code de commerce ou

de la présente loi seront commerciales et soumises aux lois et usages du commerce ». La loi de 1893 n'a du reste pas d'effet rétroactif.

Les sociétés commerciales ou à formes commerciales sont justiciables des tribunaux de commerce, peuvent être mises en faillite, doivent tenir une comptabilité commerciale.



## CHAPITRE III

### Objet des divers groupements d'élevage en France. Services qu'ils assurent

Nous avons étudié la situation juridique des groupements d'élevage en France et les modifications qu'il serait nécessaire d'apporter aux textes législatifs qui leur sont applicables. Nous avons maintenant, dans une seconde partie, à examiner le fonctionnement économique de ces groupements d'élevage et à mettre en relief les services assurés à l'élevage par le principe de l'association.

#### **Achat en commun**

L'achat en commun est l'un des premiers services rendus à l'élevage par les groupements agricoles : l'achat en commun, peut aussi bien se pratiquer



pour les produits nécessaires à l'alimentation des animaux que pour les animaux eux-mêmes.

L'achat en commun de ces produits présente des avantages certains. Il permet, en effet, d'obtenir les prix plus bas du commerce en gros. Il assure en outre une véritable protection contre les fraudes sur la qualité des marchandises : les fraudes sur la vente des produits nécessaires à l'alimentation du bétail sont moins courantes que celles sur la vente des engrais, mais, dans la mesure où ces fraudes sont possibles, les groupements d'élevage, mieux que les éleveurs isolés pourront se défendre. Ils auront en tous cas, ce qui n'est pas toujours possible pour les particuliers, à raison de la modicité des opérations, la ressource de faire analyser s'il y a lieu les produits achetés (1).

L'association permettra aussi d'acheter et de posséder les animaux en commun. L'achat en commun, la propriété collective des animaux reproducteurs surtout sera très importante. Beaucoup de cultivateurs, en effet, ne sont pas suffisamment riches pour posséder un animal reproducteur ; beaucoup de petits éleveurs aussi se trouvent dans l'impossibilité d'entretenir un étalon pour deux ou trois juments, un taureau pour deux ou trois vaches. La coopération des cultivateurs, des éleveurs permet de remé-

---

1. Tourteaux, etc.

dier à cet état de choses. L'élevage se prête, du reste, merveilleusement à l'association, puisqu'un seul animal reproducteur mâle suffit pour un grand nombre d'animaux femelles.

Divers procédés, ainsi que nous avons pu le constater plus haut, peuvent être suivis pour réaliser l'achat en commun ou la mise en commun des animaux reproducteurs, résolu suivant différents procédés.

Dans certains groupements d'élevage, les animaux reproducteurs sont la propriété du groupement et ils sont entretenus coopérativement par tous les propriétaires groupés des animaux femelles. C'est le système qui semble devoir donner les meilleurs résultats, qui est le plus logique et le plus simple, qui supprime toutes difficultés et permet d'avoir des animaux d'un prix élevé. Les animaux reproducteurs peuvent être confiés à un éleveur pour une somme déterminée ; toutes les recettes, primes de concours ou d'entretiens, subventions départementales ou communales, primes de saillies, etc. appartiennent au groupement, sauf clauses contraires entre le groupement et l'éleveur qui détient les animaux reproducteurs. Pour se protéger contre les risques qu'occasionnent la propriété des animaux reproducteurs, le groupement doit avoir la prudence de constituer des caisses d'assurances con-

tre la mortalité et la maladie du bétail ou bien de les assurer à des caisses existant déjà.

Certains groupements, surtout ceux qui au début ne possèdent pas de ressources suffisamment considérables, renoncent aux avantages de la propriété collective des animaux reproducteurs. Ils se forment entre propriétaires d'animaux femelles. Ces groupements passent alors un contrat avec un propriétaire d'animaux reproducteurs et conviennent avec lui une fois pour toutes du prix des saillies. Dans ce cas, le propriétaire de l'animal reproducteur ne fait point partie du groupement. Il est responsable de ses animaux reproducteurs et court seul les risques de maladie et de mort. Les propriétaires des animaux femelles ont, par le contrat, un droit de contrôle de surveillance sur l'entretien et le bon état des animaux reproducteurs.

Certains groupements aussi de propriétaires d'animaux femelles traitent à forfait pour un prix déterminé avec le propriétaire d'animaux reproducteurs qui présente les meilleures offres. Le groupement recouvre lui-même toutes les recettes, prix des saillies, primes, etc. Le contrôle et la surveillance des animaux reproducteurs s'imposent plus rigoureusement encore que dans le système précédent, puisqu'ici ce n'est point le propriétaire des animaux reproducteurs qui perçoit les rentes.

Une autre combinaison enfin consiste pour les

groupements d'élevage à faire collectivement, l'achat des animaux reproducteurs et à les revendre à des membres du groupement qui en deviennent propriétaires, mais qui sont tenus de les garder pendant un certain délai et qui sont obligés de fournir les saillies.

La propriété collective des animaux reproducteurs, l'entretien en commun ou tout au moins la surveillance en commun de ces animaux reproducteurs présentent des avantages évidents. Les propriétaires des animaux femelles, d'une part, obtiennent par ces moyens des prix de saillies très bas et, d'autre part, sont certains d'accoupler leurs animaux femelles à des animaux reproducteurs mâles qu'ils connaissent parfaitement, dont ils ont suivi l'élevage et l'entretien, sur la race desquels ils peuvent avoir tous renseignements.

### **Vente en commun**

La vente en commun est un autre avantage réalisé par l'association dans l'élevage.

La vente du lait et du beurre a provoqué la formation de coopératives très florissantes, mais nous avons indiqué pour quelles raisons nous laisserions de côté ces groupements.

La vente de la viande de boucherie a donné lieu

à la création de quelques boucheries coopératives dont l'une, fondée à Lyon sous le patronage de l'Union des Syndicats du Sud-Est, ne paraît pas avoir prospéré.

En dehors de ces coopératives formées pour l'exploitation de la vente du lait ou de la viande de boucherie, des coopératives peuvent être créées pour la production et la vente des animaux. Ces coopératives peuvent poursuivre ou non un but lucratif.

La Société civile de Brive, dont nous avons montré le fonctionnement, ne semble pas poursuivre un but commercial : les actionnaires en effet ont fait un apport d'argent constituant des parts ou actions du capital de fondation dans le but d'améliorer l'élevage de la race bovine du département et non dans l'espoir de réaliser des bénéfices ; de plus le boni qui dépasse 3 o/o du capital-action est abandonné par les actionnaires. Il est très aisé, du reste, de concevoir des organisations qui pourraient être créées pour la production et la vente d'animaux. On pourrait par exemple fonder dans une commune une société de bétail dans laquelle les membres réuniraient leurs bêtes en un troupeau commun dont chacun des sociétaires aurait la garde pendant un certain temps, de même qu'il jouirait pendant ce même temps de ses services et de ses produits. Lorsqu'un des sociétaires voudrait se retirer de l'association ou lorsque l'un d'eux décéderait, on partagerait le

troupeau, et la société se reformerait de nouveau. Lorsque des animaux seraient vendus, chaque associé prendrait sa part du prix au prorata de sa part dans la propriété de l'ensemble.

Les avantages de la vente en commun sont certains.

Les groupements qui pratiquent cette vente, suppriment des intermédiaires coûteux, s'assurent des débouchés, peuvent se permettre de faire des frais de publicité, obtiennent, si leur trafic est suffisamment considérable, des Compagnies de chemins de fer des réductions de tarifs ou des modes de transport plus favorables que ceux employés ordinairement.

Dans les organisations d'élevage qui ont adopté la forme syndicale, la vente en commun ne semble pas exister. Le fait, pour un syndicat, de procurer pour les animaux de ses adhérents, moyennant un prix fixe les saillies et les produits nécessaires à la nourriture ne peut être assimilé à la vente en commun. Le plus souvent la vente ayant lieu à perte pour le syndicat ou du moins à un prix très bas, on ne peut dire qu'il y a vente.

### **Défense des Intérêts Professionnels**

Les groupements d'élevage doivent aussi suivre



d'une façon très attentive l'étude et la défense des intérêts de l'élevage.

La loi du 21 mars 1884 a autorisé la libre constitution des syndicats professionnels qui ont pour objet l'étude et la défense des intérêts professionnels, économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Les syndicats d'élevage ont donc tout naturellement dans leurs attributions l'étude et la défense des intérêts des éleveurs et de l'élevage.

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, dispose que l'association est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager les bénéfices. Si des associations d'élevage se constituent, elles ne peuvent donc guère avoir d'attributions autres que celles relatives à l'étude et la défense des intérêts des éleveurs et de l'élevage.

Les sociétés commerciales ou civiles, qui peuvent se former pour l'élevage, ne devront pas manquer, en même temps qu'elles géreront les intérêts matériels et pécuniaires de l'entreprise, d'assurer la défense des intérêts généraux des éleveurs et de l'élevage.

Un éleveur isolé arrivera difficilement à une connaissance approfondie des intérêts de sa profession. Que les éleveurs au contraire s'unissent, qu'ils admettent auprès d'eux des hommes de science comme les

professeurs d'agriculture, il leur devient aisé alors, mettant en commun leurs connaissances et leurs intérêts, d'obtenir une plus grande pureté dans la race des produits, des conditions plus avantageuses pour les achats de nourriture du bétail, pour les transports, les débouchés, etc., d'entrer en relations avec les pouvoirs publics.

La défense des intérêts professionnels trouvera une garantie toute spéciale dans la faculté qu'auront les groupements d'élevage de présenter devant les tribunaux la revendication de leurs droits. Le droit de ces groupements ne peut en effet faire de doute.

S'il s'agit d'une société civile, nous avons vu que la jurisprudence lui reconnaît la personnalité juridique. S'il s'agit d'une société commerciale, la loi lui donne le droit d'aller devant les tribunaux.

S'il s'agit d'une association, la loi de 1901, qui refuse le droit d'ester en justice aux seules sociétés non déclarées, l'accorde, au contraire, à celles qui se sont soumises à la déclaration ou qui ont obtenu la reconnaissance d'utilité publique.

S'il s'agit des syndicats, le droit de faire valoir leurs intérêts en justice leur étant expressément reconnu par l'article 6 de la loi de 1884, aucune autorisation ne leur est nécessaire. La jurisprudence a distingué, du reste, entre les intérêts privés, individuels des syndiqués et les intérêts collectifs du syndicat : le syndicat ne peut pas exercer les actions

qui appartiennent individuellement aux syndiqués, car il est bien évident que dans ce cas le syndicat n'ayant pas d'intérêt propre ne peut exercer une action ; le syndicat, au contraire, quand il a à se plaindre d'un fait qui porte atteinte à sa personnalité morale, a le droit d'intenter une action en justice (1).

### **Amélioration des races**

A plusieurs reprises déjà, au cours de cette étude, nous avons eu l'occasion de constater que l'amélioration des races constitue aujourd'hui une véritable science. Il nous reste à montrer ici le concours puissant que le principe d'association peut et doit porter à l'application de cette science.

Parmi les données de cette science, l'une des plus importantes est le choix et l'entretien des animaux reproducteurs et de leurs produits. Or, sans aucun doute, les méthodes scientifiques de sélection, de croisement, d'alimentation seront plus facilement mises en pratique par les groupements d'élevage que par l'éleveur isolé. Dans une société ou un syndicat d'élevage, il se rencontrera toujours en effet des per-

---

1. Jugement du tribunal d'Arras du 13 juin 1888. S. 1888. 2. 142 ; D. 90. 3. 55.

sonnes particulièrement compétentes en ces matières et, au cas, du reste, où ces personnes feraient défaut il pourrait aisément être fait appel par le groupement aux conseils du professeur départemental d'agriculture. Dans une société ou un syndicat d'élevage, on trouvera aussi plus sûrement que chez l'éleveur isolé des ressources pécuniaires pour supporter les sacrifices nécessaires parfois à l'amélioration des races.

La même observation s'impose pour les méthodes d'un usage encore peu répandu en France de mensuration et de pointage. La mensuration s'applique à la structure de l'animal et à la puissance fonctionnelle de ses organes, le pointage aux particularités de l'animal, à ses qualités individuelles et à ses aptitudes. L'emploi de ces méthodes, pour être concluant, doit porter sur l'observation d'un grand nombre d'animaux. Il est bien évident que la diffusion de ces méthodes se fera facilement si les sociétés et les syndicats imposent par leurs statuts à leurs adhérents l'obligation de mesurer et de pointer les animaux.

Un autre principe, non moins important en matière d'élevage, est que les meilleurs animaux doivent rester dans leur pays d'origine. De la sorte, en effet, la race pourra être conservée dans toute sa pureté. C'est un principe dont les éleveurs isolés négligent bien souvent l'application : attirés en effet par l'appât d'un gain immédiat, ils n'hésitent pas la plupart

du temps à consentir à l'exportation des animaux de prix. S'il y a des groupements d'élevage au contraire, les éleveurs pourront être mis dans l'obligation par les statuts de conserver toujours un nombre fixe d'animaux reproducteurs de choix.

Le principe de la mutualité, appliqué à l'assurance du bétail, produit, au point de vue de l'amélioration des races, une conséquence curieuse : les caisses d'assurance mutuelles-bétail, afin de ne point prendre en charge les bêtes tarées ou en mauvais état, soumettent les animaux assurés à un véritable examen physiologique et pathologique ; ce contrôle, constituant, on peut le dire, une véritable sélection, permet aux éleveurs de connaître l'état physiologique et pathologique de leurs animaux et d'essayer d'y remédier au cas où il en est besoin.

L'amélioration des races a aussi beaucoup à attendre des concours et des comices agricoles. Les concours ou comices agricoles en effet, indépendamment de l'émulation immédiate qu'ils développent parmi les exposants, constituent encore pour ceux qui n'exposent point un enseignement précieux tant par l'exposition même que par les discussions soulevées à l'occasion des jugements des jurys. Or, ces concours et ces comices agricoles sont une application du principe de l'association, car, on peut les considérer comme des associations temporaires.

Les Herd-Book et les Stud-Book enfin contribuent

puissamment à l'amélioration des races. Les livres généalogiques donnent aux éleveurs des renseignements authentiques sur les ascendances des animaux, sont un guide certain pour le travail de sélection ou de croisement. Pour qu'un Herd-Book ou qu'un Stud-Book soit établi et soit utile, il faut qu'un certain nombre d'éleveurs fassent ainsi inscrire leurs animaux ; à la base même de cette institution, comme des précédentes, se retrouve donc encore le principe de l'association.

### **Crédit**

L'agriculture, se transformant sous l'influence des conditions nouvelles du marché économique et des découvertes scientifiques, se trouve dans l'obligation de recourir, comme les autres industries, au crédit. Par suite l'organisation du crédit agricole est devenue une question très importante pour ceux qui s'intéressent au développement de l'agriculture. L'élevage, bien qu'à un degré moindre peut-être que certaines autres branches de l'agriculture, aura de plus en plus recours au crédit.

Les premières institutions de crédit agricole, créées en France, semblent avoir été des caisses du genre des caisses allemandes : Raiffeisen et Schulze-De-litsch.

La caisse Raiffeisen est en général constituée entre habitants de la même commune ou des communes



limitrophes. Il n'y a pas de capital versé. La caisse emprunte les fonds dont ses membres ont besoin. Les associés s'engagent solidairement vis-à-vis des tiers sur tous leurs biens à payer toutes les dettes de la société ; ils garantissent ainsi les prêteurs contre l'insolvabilité d'un emprunteur. L'administration de la caisse est gratuite et le boni qui peut provenir de la différence entre l'intérêt payé par la caisse pour les fonds qu'elle emprunte et celui qu'elle se fait payer pour les fonds qu'elle prête, est mis de côté et constitue une réserve destinée à couvrir les pertes occasionnées par les non remboursements.

La banque populaire allemande du système Schulze-Delitsch repose sur les principes suivants : le capital de la banque est fourni par les adhérents eux-mêmes, artisans et ouvriers, qui sont tenus d'acquitter un droit d'entrée et de verser une cotisation mensuelle payable jusqu'au complément d'une certaine somme fixée par les statuts sans préjudice des versements facultatifs qui donnent droit à un dividende. Tout associé a le droit d'emprunter à la caisse une somme égale à son apport social augmenté des versements facultatifs qu'il a pu faire ; le prêt est généralement pour trois mois à 4 o/o, commission non comprise. La banque a pour garantie le fonds social et l'engagement solidaire des membres.

Soumises aux formalités nombreuses et compliquées de la loi de 1867, imposant à leurs sociétaires la

responsabilité solidaire illimitée, ces caisses, ainsi fondées en France sur les types des banques agricoles allemandes, rencontrèrent peu de faveur auprès des agriculteurs et des éleveurs.

Le Parlement, justement préoccupé des inconvénients qui résultaient pour les caisses de l'application de la loi sur les sociétés, a ces dernières années adopté un ensemble de mesures législatives qui paraissent devoir favoriser d'une façon très efficace l'organisation du crédit agricole.

La loi du 5 novembre 1894, modifiée par la loi du 20 juillet 1901 a simplifié les formalités légales établies pour la formation des caisses de crédit. Les dispositions principales de cette nouvelle législation sont les suivantes : les adhérents des caisses de crédit agricole mutuel doivent être membres de syndicats agricoles ; ces caisses peuvent faire des opérations avec tous les membres des syndicats sur lesquels elles s'appuient et avec ces syndicats eux-mêmes, ceux-ci peuvent s'en servir pour faciliter leurs opérations, par exemple, pour payer comptant leurs achats et bénéficier de l'escompte (1) ; ces caisses

---

1. L'esprit de la loi de 1894 semble être celui-ci : la caisse de crédit agricole s'appuiera sur les syndicats agricoles ; les deux organismes seront séparés, fonctionneront à côté l'un de l'autre, mais la caisse procédera du syndicat puisque, pour faire partie d'une caisse, il faudrait faire partie du syndicat et que, membre d'un syndicat, on ne sera pas obligatoirement membre

peuvent se constituer avec ou sans capital : dans le premier cas, le capital est formé, non par des actions, mais par des parts dont le quart au moins doit être souscrit avant la constitution de la caisse ; la responsabilité est personnelle à chaque associé et limitée ; dans le second cas, la responsabilité est solidaire et illimitée. Les formalités légales qui sont des plus simples consistent à déposer en double exemplaire au greffe de la justice de paix du canton, et contre récépissé, les pièces suivantes sur papier libre : 1° les statuts ; 2° la liste des administrateurs ou directeurs ; 3° la liste des secrétaires indiquant leurs noms, profession, domicile et l'étendue de leur engagement.

Une autre loi du 31 mars 1899, modifiée par la loi du 25 décembre 1900, a institué, à côté de ces sociétés locales de crédit agricole, des caisses régionales qui, en réescomptant le papier des caisses locales affiliées et en leur constituant un fonds de roulement, complètent l'institution de 1894. Les caisses régionales peuvent recevoir des avances de l'Etat

---

de la caisse formée par le syndicat. Ces principes semblent contestés à l'heure actuelle par la commission des répartitions des avances aux caisses de crédit régional. Cette commission, en effet, refuse des avances aux caisses locales qui escomptent du papier autre que celui de leurs sociétaires alors même que ce papier émane des membres d'un syndicat.

sans intérêts sur les fonds versés au Trésor par la Banque de France, conformément à la convention du 31 octobre 1896, avances qui sont allouées par le ministre de l'Agriculture après avis d'une commission de répartition créée dans ce but. Ces avances peuvent être égales au quadruple de leur capital versé en espèces. Elles ne peuvent être faites pour une durée supérieure à cinq ans, mais peuvent être renouvelées. Elles sont du reste immédiatement remboursables en cas de violation des statuts ou de modifications des statuts diminuant les garanties de remboursement. Un décret ultérieur, du 11 avril 1905, a établi le contrôle et la surveillance de ces caisses régionales de crédit et a réglé la procédure à suivre pour ces demandes d'avances.

Enfin, le 21 avril 1904, le gouvernement déposa un projet de loi complétant les dispositions de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 31 mars 1899 et autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles. Ce projet voté par le Parlement fut promulgué le 29 décembre 1906. D'après cette loi, pourront seuls recevoir des avances, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou plusieurs syndicats professionnels agricoles en vue d'effectuer toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt

collectif, sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux. Les avances destinées à ces sociétés devront être prélevées sur les redevances annuelles à la Banque de France définitivement acquises à l'agriculture et remises aux caisses régionales de crédit agricole mutuel, qui les prêteront aux coopératives moyennant un certain intérêt annuel et pour un délai maximum de vingt-cinq années. Une commission de répartition déterminera dans chaque cas la durée du prêt, ainsi que le montant de l'avance qui ne pourrait excéder le double du capital de la société coopérative versé en espèce. Le taux du montant de l'intérêt annuel à payer par les coopératives aux caisses régionales sera fixé dans chaque cas par la caisse régionale créancière et devra être approuvé par le gouvernement, après avis de la commission de répartition.

Conformément à une disposition de la loi du 29 décembre 1906, un règlement d'administration publique a été rendu tout récemment, le 28 août 1907, afin de déterminer pour les sociétés coopératives agricoles qui demanderont des avances par l'intermédiaire et avec la garantie des caisses régionales de crédit agricole la procédure à suivre, les dispositions éventuelles que devront contenir les statuts, le mode et la forme des enquêtes préliminaires d'ordre économique et technique à ouvrir par les services intéressés du ministère de l'Agriculture, la surveillance

à exercer sur l'emploi des avances qui ne devront pas être détournées de leur affectation, les garanties d'ordre général à prendre pour assurer le remboursement des prêts, ainsi que les moyens de contrôle à exercer sur ces sociétés coopératives agricoles pour sauvegarder les intérêts du Trésor.

Les principales dispositions de ce règlement d'administration publique dont l'exécution est confiée au ministre de l'Agriculture et au ministre des Finances sont les suivantes :

Les sociétés coopératives agricoles qui se proposent d'obtenir, sous la responsabilité d'une caisse régionale, des avances dans les conditions prévues par la loi du 29 décembre 1906, font parvenir leur demande à cette caisse avec les pièces ci-après :

1° Les statuts en double exemplaire de la société intéressée ;

2° La liste des souscripteurs, avec mention du syndicat professionnel dont chacun d'eux fait partie, et avec indication du capital versé ainsi que de son mode d'emploi ;

3° Les noms, qualités et domicile des membres du conseil d'administration et des commissaires des comptes ;

4° Une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive ;

5° La désignation de la caisse locale de crédit agricole mutuel, régie par la loi du 5 novembre 1894, à laquelle doit se rattacher ladite société coopérative aux termes de l'article 2 de la loi du 29 décembre 1906 ;



6° L'indication des immeubles possédés par la société et leur situation hypothécaire, dûment certifiée, avec énonciation de leur valeur et désignation de ceux qui sont proposés pour la garantie hypothécaire du remboursement de l'avance ;

7° Un mémoire justificatif à l'appui de la demande, avec projet et devis estimatif pour les travaux à exécuter, de même que pour l'achat et l'installation d'un matériel spécial lorsqu'il y a lieu.

La caisse régionale pourra demander, en outre, les justifications complémentaires qu'elle jugerait nécessaires, notamment en ce qui concernerait la régularité de la constitution et des opérations de la société coopérative.

La caisse régionale, si elle acquiesce à la demande et la présente sous sa responsabilité, fait parvenir le dossier au préfet du département intéressé, qui le transmet au ministre de l'Agriculture avec ses observations et conclusions.

A ce dossier sont joints, sous la signature des représentants de la caisse régionale :

a) Une copie de la délibération par laquelle cette caisse aura couvert de sa responsabilité la demande d'avance ;

b) L'exposé des garanties prises par elle pour le remboursement de l'avance et des conditions de contrôle à exercer sur les opérations de la société intéressée ;

c) Un tableau des engagements déjà contractés par la caisse et son dernier bilan.

La caisse régionale et la société coopérative doivent fournir aux personnes chargées de l'instruction de la demande

et des enquêtes tous renseignements et facilités pour l'accomplissement de leur mission.

L'ensemble du dossier est soumis à la commission de répartition des avances.

La décision motivée du ministre est notifiée à la Caisse régionale et à la Société coopérative agricole par l'intermédiaire des préfets des départements intéressés.

Les statuts de toute Société coopérative agricole voulant bénéficier d'une avance, doivent déterminer la circonscription territoriale à laquelle s'étendent ses opérations, son mode d'administration et le montant du capital social.

Ils spécifient expressément :

1° Que les parts de sociétaires sont nominatives, qu'elles restent exclusivement réservées à des agriculteurs, membres d'un syndicat agricole et que leur taux de remboursement n'excédera en aucun cas leur prix initial ;

2° Quel nombre maximum de voix peut avoir un sociétaire, quel que soit le nombre des parts possédées par lui ;

3° Qu'aucun dividende ne sera attribué au capital ou aux fractions de capital et que le taux des intérêts ne pourra dépasser 4 o/o ;

4° Quelles dispositions sont prévues pour la constitution d'une réserve à prélever sur les bénéfices éventuels, en vue de l'amortissement du montant de l'avance de l'Etat ;

5° Que les excédents annuels, déduction faite des charges, amortissements, intérêt du capital, frais généraux et réserve légale, etc., ne pourront être répartis, s'il y a lieu, entre les coopérateurs, que proportionnellement aux opérations faites par eux avec la société coopérative ;

6° Que pour tous actes et opérations ayant un caractère commercial, la comptabilité sera tenue conformément aux prescriptions du Code de commerce et aux instructions ministérielles spéciales ;

7° Que toute modification projetée aux statuts sera portée à la connaissance de la Caisse régionale responsable du remboursement de l'avance, qui en fera part au ministre, sans qu'aucune modification puisse être considérée comme acquise avant que le ministre ait notifié qu'il n'y fait pas objection à raison des conditions dans lesquelles l'avance de l'Etat a été consentie.

La Caisse régionale ayant garanti le remboursement d'avances doit veiller à ce qu'elles ne soient pas détournées de leur affectation.

Les modifications de projets et les changements d'emploi de ressources devront être préalablement soumis par la Société coopérative intéressée à l'approbation de la Caisse régionale et à la décision du ministre.

Les avances ou fractions d'avances affectées soit à des travaux, soit à l'achat et à l'installation d'un matériel spécial, ne sont versées par la Caisse régionale à la Société coopérative qu'au fur et à mesure de la réalisation des projets et à charge de justifications pour l'emploi des versements antérieurs.

Avec les renseignements et pièces se référant à la garantie donnée à une société coopérative agricole, la Caisse régionale devra conserver constamment à jour la liste des membres du conseil d'administration de cette société, le texte de

ses statuts, l'état des sommes ou acomptes versés sur le montant total de l'avance.

Elle doit se faire délivrer chaque année, avant le 31 janvier, les inventaires et les bilans de l'exercice précédent, le relevé des opérations effectuées ou en cours pour l'emploi des avances consenties et la copie des procès-verbaux d'Assemblée générale.

Lorsque les avances destinées aux sociétés coopératives agricoles seront attribuées pour l'établissement de magasins, entrepôts, usines ou autres constructions à édifier sur des terrains appartenant à ces sociétés, hypothèque sera immédiatement consentie au profit de l'Etat, par acte notarié, sur lesdits terrains avec extension stipulée ou formellement promise, selon les cas, sur les constructions à aménager ou à élever.

Si les avances se réfèrent à l'acquisition de terrains et à la construction ou à l'aménagement de bâtiments sur ces terrains, promesse expresse d'hypothèque devra être spécifiée, au profit de l'Etat, sur l'ensemble des immeubles visés aux projets, et l'hypothèque sera réalisée, suivant acte notarié, dès l'acquisition des terrains avec extension aux bâtiments selon les cas ainsi qu'il est dit ci-dessus.

La société coopérative doit justifier que les immeubles lui appartenant ne sont pas grevés de privilège ou d'hypothèque pouvant préjudicier à la garantie hypothécaire réclamée pour le remboursement de l'avance de l'Etat.

La Caisse régionale doit exiger des sociétés coopératives dont elle présente la demande, soit la clause de responsabi-

lité solidaire de tous leurs membres pour les opérations auxquelles elle attache sa garantie, soit un engagement solidaire qu'elle reconnaitrait suffisant, signé par tout ou partie des membres d'administration.

Les fonctionnaires chargés d'examiner l'organisation et le fonctionnement d'une Caisse régionale, ou de la Société coopérative agricole à laquelle a été consentie une avance de l'Etat, ont qualité pour vérifier la comptabilité et la gestion, pour constater l'exacte observation des prescriptions législatives et réglementaires ainsi que des statuts. Ils peuvent exiger la production de toutes pièces justificatives.

Lorsqu'il s'agit de travaux à exécuter ou de l'achat et de l'installation d'un matériel spécial, ils ont la faculté, soit au cours des opérations, soit après leur achèvement, de constater s'il y a conformité avec les projets dûment acceptés et les plans ou devis régulièrement fournis.

Ils consignent leurs observations et avis concernant l'état des immeubles et du matériel.

Ils signalent spécialement les cas dans lesquels la violation ou les modifications des statuts, diminuant les garanties de remboursement de l'avance, peuvent faire exiger le remboursement anticipé, conformément à l'article 6 de la loi du 29 décembre 1906.

Les caisses de crédit agricole, puissamment aidées dorénavant par les subventions de l'Etat, débarrassées des anciennes entraves législatives, ne peuvent manquer de se développer. Le dernier rapport

adressé chaque année par le ministre de l'Agriculture au Président de la République, conformément à l'article 6 de la loi du 31 mars 1899 fait foi de ce développement.

Aux termes du dernier rapport (1), il existait, à la fin de 1905, 66 caisses régionales ; 10 nouvelles ont été créées en 1906 et le nombre de ces institutions, pourvues d'avances de l'Etat, se serait élevé à 76 au 31 décembre 1906 si deux d'entre elles, les caisses régionales de l'Ouest et du Centre, constituées dans des conditions un peu spéciales et qui ne s'étaient jamais bien développées, n'avaient remboursé intégralement les avances dont elles avaient bénéficié pendant cinq ans. Les avances nouvelles de l'année 1906 ont atteint la somme de 3.717.530 fr. Le capital constitué par les 74 caisses régionales est de 8.261.410 francs. La part représentée dans cette somme par le versement des caisses locales est de 4.215.265 francs. Le fonds dont les caisses régionales ont disposé en 1906 pour assurer leur fonctionnement comprenait : 7.408.995 francs en capital réellement versé, 651.277 francs de capital de réserve et 22.985.381 francs d'avances de l'Etat. L'intérêt servi a varié durant l'année entre 3 et 4 o/o. Les caisses régionales ont avancé en 1906 aux cais-

---

1. *J. off.* du 4 juillet 1907, p. 586.



ses locales 2.218.168 francs pour fonds de roulement et 34.863.763 francs sous forme d'escompte.

Les caisses locales étaient au 31 décembre 1905 au nombre de 1.355 groupant 61.874 adhérents. A la fin de 1905 le nombre des caisses locales a atteint 1.638 avec 76.188 membres. 1.519 de ces caisses sont constituées sous le régime de la loi de 1894 et 119 sous celui de la loi de 1867. 399 de ces caisses sont à responsabilité solidaire illimitée. Le capital souscrit par les caisses locales est de 7.091.267 francs dont 4.355.258 versés. Les opérations de ces caisses comprennent 37.141.552 francs de prêts consentis en 1906 et 19.648.104 francs de prêts antérieurs à 1905. Les remboursements perçus ont été de 31.380.461. Le montant des prêts en cours à la fin de 1906 était donc de 25.409.195 francs. Le taux moyen des prêts est compris entre 3 et 5 o/o aux environs de 4 o/o.

Il nous est difficile d'indiquer quelle part revient, dans ces chiffres, au crédit agricole spécial à l'élevage, mais nous avons montré, présenté la monographie de plusieurs caisses de crédit destinées à aider les éleveurs à acheter et à entretenir le bétail. Certains syndicats d'élevage, nous avons pu le voir aussi, doivent même leur développement à ces caisses.

### Assurance Mutuelle

Certains syndicats ou sociétés d'élevage, nous l'avons vu, ont institué des caisses d'assurance contre la mortalité du bétail. Cette institution apparaît comme un organisme d'une nécessité primordiale.

Un rapprochement qui tend tout naturellement à se faire est celui qui s'établit entre la mutuelle-bétail et la caisse locale de crédit : la première s'appuyant sur la seconde et la complétant, la caisse d'assurance, personne morale faisant partie d'un syndicat agricole ou constituant par elle-même un syndicat, peut, comme l'assuré, demander des prêts à la caisse de crédit. Nous avons vu des exemples de ce lien qui s'établit ainsi parfois entre une caisse mutuelle-bétail et une caisse de crédit pour l'élevage.

La perte qu'occasionne à l'éleveur la maladie ou la perte de son bétail est bien plus sensible que celle éprouvée par le commerçant dont les denrées ne peuvent que diminuer de valeur, par l'industriel dont les produits ne sont soumis qu'à la loi de l'offre ou de la demande, par le financier dont les valeurs sont sujettes à la baisse. Pour l'éleveur, en effet, la perte du bétail par suite du décès est presque définitive ou bien absolue. Isolé, l'éleveur aura par suite souvent beaucoup de mal à reconstituer son capital-bétail. Il est donc de toute nécessité que les éleveurs

s'unissent entre eux pour rendre la perte moins sensible, pour la répartir sur un plus grand nombre d'entre eux et pour assurer dans la mesure du possible la reconstitution du capital perdu. C'est à cet objet que répondent les sociétés d'assurance mutuelle contre la mortalité du bétail.

Le Parlement, par les mesures législatives qu'il a adoptées durant ces dernières années, a donné d'excellents encouragements à la création des sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

En 1898, un crédit spécial de 500.000 francs fut ouvert au budget de l'Agriculture pour être distribué sous forme de subventions réservées principalement aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles qui viendraient à se créer et subsidiairement à celles de ces sociétés existantes qui auraient subi des pertes importantes.

A raison de ces encouragements pécuniaires accordés par l'Etat, les sociétés d'assurances mutuelles agricoles ne tardèrent pas à se développer, mais une question de droit bientôt se posa, celle de savoir à quel régime juridique devaient être soumises ces institutions.

Certaines caisses d'assurances choisissaient le régime de la loi sur les sociétés commerciales. D'autres, en vue d'éviter à leurs membres les inconvénients de cette loi (formalités nombreuses, responsabilité solidaire illimitée) adoptaient le régime plus

souple et moins formaliste de la loi sur les syndicats. Des syndicats agricoles d'autre part fonctionnant déjà, par adjonction à leurs statuts primitifs, établissaient une mutuelle entre tous leurs membres une mutuelle-bétail.

Des jurisconsultes déclarèrent que le bénéfice de la loi de 1884 pouvait être réclamé pour la constitution des caisses d'assurances mutuelles agricoles. Ce débat n'aurait pas eu une grande importance dans la pratique, si la discussion était restée sur le terrain de la doctrine, mais l'administration de l'Enregistrement réclama à certaines de ces caisses le droit sur les sociétés.

Cette question fiscale fut portée à la Chambre lors du budget de 1899 sous la forme d'un amendement dispensant les mutuelles agricoles de l'impôt. Devant la promesse du gouvernement de proposer incessamment un projet de loi en ce sens, l'amendement fut retiré. Une loi fut votée le 4 juillet 1900, loi exonérant de tous droits d'enregistrement et du timbre, affranchissant des formalités de la loi de 1867 les sociétés d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui ne poursuivent la réalisation d'aucun bénéfice et qui édictent comme seule condition à leur existence, le dépôt à la mairie de deux exemplaires de leurs statuts et de la liste de leurs administrateurs.

Le tableau suivant (1) des sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la mortalité du bétail permet de suivre, durant les dix dernières années, l'augmentation du nombre de ces sociétés, de celui des membres composant ces sociétés ainsi que l'accroissement des capitaux assurés.

|                |      | Nombre<br>des sociétés | Nombre<br>des membres | Capital<br>assuré |
|----------------|------|------------------------|-----------------------|-------------------|
| Au 31 décembre | 1897 | 1.469                  | 87.072                | 59.108.334        |
| —              | 1898 | 1.578                  | 94.546                | 62.449.269        |
| —              | 1899 | 1.917                  | 117.292               | 86.724.510        |
| —              | 1900 | 2.264                  | 135.817               | 106.807.194       |
| —              | 1901 | 2.646                  | 155.456               | 129.775.867       |
| —              | 1902 | 3.102                  | 178.920               | 158.999.954       |
| —              | 1903 | 3.811                  | 209.490               | 194.031.403       |
| —              | 1904 | 4.824                  | 275.576               | 278.960.543       |
| —              | 1905 | 5.765                  | 318.146               | 330.545.429       |
| —              | 1906 | 5.993                  | 324.275               | 337.976.372       |

En dix ans, le nombre des sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la mortalité du bétail a donc augmenté de 4.524, le nombre des membres de 237.203, la somme du capital assuré de 278 millions 808.038 francs.

La subvention accordée aux caisses d'assurances mutuelles agricoles, qui, primitivement, s'élevait à la somme de 500.000 francs est aujourd'hui de 1.200.000 francs. Cette subvention est répartie à toutes les sociétés et associations d'assurances mutuelles agricoles, quelle que soit la loi les régissant : loi

---

1. Chambre des députés. Rapport du budget du ministère de l'Agriculture, année 1907.

du 24 juillet 1867 ou loi du 4 juillet 1900. Le ministère de l'Agriculture exige seulement que la société ou l'association soit une œuvre de mutualité et de prévoyance, qu'elle ait une existence propre, qu'elle soit accessible à tous les agriculteurs de la circonscription, qu'elle ne poursuive aucun but lucratif et soit gérée et administrée gratuitement.

Une commission a été instituée en 1905 au ministère de l'Agriculture pour rechercher les moyens de développer les institutions de mutualité, d'assurance et de prévoyance agricoles. Les travaux de cette commission doivent porter notamment sur l'étude de la répartition des fonds de secours, dégrèvements et subventions accordées aux cultivateurs, sur la surveillance et le contrôle des sociétés d'assurances mutuelles agricoles, sur leur groupement ou leur fédération.

Les subventions allouées aux sociétés d'assurances agricoles sont de deux sortes : 1° les subventions, dites de premier établissement, allouées aux sociétés qui viennent de se constituer et qui ont pour but de couvrir les dépenses d'organisation de ces sociétés et de les aider à créer un fonds de réserves, subventions qui sont fixées d'après la valeur du capital assuré, le nombre des membres de la société et l'étendue de son rayon d'action, et qui varient de 500 à 1.000 francs.

2° Les subventions allouées aux sociétés en plein



fonctionnement ou ayant au moins une année d'existence destinées à permettre aux sociétés, ayant subi des pertes importantes, de reconstituer le fond de réserve qu'elles ont dû entamer pour payer les indemnités statutaires, calculées de manière à tenir compte à la fois de la participation des membres, c'est-à-dire du taux de leurs cotisations, de la valeur du capital assuré et du chiffre des indemnités payées.

Ces subventions qui varient entre 15 ou 30 o/o des pertes, à la charge de la société, sont établies sur les bases suivantes :

Lorsque la part des sociétaires atteint 2 o/o du capital assuré, la subvention est calculée sur le taux de 15 o/o du montant des pertes ; 3 o/o du capital assuré, la subvention est calculée sur le taux de 20 o/o du montant des pertes ; 4 o/o du capital assuré, la subvention est calculée sur le taux de 25 o/o. Lorsque la part des sociétaires dépasse 5 o/o du capital assuré, la subvention est calculée sur le taux de 30 o/o du montant des pertes.

Les subventions ne sont jamais inférieures à 100 francs,

Les subventions accordées par l'Etat aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la mortalité du bétail ont été ainsi réparties aux exercices de 1898 à 1905 :

| Exercices | Sociétés                  |     | Sociétés                  |     |
|-----------|---------------------------|-----|---------------------------|-----|
|           | en voie de formation      |     | en plein fonctionnement   |     |
| 1898      | 60.800 fr. à 110 sociétés |     | 82.750 fr. à 220 sociétés |     |
| 1899      | 197.850                   | 340 | 80.750                    | 292 |
| 1900      | 177.200                   | 348 | 110.500                   | 385 |
| 1901      | 245.800                   | 387 | 194.450                   | 543 |
| 1902      | 265.800                   | 401 | 234.600                   | 639 |
| 1903      | 445.000                   | 672 | 179.400                   | 511 |
| 1904      | 456.350                   | 918 | 216.700                   | 676 |
| 1905      | 411.900                   | 966 | 297.500                   | 839 |

Parmi les différents risques que peuvent prendre à leur compte les assurances mutuelles agricoles, le risque de la mortalité du bétail est certainement celui qui est le plus facile à couvrir et qui permet le mieux à ces institutions de prospérer. Le risque en effet est en général assez limité, car jamais le sinistre, à moins de grandes épizooties, n'atteindra les proportions qu'il atteint lorsqu'il s'agit de l'incendie, de la grêle, des accidents agricoles, etc. D'autre part, chaque commune a presque toujours assez de têtes de bétail pour établir une petite caisse locale.

Si les mutuelles-bétail peuvent adopter différentes formes juridiques, leur fonctionnement technique et financier, comme nous avons pu le voir, peut varier suivant les statuts choisis : il peut y avoir des sociétés à primes fixes, des sociétés à primes variables, des sociétés à primes mixtes.

Les sociétés à primes fixes font payer à leurs membres une cotisation fixe qui est en général de 1 0/0 dans les mutuelles bovines, et de 1,50 0/0 dans les mutuelles chevalines. L'indemnité payée pour les pertes est variable suivant l'état de la caisse, mais ne dépasse pas 80 0/0 afin que les assurés aient avantage à conserver leurs bêtes.

Les sociétés à primes variables ne font payer la cotisation à leurs membres qu'en cas de perte. Le montant des cotisations varie en raison du montant des pertes, sans néanmoins que les cotisations puissent s'élever à plus de 80 0/0 des pertes. Ce mode a des inconvénients : celui d'abord de ne faire payer les cotisations qu'après le sinistre et d'exposer ainsi parfois la société à enregistrer quelques mécomptes à son passif, celui encore de présenter de grands écarts d'une année à l'autre dans le calcul des cotisations.

Les sociétés à primes mixtes tiennent des sociétés à primes fixes et des sociétés à primes variables. Comme les premières, elles exigent de leurs membres dès le commencement de l'exercice une cotisation, cotisation peu élevée, en général de 0, 50 0/0. Comme les secondes, elles réclament le reste de la cotisation après le sinistre. Les statuts de ces sociétés en général contiennent une clause qui répartit entre tous les membres, moyennant un prix fixé et suivant le cours des marchés, la viande de l'animal

abattu, lorsque les vétérinaires reconnaissent que cette viande peut être livrée à la consommation.

Une caisse isolée, n'offrant que des ressources modiques, ne présente pas les garanties de résistance suffisantes pour le cas où des épidémies graves viennent ravager le bétail. Une union entre des caisses d'assurance donnera, au contraire, à chaque caisse une puissance plus grande : les risques étant répartis sur un plus grand nombre d'associés diminueront d'importance à mesure que le nombre de caisses entrant dans l'union augmentera ; le crédit de chaque caisse se trouvera augmenté, sans pour cela, du reste, que chaque caisse ait rien à perdre dans cette combinaison de son autonomie et de sa liberté d'administration. Ce sera l'assurance au second degré, l'assurance entre assurances, la réassurance.

Actuellement, des caisses de réassurance-bétail fonctionnent dans vingt-cinq départements. Elles sont au nombre de 1.719. Les capitaux réassurés s'élèvent à 86.596.688 francs.



## CHAPITRE IV

### Groupements d'élevage à l'étranger

Il serait intéressant d'instituer une comparaison entre les groupements d'élevage existant à l'étranger et ceux fonctionnant en France. Cette étude permettrait de mettre en relief ce qu'il y a d'excellent dans les méthodes en usage dans les pays étrangers en vue d'une application à nos groupements d'élevage, mais il est regrettable qu'il ne nous ait pas été possible d'avoir à notre disposition les éléments suffisants pour une telle étude. Des dossiers constitués par des rapports de nos consuls existent bien au ministère de l'Agriculture, mais leur caractère confidentiel en interdit la communication. Nous avons dû nous contenter de consulter les archives de la section agricole du Musée Social dont la richesse laisse beaucoup à désirer.

C'est l'Angleterre qui a donné les premiers et plus



heureux exemples du parti que l'on peut tirer des associations d'élevage. Les types célèbres des races améliorées ont trouvé naissance et pris leur développement dans le principe de la sélection, soutenu par les concours de races et l'inscription au Herd-Book. C'est ainsi que la race *Courte-Cornes*, la race sans cornes *Angus*, la race *Devin*, la race de *Hereford*, la race de *Kerry* ont leurs titres généalogiques établis depuis plus d'un demi-siècle dans les Herd-Book. Il n'est point douteux que la réputation de l'élevage anglais ne soit due aux associations d'éleveurs. La liberté règle et domine les associations d'élevage de l'Angleterre. L'Etat n'intervient en aucune façon.

Une des principales causes du développement de l'agriculture danoise, a été la création de nombreuses sociétés et associations privées ayant pour but le développement de l'agriculture d'une façon générale ou particulière.

Ces sociétés et ces associations agricoles forment aujourd'hui en Danemark une puissante organisation agricole par laquelle sont administrées et réparties les sommes accordées par l'Etat pour le développement et l'encouragement de l'agriculture. Ces groupements se trouvent du reste surveillés de très près par l'Etat, si bien que l'on peut dire que leur organisation revêt en quelque sorte une forme gouvernementale.

La Société royale d'agriculture danoise, fondée en 1869, est la plus importante et la plus ancienne des sociétés agricoles danoises. Elle fait des publications sur l'agriculture, place des apprentis agricoles, met des aides-laitiers à la disposition des laiteries, fait faire des essais de culture sur les plantes ; elle aide le ministère de l'Agriculture dans la direction de différentes institutions, telles que les conseils agricoles de l'Etat, la culture des plantes, l'essai des machines et d'instruments agricoles, l'éducation du personnel des laiteries. La Société qui est en quelque sorte une Union, compte de nombreuses sociétés locales qui elles-même opèrent parfois unies les unes aux autres. Ces sociétés locales unies ainsi les unes aux autres, s'occupent de la distribution des subventions accordées par l'Etat pour le développement de la petite culture, pour l'organisation de conférences sur des matières agricoles, d'expositions et de concours agricoles, pour les centres d'élevage, pour l'examen des produits de l'élevage, pour la publication des Herd et Stud-Book, pour les concours entre les étables d'après lesquels l'Etat désigne les centres d'élevage.

Les directions communes des centres d'élevage ont été fondées en Danemark comme trait d'union administratif entre les sociétés d'élevage de chevaux et de bétail dans chaque province ou bailliage, et les unions de sociétés de ces provinces, pour la répartition des

subventions accordées par l'Etat aux centres d'élevage. Ces directions au nombre de 26, il y a quelques années, comprenaient 685 sociétés d'élevage locales avec un total de 24.000 membres.

Les sociétés d'élevage du bétail et des chevaux ont été fondées en Danemark après la promulgation d'une loi du 1<sup>er</sup> avril 1887 qui accordait des crédits considérables aux sociétés d'élevage. Il existe aussi des sociétés d'élevage de porcs : chacune de ces sociétés a ordinairement un district pour ressort, et se propose d'améliorer le bétail de la contrée en mettant un bon animal reproducteur à la disposition des associés.

On trouve encore dans ce pays un très grand nombre de sociétés de laitiers, qui s'occupent de l'organisation du personnel des laiteries et qui concourent au développement de l'industrie laitière. A côté de ces sociétés se sont fondées des sociétés qui ont pour but de contrôler et d'examiner régulièrement le rendement de chaque vache.

Enfin il existe en Danemark un certain nombre de sociétés qui contribuent encore d'une façon indirecte au développement de l'élevage, ce sont les sociétés d'assurances agricoles, des sociétés de primes, d'épargne et d'avances aux agriculteurs.

Le Danemark a une législation spéciale sur le crédit agricole.

Depuis très longtemps, des sociétés de crédit

s'étaient formées pour assurer à l'agriculture le crédit hypothécaire aux meilleures conditions possibles. Ce fut seulement en 1898 que l'Etat prit des mesures législatives pour développer ce crédit. Une loi du 26 mars 1898, en effet, a autorisé le gouvernement à disposer, sur les fonds de l'Etat, d'une somme de 5 millions qu'il pourra employer en prêts à 3 o/o d'intérêts aux sociétés d'agriculture ayant pour objet de faciliter à leurs membres à des conditions avantageuses le capital d'emprunt nécessaire à leur exploitation, au moyen de la responsabilité solidaire de tous les associés pour les emprunts contractés. Pour que les associés puissent obtenir des avances de l'Etat, il faut que leurs statuts soient approuvés par le ministre de l'Agriculture et contiennent certaines clauses indiquées par la loi de 1898.

Les principales de ces clauses sont les suivantes :

Le but de la société doit être exclusivement de prêter temporairement à ses membres le capital nécessaire pour couvrir les frais de culture courante.

Pour déterminer la somme jusqu'à concurrence de laquelle on pourra prêter à chaque associé, la loi se fonde sur le nombre de têtes de gros bétail à cornes qui peuvent être normalement entretenues sur la propriété. Par suite, lors de l'admission de chaque membre, la direction est tenue de faire une estimation de sa propriété calculée pour l'emprunt. Le maximum de cette estimation se détermine d'après les

têtes de gros bétail; toutefois, suivant les conditions de fortune de l'associé, la direction a le droit d'estimer sa propriété à une valeur plus faible; de plus chacun est libre d'entrer dans la société pour une valeur d'emprunt inférieure à celle qui a été fixée par la direction, la valeur d'emprunt étant d'ailleurs toujours fixée à un nombre déterminé de têtes de gros bétail.

Tout associé a droit, au cours de chaque exercice, à un prêt de 50 couronnes au maximum par tête de bétail. Comme les prêts ne sont que temporaires, la loi prescrit qu'ils devront être remboursés au plus tard au bout de neuf mois et qu'un associé ne pourra contracter un nouvel emprunt qu'un mois après le remboursement de l'ancien. Le taux, qui doit être le même pour tous, ne peut pas excéder  $4\frac{1}{2}$  o/o, mais, jusqu'à cette limite, la direction est libre de le déterminer comme elle l'entend. L'emprunteur ne fournit ni gage, ni caution, car la responsabilité solidaire des membres de la société entre le Trésor public est considérée comme suffisante pour le garantir contre les pertes, le principe même de la loi étant que les associés sont garantis les uns des autres à conditions égales.

Les sociétés doivent être administrées par un conseil de direction de cinq membres\*non rémunérés. Quatre des membres de ce conseil doivent être élus par l'assemblée générale, le cinquième, qui est le

président est nommé par le conseil d'arrondissement sur la proposition des membres élus du conseil de direction. Toutefois, le premier conseil qui est chargé d'organiser la société est nommé tout entier par le conseil d'arrondissement. Le conseil de direction a seul le droit de recevoir des adhésions, il a aussi celui d'exclure des membres de la société ou de réduire l'estimation de la valeur d'emprunt d'une propriété, s'il estime que la situation du propriétaire l'exige. Les associés peuvent d'ailleurs, à toute époque, se retirer de la société, mais ils ne sont déchargés de la responsabilité envers l'Etat et la société qu'à partir du moment où tous les prêts consentis avant leur démission sont remboursés.

La loi enjoint à toutes les sociétés de fonder et d'entretenir un fonds de réserve pour lequel les membres doivent verser, à leur entrée dans la société, une somme de 1 couronne au moins par tête de bétail. De plus l'excédent de chaque exercice, s'il y en a, est versé à ce fonds.

Toute société peut obtenir de la caisse de l'Etat, comme capital de roulement une avance qui peut atteindre au plus la somme de 30 couronnes par tête de bétail. Bien que les associés aient le droit de demander à la société un prêt de 50 couronnes par tête de bétail, on considère néanmoins que les sociétés pourront fonctionner normalement avec cette avance de 30 couronnes seulement que leur fait l'E-



tat, parce qu'il est peu vraisemblable que tous les membres demandent en même temps à emprunter.

Toutefois, comme il est interdit à la société de fonctionner avec d'autres avances que celles que lui fait l'Etat, il pourra arriver que la direction, faute de fonds disponibles, soit obligée de refuser une demande d'emprunt ; l'associé sera alors obligé d'attendre jusqu'à ce que la direction au moyen de remboursement d'autres prêts puisse satisfaire sa demande. En outre de la faveur que la loi fait aux sociétés en mettant à leur disposition les fonds du Trésor public, elle leur accorde l'exemption du timbre pour les actes d'emprunt, et le droit d'exécution parée pour leurs créances contre les associés.

La loi prescrit que les sociétés de prêts à l'agriculture, comme les autres sociétés coopératives agricoles, limitent leurs opérations à un district déterminé et que le total des valeurs d'emprunt ne soit pas supérieur à 10.000 têtes de bétail, ni inférieur à 1.000, sans l'autorisation du ministère de l'Agriculture.

Le même mouvement s'est dessiné en Belgique, où de nombreux groupements d'élevage se sont formés. Ces groupements sont en général locaux et poursuivent l'amélioration des races locales. Ils sont ordinairement sous la direction et le contrôle de comices ou de fédérations.

Les moyens employés pour obtenir l'amélioration

des races sont la prime, la surveillance des produits et l'inscription aux livres généalogiques.

Pour les races bovines, la forme syndicale paraît être la forme préférée des éleveurs. Les syndicats pour l'amélioration de la race bovine se sont considérablement développés durant ces dernières années.

La plupart de ces syndicats se groupent en fédération qui s'étend généralement à toute une province.

Les règles qui régissent les fédérations ainsi que celles qui président à la répartition des primes sont les suivantes :

Une revision annuelle, qui permet d'expertiser les animaux, a lieu dans toutes les localités possédant un syndicat. Un syndicat est reconnu dès qu'il possède un minimum de vingt bêtes primées appartenant à dix membres au moins.

L'appréciation des animaux se fait par l'emploi d'une échelle de points. Les bêtes qui arrivent à un minimum de 70 points sont primés. Les primes sont proportionnelles au nombre de points obtenus. Elles peuvent varier d'une année à l'autre : lorsque toutes les expertises sont terminées en effet, on divise, pour obtenir la valeur de la prime, la subvention attribuée à une province par le total des points-primes obtenus par tous les animaux de la province.

Outre ces primes accordées par la province, la

fédération en général donne une surprime aux descendants primés, c'est-à-dire aux animaux provenant de pères et mères inscrits sur les livres généalogiques. Ces surprimes encouragent les éleveurs à tenir compte de l'origine des reproducteurs dans l'élevage. La surprime est doublée pour les animaux qui peuvent justifier l'inscription de leurs pères et mères, mais encore de leurs ascendants de la précédente génération.

Dans les syndicats qui comptent trois années d'existence, on n'admet plus que les animaux qui descendent déjà de parents inscrits eux-mêmes au Herd-Book.

Les bêtes primées sont marquées à l'oreille au moyen d'une boucle spéciale : on perce à l'emporte-pièce l'oreille de l'animal primé et l'on place cette boucle spéciale.

Chaque syndicat est tenu d'avoir deux livres : un livre d'inscription dans lequel figurent tous les animaux primés et dont le double est tenu à la fédération et un second livre qu'on appelle le livre de naissance qui reçoit les veaux descendant d'animaux primés.

L'amélioration des races chevalines est aussi en Belgique l'objet de très grands encouragements de la part de l'Etat.

Pour la répartition des primes, l'Etat, sans recourir à l'intermédiaire de l'administration des haras,

confie ce soin aux provinces, aux comices, aux associations particulières. Les chevaux de pur sang et de demi-sang sont exclus de cette répartition parce que la question du cheval d'arme présente en Belgique très peu d'importance, et que l'élevage du pur sang et du demi-sang est considéré comme un élevage de luxe.

Les étalons sont l'objet d'une très active surveillance. Ils sont soumis à la formalité de l'expertise qui permet d'écarter les étalons qui n'ont point les qualités voulues pour l'amélioration de la race. L'expertise est faite par des commissions qui fonctionnent dans chaque province. Ces commissions sont composées d'un membre désigné par le ministre de l'Agriculture et de quatre autres membres choisis par la province. Les chevaux de pur sang et ceux de demi-sang sont soumis comme les autres à l'expertise.

Tout étalon admis par la Commission d'expertise est inscrit au Stud-Book de la race à laquelle il appartient, sauf opposition de la part du propriétaire.

Parmi les groupements d'élevage de la race chevaline, les uns s'occupent du cheval de luxe, les autres du cheval de gros trait.

Une des plus importantes de celles-ci est la Société du cheval de trait belge. Cette société, fondée en 1883, donne chaque année un concours dont le montant des prix dépasse 30.000 francs et que l'Etat subven-

tionne de pareille somme. Ce concours se tient au Palais du Centenaire à Bruxelles dans la première quinzaine de juin. Six cent cinquante chevaux environ y prennent part ; les premiers prix pour étalons sont de 600 à 1.000 francs et pour les juments de 500 à 800 francs.

En Allemagne, le mouvement en faveur des associations d'élevage date de 1880 et a reçu son impulsion des efforts du docteur Lydtin.

C'est en Bavière que furent créées les premières sociétés d'élevage. Elles se sont surtout développées dans le Grand-Duché de Bade. Il en existe dans d'autres parties de l'Allemagne. Elles fonctionnent librement. L'Etat se contente de les subventionner. Un trait particulier de certaines de ces sociétés est la création du *Sambuch*, livre généalogique où s'inscrivent successivement les naissances d'une famille particulièrement irréprochable ; ce livre reste déposé à la mairie du lieu où les sociétés ont leur siège.

Dans le Grand-Duché de Bade, la propriété est très morcelée. Les sociétés d'élevage y ont été précieuses pour le développement de l'élevage. Beaucoup de propriétaires ne sont pas assez riches pour posséder un taureau, qui, du reste, serait inutile pour le petit nombre de vaches que possède chacun d'eux. Les sociétés d'élevage permettent de remédier à cet inconvénient. C'est en général la commune qui est propriétaire du taureau. L'amélioration de la race

bovine semble avoir fait de grands progrès dans le Grand-Duché de Bade. A l'un des derniers concours de Budapest (Hongrie), les sociétés d'élevage badoises enlevèrent environ 10.000 marks de prix et vendirent tous les animaux qu'elles avaient exposées ; depuis cette époque, les Hongrois ont pris l'habitude d'acheter chaque année un grand nombre de reproducteurs dans le Grand-Duché de Bade. Il existe aussi à Bade des parcs d'élevage pour les poulains. Des propriétaires d'une ou plusieurs localités, propriétaires chacun d'un ou plusieurs poulains, s'entendent pour louer à frais communs des herbages. Dans ces herbages spacieux, les poulains sont réunis et se développent beaucoup mieux qu'ils auraient pu le faire dans les petits pacages de chaque propriétaire. Les frais de ces herbages sont très minimes. Un seul gardien surveille tous les poulains de l'herbage et les ramène le soir dans les écuries. Ces frais sont partagés entre les différents propriétaires. Ces parcs sont subventionnés par le gouvernement badois.

C'est en Suisse que les syndicats d'élevage fonctionnent avec le plus de succès et cela grâce à l'influence prépondérante de l'action gouvernementale. Un crédit qui est chaque année au minimum de 400.000 francs, est alloué par la Confédération pour l'amélioration de l'élevage de l'espèce bovine.

Aux termes de la loi du 22 décembre 1893 et du



règlement d'exécution du 10 juillet 1894, concernant l'amélioration de l'agriculture, il est accordé des subsides de 100 à 300 francs pour frais de création d'associations ou de syndicats d'élevage.

Les associations de cette nature qui sont inscrites sur le registre fédéral du commerce et qui désirent obtenir des subventions, doivent s'annoncer par l'entremise de leur gouvernement cantonal, au département fédéral de l'agriculture. Les associations subventionnées ont l'obligation de présenter chaque année, dans les concours de familles ou de groupes, leurs animaux en âge de concourir et inscrits sur le registre de l'élevage. Les associations qui se dissolvent dans les cinq années qui suivent l'allocation de la subvention, ou dont les familles ne peuvent plus, pendant ce laps de temps, être primées au concours de groupes de production, doivent rembourser à la Confédération le montant de cette subvention.

Les concours officiels suisses qui sont organisés en vue de primer les meilleurs individus portent le nom de Concours régionaux. Ils sont nombreux dans chacun des Cantons, afin que les cultivateurs aient le moins de frais possible à faire pour y conduire leur bétail, étant d'ailleurs donné que, dans certains d'entre eux, celui de Neuchâtel notamment, tous les propriétaires de taureaux et de taurillons, nés avant le 1<sup>er</sup> mars de l'année, sont tenus de présenter ces

animaux à l'expertise annuelle en vue de leur admission à la monte publique.

C'est ainsi qu'il y a 29 concours dans le canton de Berne (bovins mâles et femelles), 26 dans le canton de Valais (taureaux isolés, groupes de bovins et petit bétail) ; 34 dans celui de Fribourg (syndicats) ; 9 dans ce même canton pour les taureaux isolés et le menu bétail ; 8 dans le canton de Neuchâtel (bovins mâles et femelles et petit bétail) ; 31 à l'automne dans celui de Vaud, pour les bovins mâles et femelles, ainsi que pour les verrats et les boues ; 34 dans ce même canton au printemps, pour le jeune bétail bovin, ainsi que pour les béliers.

La Confédération subventionne également des expositions générales d'agriculture ayant lieu tour à tour dans les différentes parties de la Suisse et à des intervalles qui ne sont pas inférieurs à six ans.

En outre, des marchés-concours de taureaux, tels que celui de Berne pour la race tachetée rouge, de Bulle pour la race tachetée noire et de Zug, pour la race brune, sont organisés chaque année par les syndicats d'élevage de ces races. Quoique subventionnés par la Confédération, ils sont néanmoins absolument indépendants. Leur but est de réunir les meilleurs types de taureaux afin de permettre aux groupes d'éleveurs, ainsi qu'aux particuliers isolés, d'acheter et de vendre avec facilité et sans grands frais les bons animaux de race pure dont ils auraient besoin ou dont ils désireraient opérer le placement.



## CONCLUSIONS

Le principe de l'association, ainsi que nous a permis de le constater cette étude, fait actuellement subir des transformations profondes à l'agriculture. L'élevage, comme les autres branches de l'agriculture, a participé dans une certaine mesure à cette évolution. Des éleveurs, des propriétaires, des nourrisseurs, des marchands d'animaux se sont déjà décidés, en grand nombre, à sortir de l'isolement où ils s'obstinaient à demeurer. Unis aujourd'hui en syndicats, associations ou sociétés, ils vivent en bonne intelligence, rapprochés par la communauté des intérêts et recherchant en commun à améliorer les races

Il nous reste à définir ce qu'est au juste un groupement d'élevage et à énumérer les conditions qui nous paraissent indispensables pour atteindre le but poursuivi par un groupement d'élevage, et pour le faire profiter de tous les avantages et de tous les bienfaits de l'association.

Le groupement d'élevage est une réunion d'éle-

veurs qui a pour but de prendre les mesures propres à l'amélioration du bétail et de tenir les registres d'inscriptions destinés à former un livre généalogique.

La question de savoir si un groupement d'élevage doit être plutôt un syndicat, une association, une société civile ou une société commerciale nous semble, comme nous l'avons montré plus haut, devoir être réservée et ne pouvoir être tranchée en tous cas par une règle générale. Le plus souvent, ce sera une question d'espèce. Chacune de ces formes juridiques a ses avantages et ses inconvénients, et nous ne pouvons que renvoyer au chapitre où nous les avons étudiés en détail.

Cette question réservée, les autres règles que doivent absolument suivre un groupement d'élevage pour répondre à sa destination sont, à notre avis, les suivantes :

1° La constitution du groupement d'élevage doit être surtout poursuivie dans les pays où l'élevage constitue déjà une véritable industrie. Le ressort du groupement d'élevage ne doit pas être trop vaste : il doit être local, communal. Si son cercle d'action s'étend au loin, il n'est pas facile de compter sur la participation effective de la masse des éleveurs ; il est peu aisé de réunir les adhérents pour discuter les intérêts du groupement ; le classement du bétail devient difficile et laborieux ; la surveil-

lance est moins active et par suite la fraude s'exerce avec moins d'entraves.

Le groupement local constituant l'unité du système, rien n'empêche du reste que les groupements locaux ou communaux, poursuivant l'amélioration d'une même race, s'unissent en fédérations cantonales, départementales ou régionales.

Certains griefs ont été faits à la petite circonscription.

On a dit notamment que les groupements à petite circonscription défendent difficilement leurs intérêts matériels, qu'ils n'ont pas l'autorité morale suffisante, qu'ils manquent des ressources pécuniaires nécessaires pour mener à bien leurs entreprises. Cette objection perd toute sa force, si l'on admet que les groupements à petites circonscriptions peuvent être liés les uns aux autres par des fédérations. Les petits groupements ainsi unis ne sont plus faibles et chacun d'eux jouit au contraire de la puissance de l'union.

On a objecté encore que les groupements à petite circonscription ne trouvent pas aisément parfois des administrateurs dévoués et éclairés. A notre avis, il est plus difficile de trouver des administrateurs ayant la capacité voulue et le temps de s'occuper des grands syndicats ou des grandes associations qui absorbent réellement ceux qui doivent les gérer. Au contraire, telle personne qui reculerait devant



les occupations et les charges d'une fonction d'administrateur dans un grand groupement d'élevage, les acceptera quand il s'agira de s'occuper dans sa commune d'intérêts qu'il connaît depuis longtemps déjà.

Au point de vue économique, l'organisation que nous préconisons nous paraît avoir une très grande force. Les fédérations de groupements communaux jouiront d'une véritable autorité auprès des pouvoirs publics. Les réclamations faites auprès du ministre de l'Agriculture par les éleveurs de toute une région seront bien plus aisément entendues que les réclamations individuelles ou collectives d'un petit nombre d'agriculteurs. De plus, si les fédérations ont leur siège au chef-lieu du département, il leur sera possible d'être en relations étroites avec le professeur départemental d'agriculture dont les lumières et le concours sont, ainsi que nous l'avons montré, si précieux dans le choix des méthodes à appliquer pour l'amélioration des races.

Au point de vue commercial, ce système nous paraît aussi très avantageux. Nous avons vu que certains groupements d'élevage ont été fondés en vue de la vente des produits. Il n'est pas indifférent pour les groupements d'une région qu'ils soient unis entre eux par une fédération, car la fédération, dans ce cas, pourra servir à ces groupements de bureau de renseignements, les faire profiter des marchés

avantageux, leur créer des débouchés, leur assurer des exportations à l'étranger.

La répartition des syndicats et des associations d'élevage en groupements à circonscription locale, communale, unis les uns aux autres par des fédérations cantonales, départementales ou régionales, est non seulement favorable au développement des services d'achat et de vente en commun, à la défense des intérêts professionnels, à l'amélioration des races, mais encore au bon fonctionnement des institutions de crédit et d'assurance mutuelle d'élevage.

Les caisses de crédit mutuel pour l'élevage ont tout intérêt à recruter leurs adhérentes dans une circonscription très restreinte, telle que la commune. En effet, les relations habituelles qui existent entre les habitants d'une même commune permettent seules cette connaissance et cette confiance réciproques qui autorisent des hommes à s'engager les uns pour les autres ; ces relations, en outre, établissent, de la manière la plus naturelle et la plus efficace, la surveillance des adhérents les uns par les autres.

L'établissement de ces caisses est intimement lié à l'existence d'associations et de syndicats d'élevage. Ces caisses se développeront bien plus facilement s'il existe déjà dans les communes des associations ou des syndicats sur lesquels elles puissent s'appuyer. Grâce aux facilités et aux privilèges accordés aux associations et surtout aux syndicats, ces

groupements peuvent être considérés comme la meilleure base de toute organisation mutuelle. Sans risques aucuns, l'association ou le syndicat permet d'étudier les aptitudes de chacun dans la pratique de la mutualité (1).

Les caisses communales de crédit mutuel pourront être rapprochées les unes des autres par des caisses départementales ou régionales.

Les caisses régionales, dont le fonctionnement a été réglé par la loi du 5 novembre 1894 sont de véritables sociétés de crédit agricole. Elles sont en même temps l'intermédiaire obligatoire, établi par la loi du 31 mars 1899, pour répartir entre les caisses locales les subventions données par l'Etat sous forme d'avances sans intérêts.

Les parts de capital des Caisses régionales peuvent être souscrites soit par des caisses locales, soit par des individus, membres de syndicats agricoles. Les opérations des caisses régionales ne peuvent être faites qu'avec les caisses locales. L'union intime qui existe entre les caisses régionales et les caisses locales, s'établit du reste par le caractère même de ces opérations : ou bien les caisses régionales consentent à la caisse locale des avances pour lui per-

---

1. Nous avons, du reste, montré dans le chapitre spécial au crédit agricole les conditions juridiques sous lesquelles peuvent s'établir ces relations entre associations et syndicats agricoles, d'une part, et caisse de crédit mutuel, d'autre part.

mettre de constituer son fonds de roulement : ou bien elles escomptent les billets signés par les membres de la caisse locale et endossés par elle.

Le même système nous paraît devoir être préconisé pour l'organisation des caisses d'assurance mutuelles pour le bétail. Ici encore, la combinaison à deux éléments, caisse locale et caisse régionale, donnera aux caisses tous les avantages possibles.

La petite assurance locale permet de réparer, presque au prix coûtant, les pertes causées par la mortalité du bétail, car les caisses d'assurance mutuelle locales s'administrent elles-mêmes, c'est-à-dire presque sans frais. Depuis la loi du 4 juillet 1900, les sociétés ou caisses d'assurance mutuelle agricoles sont dispensées des formalités compliquées de la loi du 24 juillet 1867 et bénéficient chaque année d'un crédit important inscrit au budget de l'agriculture.

La réassurance qui doit être une des principales préoccupations de ces sociétés locales d'assurance mutuelle sera très bien régie par la caisse régionale groupant les caisses locales d'une région. La pratique s'est chargée de démontrer aux caisses locales d'assurance mutuelle la nécessité de la théorie de la réassurance, beaucoup de ces caisses en effet ont parfois fait faillite faute d'avoir pris la précaution de répartir, grâce à la réassurance, les risques sur un grand nombre de sociétaires. Aujourd'hui, la

réassurance des caisses locales d'assurance mutuelle par les caisses régionales est assez en faveur pour qu'il soit inutile d'insister.

La loi de 1884 sur les syndicats n'avait pas prévu les services très importants de crédit et d'assurance agricoles. Des lois nouvelles ont été votées à ce sujet par le législateur. L'esprit de ces lois nouvelles semble avoir été, nous avons eu l'occasion d'en faire la remarque à plusieurs reprises au cours de cette étude, que les institutions de crédit et d'assurance soient fondées et appuyées sur l'organisation syndicale. Nous avons pu le constater aussi, beaucoup de ces organismes nouveaux, institués par les syndicats agricoles, ont abandonné assez rapidement les syndicats et, prenant, en quelque sorte, leur essor en dehors d'eux, ont suivi leur propre voie. Un tel phénomène est contraire à l'esprit de la loi. Indépendamment de cette question de légalité, on peut encore dire qu'au point de vue matériel et pécuniaire, les caisses de crédit agricoles, les mutualités de bétail ont beaucoup plus de chance de réussir et de se développer si elles ont et conservent à leur base l'organisation syndicale.

Les fondateurs d'un groupement d'élevage doivent encore s'inspirer des règles suivantes, qui nous paraissent si évidentes que nous ne pensons pas avoir à les développer :

1° Le groupement doit comprendre un minimum



de membres, possédant des animaux femelles, pour qu'il y ait réellement avantage et économie à avoir un ou plusieurs animaux reproducteurs mâles ;

2° Le groupement doit mettre en œuvre tous les facteurs de perfectionnement de la race. Le choix bien entendu des reproducteurs mâles et femelles est insuffisant. Si l'on néglige les autres facteurs, les animaux perdront en valeur et leurs qualités ne se maintiendront pas dans la descendance. Il ne servira de rien d'avoir fait inscrire un bon animal femelle, si, faute de soins, d'une alimentation rationnelle, on en obtient des veaux défectueux ;

3° Le groupement doit veiller à conserver pour son élevage les bons produits issus des meilleurs générateurs ; l'élevage privé ne peut toujours le faire, car il se peut qu'un éleveur particulier soit obligé par des raisons pécuniaires ou autres de vendre ses bons produits, rien de tel ne peut arriver dans un groupement qui a à sa disposition et les moyens pécuniaires et les moyens d'attendre ;

4° Il doit tenir minutieusement les écritures nécessaires pour certifier les saillies ainsi que l'origine, la généalogie des animaux ;

5° Il doit avoir à sa tête ou dans son sein des personnes compétentes pour constituer un véritable jury d'appréciation des animaux, appliquer les méthodes de mensuration et de pointage ;

6° Il doit faire payer des cotisations, si minimales



soient-elles, pour chaque animal inscrit. De la sorte le groupement ne vivra pas uniquement des ressources qui pourraient lui être fournies par la commune, le département ou l'Etat. L'organisation conservera ainsi tous les avantages de l'initiative privée.

L'Etat, les départements et les communes ont durant ces dernières années, assuré des avantages évidents aux groupements constitués pour l'élevage. C'est aux groupements d'élevage de faire maintenant tous les efforts pour profiter de ce mouvement en leur faveur et s'assurer un développement brillant.

---

Vu : le président de la thèse,  
SOUCHON

Vu : le Doyen,  
CH. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :  
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris  
LIARD

## TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                            | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| CHAPITRE I. — Organisation économique et fonctionnement technique des groupements d'élevage en France..... | 9     |
| Race bovine.....                                                                                           | 11    |
| Race chevaline.....                                                                                        | 151   |
| Race mulassière.....                                                                                       | 197   |
| Race porcine.....                                                                                          | 202   |
| Race canine.....                                                                                           | 209   |
| Animaux de basse-cour.....                                                                                 | 218   |
| CHAPITRE II. — Situation légale des différents groupements d'élevage en France.....                        | 223   |
| Syndicat.....                                                                                              | 223   |
| Sociétés civiles commerciales à forme commerciale.....                                                     | 237   |
| CHAPITRE III. — Objet des divers groupements d'élevage en France. Services qu'ils assurent.....            | 245   |
| Achat en commun.....                                                                                       | 245   |
| Vente en commun.....                                                                                       | 249   |
| Défense des intérêts professionnels.....                                                                   | 251   |
| Amélioration des races.....                                                                                | 254   |
| Crédit.....                                                                                                | 257   |
| Assurance mutuelle.....                                                                                    | 271   |
| CONCLUSIONS.....                                                                                           | 297   |







